

CONSEIL COMMUNAL DU 30 JANVIER 2023
GEMEENTERAAD VAN 30 JANUARI 2023

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Ariane Calmeyn, *Président/Voorzitter* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, Delphine De Valkeneer,
Echevin(e)s/Schepenen ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Aurélie Melard, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen,
Conseillers/Gemeenteraadsleden ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Steve Detry, Margaux Hanquet, *Conseillers/Gemeenteraadsleden*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

30.01.2023/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que M. DETRY et Mme HANQUET sont excusés et que Mmes PETI MPANGI et BOONEN arriveront en cours de séance.

Communicatie.

De voorzitster deelt mee dat dhr. DETRY en mw. HANQUET verontschuldigd zijn en dat mevrouwen PETI MPANGI en BOONEN later tijdens de zitting zullen aankomen.

30.01.2023/A/0002 **Hommage à deux anciens membres du Conseil communal décédés - Mme Anne-Marie DECHARNEUX, conseillère communale, et M. Daniel FRANKIGNOUL, conseiller communal, échevin et président du Conseil communal.**

Le bourgmestre annonce le décès de :

- Mme Anne-Marie DECHARNEUX qui fut conseillère communale du 03/01/1995 au 01/12/2006 et conseillère du CPAS, d'abord en remplacement de M. Eric BOTT, du 01/12/2006 au 18/12/2006, et ensuite élue conseillère du 18/12/2006 au 14/01/2013

et de :

- M. Daniel FRANKIGNOUL, conseiller communal à partir du 21/09/1987, puis échevin, à partir du 09/01/1992, ayant principalement les travaux publics et l'urbanisme dans ses attributions et qui a terminé sa carrière en tant que président du Conseil communal durant la mandature 2012-2018.

Une minute de silence est observée.

Eerbetoon aan twee overleden oud-gemeenteraadsleden - Mw. Anne-Marie DECHARNEUX, gemeenteraadslid, en dhr. Daniel FRANKIGNOUL, gemeenteraadslid, schepen en voorzitter van de Gemeenteraad.

De burgemeester kondigt het overlijden aan van:

- mw. Anne-Marie DECHARNEUX, gemeenteraadslid van 03/01/1995 tot 01/12/2006 en OCMW-raadslid, eerst als vervangster van dhr. Eric BOTT, van 01/12/2006 tot 18/12/2006, en vervolgens verkozen raadslid van 18/12/2006 tot 14/01/2013

en van:

- dhr. Daniel FRANKIGNOUL, gemeenteraadslid vanaf 21/09/1987, dan schepen, vanaf 09/01/1992, die vooral openbare werken en stedenbouw onder zijn bevoegdheden had en die zijn carrière beëindigde als voorzitter van de Gemeenteraad tijdens de zittingsperiode 2012-2018.

Vervolgens wordt een minuut stilte gehouden als eerbetoon.

30.01.2023/A/0003 **Procès-verbal de la séance du 19/12/2022 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 19/12/2022 est approuvé.

32 votants : 32 votes positifs.

Proces-verbaal van de vergadering van 19/12/2022 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 19/12/2022 wordt goedgekeurd.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

30.01.2023/A/0004 **Rapport annuel d'activités 2021-2022 - Communication.**

LE CONSEIL,

En application de l'article 96 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport annuel d'activités de l'administration et de la situation des affaires de la commune pour la période du 01/10/2021 au 30/09/2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Jaarlijks activiteitenverslag 2021-2022 - Mededeling.

DE RAAD,

In toepassing van artikel 96 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/01/2023;

NEEMT KENNIS van het jaarlijks activiteitenverslag betreffende het bestuur en de stand van zaken van de gemeente gedurende de periode van 01/10/2021 tot 30/09/2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Julie Van Goidsenhoven-Bolle entre en séance / treedt in zitting.

Marie-Jeanne Peti Mpangi entre en séance / treedt in zitting.

Elsa Boonen entre en séance / treedt in zitting.

30.01.2023/A/0005 **Amendements du groupe Ecolo sur le point relatif à l'approbation du budget 2023.**

Le groupe Ecolo propose les amendements suivants qui sont mis au vote et tous rejetés. Les résultats des votes sont repris en-dessous de chaque amendement.

1. Engager 2 conseillers Energie compétents en gestion de projets pour accélérer la réalisation des projets PLAGE

Il s'agit d'étoffer la cellule Développement durable/Energie et accélérer les études et le suivi des projets du plan PLAGE + ½ ETP architecte :

- inclure tous les logements communaux (sociaux et autres) dans le plan PLAGE et autre et établir un calendrier de rénovation précis avec des objectifs ;

- établir un planning pluriannuel jusqu'à la « réalisation à 100 % des objectifs » pour l'ensemble des besoins du parc immobilier communal ;
- revoir en accélérant les priorités de réalisation portant sur la consommation de gaz des bâtiments « énergivores » là où cela n'a pas encore été réalisé complètement ;
- inclure la réduction des consommations d'énergie électrique (relighting) dans la planification ;

Consacrer un budget à la formation du personnel communal (2,5 ETP) et l'acquisition d'outillage informatique ou de mesures techniques.

Budget : 25.000 EUR

L'amendement est rejeté par 6 voix pour, 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN) et 3 abstentions (M. DE SMUL, Mme PANS et M. DESWERT).

2. Compléter le programme « Solar click » par un plan propre à la commune pour les bâtiments qui ne sont pas encore équipés

Faire appel à l'investissement participatif citoyen par la mise en place d'un processus comparable avec ce qui est fait à Woluwe-Saint-Pierre et bientôt à Etterbeek. Les ménages qui le souhaitent pourront investir une part de leur épargne pour une durée (5 à 10 ans) à déterminer et bénéficier d'un rendement supérieur à celui d'un compte d'épargne.

- WTC : capacité installée x 3
- Ecole Robert Maistriau : capacité installée x 4
- Ecole Princesse Paola : il reste des surfaces disponibles
- Maison communale : il reste des surfaces disponibles (aile nord)
- Ecole Prince Baudouin : il reste des surfaces disponibles
- Wolubilis : capacité à évaluer, encore rien
- Police – Chenil à Andromède : encore rien, capacité disponible
- Ecole Van Meyel : encore rien, capacité disponible
- Bâtiment Staar : encore rien, capacité disponible
- Ch de Roodebeek 331 : encore rien, capacité disponible

Budget de lancement : 50.000 EUR

L'amendement est rejeté par 6 voix pour, 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI, et M. ULLENS de SCHOOTEN) et 3 abstentions (M. DE SMUL, Mme PANS et M. DESWERT).

3. Préparation d'une modification de la fiscalité communale (PRI) visant à encourager les propriétaires de logements à rénover leurs biens mis en location

Une réduction importante du précompte immobilier sera accordée aux propriétaires qui mettent des logements construits avant 2010* en location et qui ont effectué des travaux de rénovation directement liés à l'atteinte d'une bonne performance énergétique (PEB=B). Cette mesure aura pour but :

1. d'encourager les propriétaires à faire des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leurs propriétés;
2. de soutenir les locataires qui verront ainsi une réduction de leurs charges locatives.

L'étude devra déterminer le montant à prévoir dans le budget 2024 de cette modification et les critères* qui seront retenus : % du montant total des travaux couverts, % de réduction du PRI, durée de la réduction...

Budget d'étude (2023) : 10.000 EUR

L'amendement est rejeté par 9 voix pour et 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN).

4. Mise en place d'un « Guichet Renolution WSL » en faveur des habitants de WSL

Nous proposons la mise en place d'un nouveau « Guichet de l'énergie » établi avec une participation décentralisée de l'asbl homegrade.brussels. Il s'agit d'aider les habitants en fonction de leur situation spécifique :

1. analyse de la consommation énergétique et aide à la mise en place d'un plan de sobriété énergétique ;
2. réalisation d'un diagnostic individualisé visant une isolation accrue de qualité, l'utilisation de matériaux biosourcés, notamment par le recours à un service de thermographie, et pouvant inclure des modifications architecturales ;
3. conseils sur la faisabilité de la conversion du chauffage et étude des possibilités d'abandon des énergies fossiles, la production individuelle d'énergie renouvelable et la participation à une communauté d'énergie ;
4. Conseils et calculs de rendement sur les modes de financement et les primes disponibles ;
5. Assistance et aide à l'obtention des primes régionales & communales

Ce guichet aura des heures d'ouverture très larges et pourra également envisager la collaboration avec des entreprises situées sur le territoire communal ou les communes limitrophes et capables de conduire les travaux de rénovation recommandés et souhaités.

Le budget couvrira la mise en place, les outils informatiques, la formation du personnel communal et le financement de l'accord de coopération avec l'asbl homegrade.brussels

Budget : 50.000 EUR

L'amendement est rejeté par 6 voix pour, 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN) et 3 abstentions (M. DE SMUL, Mme PANS et M. DESWERT).

5. Aide au déplacement

Comme chaque année, Ecolo souhaite que les personnes à mobilité réduite puissent être mieux soutenues par le Collège, surtout pour leurs déplacements.

Depuis que l'asbl CCPH a été absorbée par la Commune, le service de transport réduit les heures et limite son service car il ne permet pas de se déplacer d'un lieu à l'autre mais il ne fait que des allers/retours. Ce sont les chèques-taxis que ces personnes utilisent pour compenser ces manques. Depuis cette année, un minimum pour les courses des taxis a été imposé. Les taxis ne font plus de courses pour moins de 8 EUR. Certes, c'est une avancée sociale, mais en même temps c'est une difficulté supplémentaire pour les personnes en difficulté de déplacement.

Les chèques-taxis de la Région étant de 5 EUR, Ecolo propose un supplément de 3 EUR offert par la commune par chèque demandé de manière à ce que la personne puisse au moins acquérir la somme minimale d'une course.

Par ailleurs, et vu que les chèques-taxi ont une date de péremption, nous demandons au Collège d'accepter de les donner en fonction des besoins des personnes et pas de manière trimestrielle comme il est d'usage, car ces personnes ne les utilisent pas toujours de manière régulière (elles ne sortent pas lorsqu'elles sont malades, il y a moins de sorties en hiver, etc.)

- Montant à budgéter : Ecolo demande au Collège de prévoir 60.000 EUR afin de diminuer la pression financière de ces personnes et de permettre la mobilité nécessaire pour leur épanouissement.

L'amendement est rejeté par 6 voix pour, 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN) et 3 abstentions (M. DE SMUL, Mme PANS et M. DESWERT).

6. Projet de vélo solidaire – Leasing social

Le groupe Ecolo vous a proposé l'an dernier un amendement visant à faciliter l'usage du vélo pour les personnes à revenus modestes qui n'ont pas l'occasion de l'acheter. Nous savons que la Commune en partenariat avec les Ateliers de la rue Voot met en place le prêt de vélos électriques pour ceux qui le souhaitent. Mais qu'en est-il du vélo mécanique ? Si, comme je crois, le leasing social n'a pas marché chez nous, pourquoi ne pas instaurer une « vélothèque » ? Il s'agit ici d'élargir la campagne d'usage du vélo aux personnes avec des revenus plus bas et leur permettre une mobilité plus économique et aisée.

Ainsi, des prêts de vélos de deuxième main qui pourraient être obtenus via les Ateliers de la rue Voot, pourraient s'effectuer plus près des logements sociaux et encadrés par le guichet social. De plus, vu que les services du CPAS octroient des aides pour le déplacement en transport public, cela pourrait constituer une économie à moyen

terme ? si ces personnes pouvaient se déplacer en grande partie à vélo. Au début nous proposons de faire une phase de test en concentrant les efforts sur le quartier Andromède par exemple, avec la participation des services sociaux. Elle pourrait aussi être communiquée via les éducateurs de rue.

- Montant à budgéter : Subside complémentaire de 5.000 EUR aux Ateliers de la rue Voot

L'amendement est rejeté par 6 voix pour, 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN) et 3 abstentions (M. DE SMUL, Mme PANS et M. DESWERT).

7. Le vélo, aussi pour les personnes handicapées !

Le groupe Ecolo propose la mise sur pied de balades en vélo inclusives. Ce n'est pas parce qu'une personne est porteuse d'un handicap qu'elle ne peut pas pédaler mais certaines ont besoin d'un coup de pouce. Une personne à mobilité réduite peut avoir besoin d'un vélo adapté, une personne malvoyante ou non voyante peut pédaler mais a besoin d'un guide. A chacun.e ses besoins.

Les vélos adaptés existent et il y a de plus en plus d'asbl spécialisées dans ce domaine qui seraient disposées à contribuer à un tel projet.

Notre amendement consiste à demander au Collège que notre commune initie un partenariat avec une ASBL (il y en déjà à WSP, Jette, Uccle). Elles connaissent le type de vélo qui devra être utilisé en fonction du handicap des personnes.

- Montant à budgéter : Subside de contribution destiné à permettre à l'ASBL qui sera choisie d'investir dans sa flotte de vélos adaptés : 10.000 EUR

L'amendement est rejeté par 9 voix pour et 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN).

8. Introduction d'une prime d'accompagnement social

Le groupe Ecolo propose une prime d'accompagnement social destinée aux propriétaires de Woluwe-Saint-Lambert à revenus modestes, propriétaires d'un seul bien immobilier qui occupent personnellement leur propriété ou au titulaire d'un bien qui séjourne en maison de repos et qui ne reçoit aucun revenu locatif pour son unique bien. Elle est destinée à atténuer la hausse des additionnels communaux au précompte immobilier. Son mode de calcul est basé sur la différence qui subsiste entre la hausse des taux du précompte immobilier et la baisse de l'impôt sur les revenus depuis 2016 jusqu'à nos jours.

Justification :

L'augmentation du précompte immobilier successivement en 2017 et en 2022, a pénalisé les propriétaires de biens qui résident dans la commune, particulièrement

ceux ou celles qui, tout en étant propriétaires, ne bénéficient que de revenus modestes. Par là il faut entendre que pour ces personnes, la baisse de l'IPP n'a que peu ou pas d'effet compensatoire sur la hausse du PRI.

Montant à budgéter :

- Sur base d'une estimation de 2,900 propriétaires-habitants à revenus modestes = 348.000 EUR soit une prime moyenne de 120 EUR
- Réduction de ce montant du 371-01 – Taxe additionnelle au précompte immobilier

La gestion de cette prime est assurée par l'administration communale sur base de l'introduction d'une demande.

L'amendement est rejeté par 6 voix pour, 26 voix contre (Mme CALMEYN, M. MAINGAIN, Mmes MOLENBERG, NAHUM, M. BOTT, Mme DESTREE-LAURENT, MM. LIENART, THAYER, MATGEN, JAQUEMYNS, Mme DE VALKENEER, M. de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes HENRY, BETTE, VAN GOISENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MELARD, BEGYN, MM. DEVILLE, SIX, Mme DE PATOUL, MM. MELIN, LORIAUX, Mmes PETI MPANGI, ANBARI et M. ULLENS de SCHOOTEN) et 3 abstentions (M. DE SMUL, Mme PANS et M. DESWERT).

30.01.2023/A/0006 **Amendement des groupes Ecolo et MR+ sur le point relatif à l'approbation du budget 2023.**

Les groupes MR+ et Ecolo proposent l'amendement repris ci-dessous :

Introduction d'une Prime BE-home

Suite à l'augmentation du précompte immobilier de plus de 18 % en 2022, passant de 2.700 à 3.200, ce qui représente en moyenne une augmentation de 238 EUR, nous demandons qu'une prime BE-home@WSL-SLW de 80 EUR soit introduite pour les habitants de notre commune qui vivent dans leur propre habitation. Cette prime serait introduite par analogie et en plus de la prime régionale BE-home. Une telle prime est déjà en place dans au moins 5 communes dont Watermael-Boitsfort et Schaerbeek, certaines depuis plusieurs années.

Justification

Compte tenu de la forte augmentation du précompte immobilier, nous souhaitons introduire une compensation pour nos résidents propriétaires. En effet, ils sont confrontés à l'augmentation du coût de la vie (gaz, électricité, eau, denrées alimentaires,..), à la baisse du pouvoir d'achat qui en découle, à une éventuelle hausse des taux d'intérêt (qui pourrait toucher certains prêts immobiliers).

Budget : 880 000 EUR, sur la base des enquêtes menées auprès du service des finances de la région et des données fournies par l'échevin des finances. Y compris sur la base des informations suivantes :

Nombre de biens imposés et soumis au PRI et si possible distinguer les logements des autres biens -
40.680 cellules cadastrales

37.661 cellules cadastrales soumises au PRI,

36,62 % du revenu cadastral imposable provient des logements appartenant au propriétaire.

Elle concernerait quelque 11.000 propriétaires occupants de notre commune qui ont droit à une prime be-home@WSL-SLW.

L'amendement est rejeté.

35 votants : 9 votes positifs, 26 votes négatifs.

Non : Olivier Maingain, Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Aurélie Melard, Ariane Calmeyn, Sonia Begyn, Quentin Deville, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi, Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten.

30.01.2023/A/0007 **Amendement du groupe MR+ sur le point relatif à l'approbation du budget 2023.**

Le groupe MR+ propose l'amendement repris ci-dessous :

1. Introduction d'une Prime énergie

Après avoir été fortement impactés par la crise de la COVID, les commerçants et les petits indépendants de notre commune doivent maintenant faire face à une hausse des coûts très importante, notamment due à l'inflation et aux prix de l'énergie. Ceci peut mettre en péril leur activité. Pour la majorité d'entre eux, en plus, le poids de l'indexation des salaires se fera ressentir en 2023.

Afin de les soutenir et afin de soutenir la vie économique de proximité à Woluwe-Saint-Lambert, le groupe MR+ demande de prévoir un budget pour l'introduction d'une prime "énergie" exceptionnelle (a priori seulement pour 2023) de 200 EUR, disponible sous certaines conditions bien définies et qui ciblent les petites entreprises, en particulier les petits commerces, qui font vivre notre tissu économique local. Ainsi, notre commune contribuera aux efforts déployés à d'autres niveaux de pouvoir au bénéfice de la vie économique, comme elle a pu le faire dans une moindre mesure pendant la pandémie.

Budget : 100.000 EUR, sur la base des chiffres de l'institut bruxellois de statistique et d'analyse. Celui-ci pourra être réévalué à la fin du premier semestre, en fonction de la demande et des moyens budgétaires disponibles. Ce budget est finançable avec la sous-utilisation du budget alloué à l'opération Boncado. Les deux politiques sont donc vouées à se compléter l'année prochaine.

L'amendement est rejeté.

35 votants : 3 votes positifs, 26 votes négatifs, 6 abstentions.

Non : Olivier Maingain, Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Aurélie Melard, Ariane Calmeyn, Sonia Begyn, Quentin Deville, Charles Six,

*Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi ,
Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten.
Abstentions : Nuria Bordes Castells, Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera,
Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.*

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

30.01.2023/A/0008 **Budget communal - Exercice 2023 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le projet du budget pour l'exercice 2023 élaboré par le Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu l'avis de la commission instaurée par l'article 12 de l'arrêté royal du 02/08/1990 ;

Vu les articles 117, 242, 252, 255 et 259 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 19/01/2023 ;

DECIDE d'approuver comme suit le budget 2023 :

1. BUDGET ORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES	
Exercice proprement dit	135.653.955,98	135.722.627,98	
Exercices antérieurs	11.538.221,64		
Totaux des prélèvements	234.412,09		
Totaux exercices cumulés	147.426.589,71	135.722.627,98	
Résultat général - Excédent			11.703.961,73

2. BUDGET EXTRAORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES	
Exercice proprement dit	18.133.483,00	14.141.736,00	
Exercices antérieurs	145.088,52		
Totaux des prélèvements	6.146.618,00	10.138.365,00	
Totaux exercices cumulés	24.425.189,52	24.280.101,00	
Résultat général - Excédent			145.088,52

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

35 votants : 26 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Gemeentebegroting - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van begroting voor het dienstjaar 2023 opgemaakt door het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op het advies van de commissie ingesteld door artikel 12 van het koninklijk besluit van 02/08/1990;

Gelet op artikelen 117, 242, 252, 255 en 259 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/01/2023;

BESLIST de begroting 2023 als volgt goed te keuren:

1. GEWONE BEGROTING

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	
Eigen dienstjaar	135.653.955,98	135.722.627,98	
Vorige dienstjaren	11.538.221,64		
Totalen overboekingen	234.412,09		
Totalen eigen en vorige dienstjaren	147.426.589,71	135.722.627,98	
Algemeen resultaat - Batig saldo			11.703.961,73

2. BUITENGEWONE BEGROTING

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	
Eigen dienstjaar	18.133.483,00	14.141.736,00	
Vorige dienstjaren	145.088,52		
Totalen overboekingen	6.146.618,00	10.138.365,00	
Totalen eigen en vorige dienstjaren	24.425.189,52	24.280.101,00	
Algemeen resultaat - Batig saldo			145.088,52

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

35 stemmers : 26 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

30.01.2023/A/0009 **Justifications de vote du groupe Ecolo sur le point relatif à l'approbation du budget de l'exercice 2023.**

Commentaires sur le budget 2023 – Focus gestion

Nous avons pris connaissance de votre projet de budget et lu votre présentation générale. On peut aborder un budget en se plongeant dans les détails par service, par article et s'y noyer ou chercher à comprendre les grands équilibres qui montrent la politique choisie. Nous avons accès aux chiffres des autres communes bruxelloises et cela permet de se faire une idée des différences qui existent. On peut argumenter que chaque commune est différente dans sa sociologie, son développement, son histoire et son tissu urbain et refuser d'en tirer des conclusions. On peut aussi accepter de comparer et en tirer des leçons, des idées à partir de choix opérés par des majorités politiques différentes.

Cette année encore, vous nous fournissez des chiffres de comparaisons avec les autres communes. Ils sont exprimés en euros par habitant et permettent justement ces comparaisons. Même s'il existe un décalage dans les statistiques et l'année qui est l'objet de cette présentation budgétaire, c'est fort instructif et vous n'avez pas manqué d'y ajouter vos commentaires.

Dépenses par habitant à l'ordinaire

Personnel

Les dépenses de personnel sont en hausse dans toutes les communes mais à WSL elles restent supérieures à la moyenne régionale (hors ville de Bruxelles). Cet équilibre est assez stable et le classement ne change pas : 11 communes font mieux dont Auderghem, Etterbeek, Evere, Schaerbeek... Vous nous avez répondu en commission que la politique de personnel est basée sur la demande des services et l'arbitrage de la GRH. Si on n'y prend pas garde, le risque est de voir s'installer au fil du temps une inflation de personnel disponible pour des tâches parfois éloignées des priorités du service. A titre d'exemple, je suis intervenu dans le cadre de certains projets en m'étonnant de la disponibilité de personnel communal pour effectuer des travaux d'une certaine ampleur tels le re-lightning du WTC ou le travail d'architecture de la rénovation du Poséidon. Ces tâches devraient être contractées pour mieux en contrôler l'exécution et les délais de réalisation et par là les coûts. Tout cela alors que d'autres tâches d'entretien des infrastructures ont été négligées telles la maintenance dans la durée des installations électriques qui semblent avoir été négligées.

Fonctionnement

A WSL, les frais de fonctionnements sont en dessous de la moyenne et seules 4

communes font moins. Ces chiffres peuvent traduire soit une bonne gestion soit un manque de services à la population... Je ne me prononcerai pas ici si ce n'est que nous avons dans le passé critiqué des dépenses non prioritaires qu'il serait temps de remettre en question.

Dotation vers la zone de police et le CPAS

Sur ces 2 postes, notre commune se situe favorablement sous la moyenne régionale. Les dépenses de police ne constituent pas un sujet de préoccupation majeur mais la hausse des dépenses du CPAS mérite notre suivi critique et nous ne sommes pas prêts à des compromis sur la solidarité.

Dette

La moyenne régionale est stable mais l'endettement de notre commune s'accroît. En 2020, seules 4 communes avaient un endettement inférieur à celui de WSL. Depuis la dette est passée de 100 EUR/habitant en 2020 à 153 EUR/habitant dans le budget de 2023, soit une augmentation de 53 % (cette augmentation était de 38 % l'an dernier). Nous avons lu vos explications et je reviendrai sur l'extraordinaire un peu plus loin. Je relèverai simplement que la dette de Wolubilis est maintenant intégrée alors qu'elle était mise sur le côté dans l'asbl « Village Culturel » auparavant...

Recettes à l'ordinaire par habitant : DGC et subventions

Notre commune est avec Auderghem, Watermael-Boitsfort, Uccle et WSP parmi celles qui sont les moins bien dotées par la DGC. Votre commentaire à propos d'une « répartition injuste » est très dur. Nous pouvons partager cet avis et WSL est, de ces 4 communes, la moins « riche » de par ses habitants.

Dans le domaine des subsides et subventions, je m'étonne que notre commune soit la lanterne rouge : selon les statistiques IBSA, les 4 communes les moins dotées par la DGC font toutes bien mieux que notre commune ! W-B perçoit 51 %, WSP 41 % et Auderghem 19 % de plus en subventions.

Ma question est donc : qu'avez-vous fait et qu'allez-vous faire pour corriger ces écarts ? Vous avez tenté d'obtenir plus en n'hésitant pas à aller en justice contre la Région à plusieurs reprises. Ce n'est pas neuf, vous n'avez pas réussi et ce n'est visiblement pas la bonne méthode ! Dans ce domaine, rien ne vaut une relation constructive, fructueuse et poursuivie sur le long terme avec les décideurs régionaux. Au lieu de cela, nous vous avons entendu critiquer la Région et vos partenaires alors que votre parti était soit dans l'opposition, soit au gouvernement. Qui sont vos alliés au gouvernement régional ? Vous n'avez pas de mots assez durs contre la Région et ses ministres, en ciblant particulièrement les Ecolos ! Notre conseil : changez de méthode, assurez-vous que les échevines et échevins fassent leur travail avec diplomatie et conviction en mettant le temps qu'il faut pour convaincre vos partenaires de la majorité régionale !

Fiscalité

Vous le savez, nous n'avons pas de tabou sur la fiscalité mais cela dépend pour quoi faire. Nous pouvons nous interroger en termes de justice sociale sur les distorsions des taux d'imposition entre communes bruxelloises. Il n'est pas choquant que le rendement fiscal soit plus élevé dans des communes où la moyenne des revenus est plus élevée et que les aides régionales soient modulées en conséquence. Vous avez donné un mauvais signal à la Région en baissant l'IPP et en augmentant le PRI. En terme de rendement fiscal, notre commune se retrouve au-dessus de la moyenne régionale tout comme les autres communes citées. A WSL, les propriétaires à faibles revenus sont clairement défavorisés nous avons proposé de corriger les effets négatifs. Vous avez refusé cela jusqu'ici, mais Ecolo présentera une fois encore, des amendements tels que la prime BE-Home et la Prime d'accompagnement social.

En conclusion : notre commune a plus de dépenses de personnel mais moins de frais de fonctionnement, elle est moins bien financée par la Région mais le Collège n'a jusqu'ici pas été capable d'obtenir plus de financement et nous n'avons rien entendu de la part du Collège sur ses intentions dans ce domaine. En tout cas, je vous invite à aller voir vos collègues de Watermael-Boitsfort, Auderghem, WSP ou même Berchem pour découvrir leurs méthodes !

Extraordinaire

A l'extraordinaire et, au risque de me répéter, le Collège fait toujours preuve du même enthousiasme pour qualifier de développement durable toute une série de dépenses dont le caractère « durable » nous laisse perplexes. Comme chaque année, vous nous répondez « *tous les marchés publics sont Développement Durable !* » Dans le Rapport de l'échevin des finances vous écrivez : « *l'augmentation de la dette est le reflet du volume des investissements importants et nombreux effectués au cours des dernières années dans la qualité et la performance énergétique des différentes infrastructures communales.* »

Nous ne demandons que cela, mais comment allez-vous atteindre la neutralité carbone en 2050 ? Nous sommes en droit d'attendre un plan chiffré, à la fois sur le plan des investissements et des objectifs ainsi que des bénéfices réalisés, action par action, étape par étape, avec des dates. Un objectif non mesuré ne peut être atteint. Certes, des progrès ont été engrangés mais comment cela se situe-t-il par rapport aux objectifs ?

Plus particulièrement :

- Vous allez acquérir 10 nouveaux véhicules (11) et vous incluez cela dans les objectifs de Développement durable. Si c'est un remplacement un pour un le bénéfice est marginal. Vous auriez pu proposer une approche créative pour réduire significativement la flotte de véhicules, nous ne voyons pas cela.
- Vous incluez l'asphaltage et le marquage de voiries (20) pour plus d'1 million € dans le Développement durable. Allez-vous remplacer le goudron par des pavés issus de carrières locales ?
- A part la rénovation tant attendue du Poséidon (60) qui inclura la production d'électricité, nous ne trouvons aucun autre projet de multiplication des surfaces de panneaux photovoltaïques.
- A quand une remise en question de votre conception de la gestion des espaces verts en voirie avec une végétation persistante, locale et moins gourmande en personnel d'entretien ?
- Un seul article budgétaire (75) modeste avec remplacement de chaudières et de châssis

Bien sûr, nous ne réduisons pas à ces quelques exemples votre budget extraordinaire qui représente tout de même plus de 14 millions d'euros. Nous ne nions pas non plus qu'il faille consacrer une partie du budget à renouveler les infrastructures, à fournir de l'outillage au personnel communal, à entretenir le patrimoine, à investir dans l'informatique pour rendre l'administration plus efficace, à soutenir la culture et le sport mais dans la liste de vos investissements, nous peinons à distinguer un fil conducteur politique qui va nous conduire où nous devrions arriver. Ecolo n'est pas opposé à une augmentation de la fiscalité, dans une certaine mesure, comme nous l'avons dit dans le passé. Nous souhaitons une fiscalité juste par laquelle chaque citoyen.ne contribue au bien commun en fonction de ses revenus. Mais nous voudrions qu'une part croissante des dépenses à l'ordinaire et à l'extraordinaire soit dorénavant consacrée à l'adaptation au défi climatique et à la transition énergétique.

Nous aurions souhaité beaucoup de choses que nous n'avons pas trouvées dans ce budget et donc, nous ne le soutiendrons pas en l'état.

Commentaire Budget Genré 2023

Nous sommes contents de constater qu'à l'heure actuelle presque tous les services ont présenté cette annexe. Il reste néanmoins des confusions concernant les différentes catégories de recettes et/ou dépenses par rapport à la dimension genrée et il ne faut pas oublier que l'objectif de le préciser est de permettre aux services respectifs de faire un état des lieux pour mieux cibler les actions futures.

Nous sommes persuadé.es que des actions pour l'égalité homme/femme sont possibles dans le service de l'expansion économique, nécessaires dans les écoles, et dans les cabinets du secrétariat comme dans celui du bourgmestre. Nous n'avons pas trouvé d'annexe pour le service de prévention mais nous espérons que la dame engagée l'année passée, dans un souci de rendre plus paritaire ce métier, est toujours en poste.

En ressources humaines, il y a beaucoup de possibilités mais il n'y a pas la trace d'une action qui pourrait diminuer les inégalités en dehors de l'engagement de la commune, comme d'autres au plan de la diversité. Voici une proposition qui pourrait être menée sans trop de difficultés et qui n'est pas précisée dans le rapport : la possibilité pour les « papas » de prendre un congé de paternité.

Afin de rester constructifs, nous vous proposons une campagne pour l'usage du vélo plus élargie que celle que vous menez déjà : le vélo au féminin et aux personnes en situation précaire comme un moyen de déplacement qui peut s'avérer positif tant en termes d'autonomie que d'économie.

Pour conclure, nous observons des améliorations dans la présentation de ces annexes même s'il n'y a que très peu d'actions citées dans ce budget qui ciblent l'égalité.

Kurt Deswert quitte la séance / verlaat de zitting.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

30.01.2023/A/0010 **Equipe Propreté publique - 4 souffleurs à dos thermiques - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MAPECO VILVOORDE SA - Dépense : 2.950 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 4 souffleurs à dos thermiques pour l'équipe Propreté publique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 4 souffleurs à dos thermiques pour l'équipe Propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.950 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis prix :

- TECHNNA JARDIN : 3.675,98 EUR TVAC,
- CLABOTS TOOLS : 3.308,38 EUR TVAC,
- AGRI BOSS : 3.124,61 EUR TVAC,
- MAPECO VILVOORDE : 2.899,98 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87500/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture de 4 souffleurs à dos thermiques pour l'équipe Propreté publique;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit MAPECO VILVOORDE SA (BE 0843.928.704), Mechelsesteenweg 315 bus 1 à 1800 Vilvoorde, pour le montant d'offre contrôlé de 2.899,98 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 2.950 EUR ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 87500/744-98/-/480/15651 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ploeg Openbare reinheid - 4 thermische bladblazers - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MAPECO VILVOORDE nv - Uitgave: 2.950 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0011 **Hôtel communal - Remplacement du linoleum au premier étage (ID 2022-2001) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MILLFLOOR - Dépense : 32.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer le linoleum au premier étage de l'hôtel communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer le linoleum au premier étage de l'hôtel communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 32.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
- MILLFLOOR, rue de la Graignette 27 à 1420 Braine-l'Alleud,
- NEW TAPIS DECOLAND SPRL, chaussée de Nivelles 4 à 1410 Waterloo ;

Considérant qu'une offre est parvenue de MILLFLOOR, rue de la Graignette 27 à 1420 Braine-l'Alleud, pour un montant de 31.758,39 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise ayant introduit la seule offre, à savoir MILLFLOOR (n° BCE : BE 0670.869.519), rue de la Graignette 27 à 1420 Braine-l'Alleud, pour le montant d'offre contrôlé de 31.758,39 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 10400/724-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 32.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 32.000 EUR TVAC du marché « Maison communale - Remplacement du linoléum au premier étage (ID 2022-2001) » ;
- de considérer l'offre de MILLFLOOR comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à l'entreprise ayant introduit la seule offre, à savoir MILLFLOOR (n° BCE : BE 0670.869.519), rue de la Graignette 27 à 1420 Braine-l'Alleud, pour le montant d'offre contrôlé de 31.758,39 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 10400/724-60/16133 sur lequel un montant de 32.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentehuis - Vervanging van het linoleum op de eerste verdieping (ID 2022-2001) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MILLFLOOR - Uitgave: 32.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0012 **Projet « Eco-schools » - Acquisition de ruches didactiques - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : VERGERS - RUCHERS MOSANS - Dépense : 1.950 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Développement durable, planification et perspectives, il s'indique d'acquérir des ruches didactiques dans le cadre du projet « Eco-schools » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Développement durable, planification et perspectives, il s'indique d'acquérir des ruches didactiques dans le cadre du projet « Eco-schools » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.950 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 87901/744-98/-/490 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que la totalité des coûts sera subsidiée par Bruxelles Environnement, dans le cadre de l'appel à projets « Eco-schools » 2022-2023 ;

Considérant que les deux fournisseurs suivants ont été consultés et ont remis offre :

- BEE-API, rue Caluyère 5B à 7862 Ogy : 1.950 EUR TVAC,
- VERGERS - RUCHERS MOSANS, chaussée Romaine 109 à 5500 Dinant : 1.912,54 EUR TVAC ;

Considérant que les deux offres sont conformes et régulières ;

Considérant que la firme VERGERS - RUCHERS MOSANS propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme VERGERS - RUCHERS MOSANS, chaussée Romaine 109 à 5500 Dinant, pour l'acquisition de ruches didactiques dans le cadre du projet « Eco-schools », aux conditions de son offre du 22/11/2022 d'un montant de 1.912,54 EUR TVAC, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 1.950 EUR TVAC, inscrite à l'article 87901/744-98/-/490/16136 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de charger le service Développement durable, planification et perspectives de poursuivre l'élaboration du dossier de demande de subvention auprès de Bruxelles Environnement.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Project "Eco-Schools" - Aankoop van didactische bijenkorven - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: VERGERS - RUCHERS MOSANS - Uitgave: 1.950 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0013 **Ecole Van Meyel - Déminéralisation de la cour de récréation (ID 1996) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STEENACKER - Dépense : 10.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de déminéraliser la cour de récréation de l'école Van Meyel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de déminéraliser la cour de récréation de l'école

Van Meyel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- HOOLANTS BETON BVBA, Holstraat 3-5 à 1831 Diegem,
- STEENACKER SA, rue L. Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont ;

Considérant qu'une offre est parvenue de STEENACKER SA, rue L. Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour un montant de 8.994,10 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise ayant introduit la seule offre, à savoir STEENACKER SA (n° BCE : BE 0449.364.970), rue L. Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour le montant d'offre contrôlé de 8.994,10 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 72200/723-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 10.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 20.000 EUR TVAC du marché « Ecole Van Meyel - Déminéralisation de la cour de récréation (ID 1996) » ;
- de considérer l'offre de STEENACKER SA comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à l'entreprise ayant introduit la seule offre, à savoir STEENACKER SA (n° BCE : BE 0449.364.970), rue L. Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour le montant d'offre contrôlé de 8.994,10 EUR TVAC ;

- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 72200/723-60/15859 sur lequel un montant de 10.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Van Meyel" - Demineralisatie van de speelplaats (ID 1996) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: STEENACKER - Uitgave: 10.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

Quentin Deville quitte la séance / verlaat de zitting.

30.01.2023/A/0014 **Ecole Parc Malou - Remplacement de l'éclairage intérieur et extérieur - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LEDEA LIGHT - Dépense : 13.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement de l'éclairage intérieur et extérieur de l'école Parc Malou, devenu obsolète, par un éclairage moins énergivore ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement de l'éclairage intérieur et extérieur de l'école Parc Malou, devenu obsolète, par un éclairage moins énergivore ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 13.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/724-60/-/410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que les deux fournisseurs suivants ont été consultés dans le cadre de ce marché :

- CEBEO, boulevard Louis Schmidt 3 à 1040 Etterbeek,
- LEDEA LIGHT, boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que la firme CEBEO n'a pas remis d'offre ;

Considérant que l'offre de la firme LEDEA LIGHT s'élève à 12.425,74 EUR TVAC et qu'elle est conforme et complète ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme LEDEA LIGHT, boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles, pour le remplacement de l'éclairage intérieur et extérieur de l'école Parc Malou, aux conditions de son offre du 29/11/2022 et en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 13.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/724-60/-/410/15784 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Parc Malou" - Vervanging van de binnen- en buitenverlichting - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LEDEA LIGHT - Uitgave: 13.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0015 **Académie Paul-Baudouin Michel - Mobilier et matériel - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : PIANOS HANLET, MUSIC COMPANY et VAN TROYEN Bart - Dépense : 8.535 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier et du matériel pour l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier et du matériel pour l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.535 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- PIANOS HANLET, rue de Livourne 5 à 1060 Saint-Gilles,
- MUSIC COMPANY, Rink 30 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw,
- VAN TROYEN Bart, Luipegem 110 à 2880 Bornem ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux articles 73410/744-98 (7.795 EUR) et 73410/741-51 (740 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché de faible montant relatif à la fourniture de mobilier et

de matériel pour l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

- d'attribuer ce marché, sur la base des choix de l'académie, aux soumissionnaires suivants :
 - PIANOS HANLET (BE 0403.014.511), rue de Livourne 5 à 1060 Saint-Gilles, pour le montant d'offre contrôlé de 3.700 EUR TVAC pour le piano et 740 EUR TVAC pour les banquettes,
 - MUSIC COMPANY (BE 0466.321.362), Rink 30 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw, pour le montant d'offre contrôlé de 2.757 EUR TVAC,
 - VAN TROYEN Bart (BE 0828.573.010), Luipegem 110 à 2880 Bornem, pour le montant d'offre contrôlé de 1.331 EUR TVAC ;
- d'inscrire un montant de 7.795 EUR à l'article 73410/744-98/-/720/16151 (PIANOS HANLET : 3.700 EUR), 16152 (MUSIC COMPANY : 2.760 EUR) et 16153 (VAN TROYEN Bart : 1.335 EUR) et un montant de 740 EUR à l'article 73410/741-51/-/720/16154 (PIANOS HANLET) du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Meubilair en materieel - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: PIANOS HANLET, MUSIC COMPANY en VAN TROYEN Bart - Uitgave: 8.535 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van meubilair en materieel voor de "Académie Paul-Baudouin Michel";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van meubilair en materieel voor de "Académie Paul-Baudouin Michel";

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de

rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 8.535 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende firma's werden geraadpleegd:

- PIANOS HANLET, Livornostraat 5 te 1060 Sint-Gillis,
- MUSIC COMPANY, Rink 30 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw,
- VAN TROYEN Bart, Luipegem 110 à 2880 Bornem;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikelen 73410/744-98 (7.795 EUR) en 73410/741-51 (740 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht van beperkte waarde betreffende de levering van meubilair en materieel voor de "Académie Paul-Baudouin Michel";
- deze opdracht te gunnen, op basis van de keuze van de academie, aan de volgende firma's:
 - PIANOS HANLET (BE 0403.014.511), Livornostraat 5 te 1060 Sint-Gillis, tegen het nagerekende offertebedrag van 3.700 EUR incl. btw voor de piano en 740 EUR incl. btw voor de zitbanken,
 - MUSIC COMPANY (BE 0466.321.362), Rink 30 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, tegen het nagerekende offertebedrag van 2.757 EUR incl. btw,
 - VAN TROYEN Bart (BE 0828.573.010), Luipegem 110 te 2880 Bornem, tegen het nagerekende offertebedrag van 1.331 EUR incl. btw;
- een bedrag van 7.795 EUR in te schrijven op artikel 73410/744-98/-/720/16151 (PIANOS HANLET: 3.700 EUR), 16152 (MUSIC COMPANY: 2.760 EUR) en 16153 (VAN TROYEN Bart: 1.335 EUR) en een bedrag van 740 EUR op artikel 73410/741-51/-/720/16154 (PIANOS HANLET) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-

President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30.01.2023/A/0016 **Académie Paul-Baudouin Michel - Rénovation de la conciergerie - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : UNIC CONCEPT - Dépense : 32.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à la rénovation de la conciergerie de l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à la rénovation de la conciergerie de l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 32.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 73410/724-60/-/410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que des dix opérateurs économiques consultés, les quatre suivants ont remis offre :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek : 31.800 EUR TVAC,
- UNIC CONCEPT, avenue Mutsaard 76/59 à 1020 Bruxelles (Laeken) : 31.736,40 EUR TVAC,
- BELFOUL INDUSTRIE, rue Bollinckx 254 à 1070 Anderlecht : 31.800 EUR

TVAC,

- BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere : 50.963,95 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes et régulières ;

Considérant que la firme UNIC CONCEPT a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme UNIC CONCEPT, avenue Mutsaard 76/59 à 1020 Bruxelles (Laeken), afin de procéder à la rénovation de la conciergerie de l'Académie Paul-Baudouin Michel, aux conditions de son offre du 09/11/2022 d'un montant de 31.736,40 EUR TVAC, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 32.000 EUR à l'article 73410/724-60/-/410/15647 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Academie Paul-Baudouin Michel" - Vernieuwing van de conciërgewoning - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: UNIC CONCEPT - Uitgave: 32.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0017 **« Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » - Matériel - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : ROGA PERCUSSION BV et BEKAFUN BV - Dépense : 1.770 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Materieel - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: ROGA PERCUSSION bv en BEKAFUN bv - Uitgave: 1.770 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord volgend op de toekenning van een subsidie van de Vlaamse Overheid;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 15/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord volgend op de toekenning van een subsidie van de Vlaamse Overheid;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 1.770 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat 2 firma's geraadpleegd werden door de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord en prijs ingediend hebben:

- ROGA PERCUSSION bv: 1.066 EUR incl. btw,
- BEKAFUN bv : 690,80 EUR incl.btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 73411/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 1.770 EUR incl. btw voor de opdracht betreffende de levering van materieel voor de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan:
 - ROGA PERCUSSION bv (BE 0887.625.026), Atealaan 9 te 2270 Herenthout, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 1.066 EUR

incl. btw,

- BEKAFUN bv (BE 0770.510.194), Heilig Hartstraat 23 te 8870 Izegem, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 690,80 EUR incl. btw;
- een bedrag van 1.770 EUR in te schrijven op artikel 73411/744-98/-/720/15781 (BEKAFUN bv: 700 EUR) en 15782 (ROGA PERCUSSION bv: 1.070 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgaven zullen gefinancierd worden door de subsidie toegekend door de Vlaamse Overheid.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30.01.2023/A/0018 **« Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » - Mobilier et matériel - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : ROGA PERCUSSION, BEKAFUN, LEMCA, AZZATO, Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO) et BAERT - Dépense : 6.650 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier et du matériel pour la « Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier et du matériel pour la « Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.650 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- ROGA PERCUSSION, Atealaan 9 à 2270 Herenthout,
- BEKAFUN, Heilig Hartstraat 23 à 8870 Izegem,
- LEMCA, Bisschoppenhoflaan 486 à 2100 Antwerpen,
- AZZATO, rue de la Violette 42 à 1000 Bruxelles,
- Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO), rue de Maestricht 11 à 4600 Visé,
- BAERT, Essenestraat 16 à 1740 Ternat ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux articles 73411/744-98 (5.200 EUR) et 73411/741-51 (1.450 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché de faible montant relatif à la fourniture de mobilier et de matériel pour la « Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » ;
- d'attribuer ce marché, sur la base des choix de l'académie, aux soumissionnaires suivants :
 - ROGA PERCUSSION (BE 0887.625.026), Atealaan 9 à 2270 Herenthout, pour le montant d'offre contrôlé de 2.092 EUR TVAC,
 - BEKAFUN (BE 0770.510.194), Heilig Hartstraat 23 à 8870 Izegem, pour le montant d'offre contrôlé de 1.033,58 EUR TVAC,
 - LEMCA (BE 0435.259.952), Bisschoppenhoflaan 486 à 2100 Antwerpen, pour le montant d'offre contrôlé de 595 EUR TVAC,
 - AZZATO (BE 0479.274.030), rue de la Violette 42 à 1000 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 619,20 EUR TVAC pour le matériel et 1.431 EUR TVAC pour le mobilier,
 - Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO) (BE 0828.245.188), rue de Maestricht 11 à 4600 Visé, pour le montant d'offre contrôlé de 587 EUR TVAC,
 - BAERT (BE 0427.326.570), Essenestraat 16 à 1740 Ternat, pour le montant d'offre contrôlé de 212,95 EUR TVAC ;
- d'inscrire un montant de 5.200 EUR à l'article 73411/744-98/-/720/16218 (ROGA PERCUSSION : 2.100 EUR), 16219 (BEKAFUN : 1.050 EUR), 16220 (LEMCA : 600 EUR), 16221 (AZZATO : 630 EUR), 16222 (Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO) : 600 EUR) et 16223 (BAERT : 220 EUR) et un montant de 1.450 EUR TVAC à l'article 73411/741-51/-/720/16224 (AZZATO) du budget extraordinaire de l'exercice

2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Meubilair en materieel - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: ROGA PERCUSSION, BEKAFUN, LEMCA, AZZATO, Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO) en BAERT - Uitgave: 6.650 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van meubilair en materieel voor de “Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord”;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van meubilair en materieel voor de “Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord”;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 6.650 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende firma's werden geraadpleegd:

- ROGA PERCUSSION, Atealaan 9 te 2270 Herenthout,
- BEKAFUN, Heilig Hartstraat 23 te 8870 Izegem,
- LEMCA, Bisschoppenhoflaan 486 te 2100 Antwerpen,
- AZZATO, Violetstraat 42 te 1000 Brussel,
- Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO), rue de Maestricht 11 te 4600 Visé,
- BAERT, Essenestraat 16 te 1740 Ternat;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikelen 73411/744-98 (5.200 EUR) en 73411/741-51 (1.450 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht van beperkte waarde betreffende de levering van meubilair en materieel voor de "Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord";
- deze opdracht te gunnen, op basis van de keuze van de academie, aan de volgende firma's:
 - ROGA PERCUSSION (BE 0887.625.026), Atealaan 9 te 2270 Herenthout, tegen het nagerekende offertebedrag van 2.092 EUR incl. btw,
 - BEKAFUN (BE 0770.510.194), Heilig Hartstraat 23 te 8870 Izegem, tegen het nagerekende offertebedrag van 1.033,58 EUR incl. btw,
 - LEMCA (BE 0435.259.952), Bisschoppenhoflaan 486 te 2100 Antwerpen, tegen het nagerekende offertebedrag van 595 EUR incl. btw,
 - AZZATO (BE 0479.274.030), Violetstraat 42 te 1000 Brussel, tegen het nagerekende offertebedrag van 619,20 EUR incl. btw voor het materieel et 1.431 EUR incl. btw voor het meubilair,
 - Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO) (BE 0828.245.188), rue de Maestricht 11 te 4600 Visé, tegen het nagerekende offertebedrag van 587 EUR incl. btw,
 - BAERT (BE 0427.326.570), Essenestraat 16 te 1740 Ternat, tegen het nagerekende offertebedrag van 212,95 EUR incl. btw;
- een bedrag van 5.200 EUR in te schrijven op artikel 73411/744-98/-/720/16218 (ROGA PERCUSSION: 2.100 EUR), 16219 (BEKAFUN: 1.050 EUR), 16220 (LEMCA: 600 EUR), 16221 (AZZATO: 630 EUR), 16222 (Michaël GRAILET (L'ARTISAN DU PIANO): 600 EUR) en 16223 (BAERT: 220 EUR) en een bedrag van 1.450 EUR op artikel 73411/741-51/-/720/16224 (AZZATO) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Elsa Boonen quitte la séance / verlaat de zitting.

30.01.2023/A/0019 **Castel de Lindthout - Restauration et repose de vitraux - Marché de faible montant - Désignation de l'entrepreneur : ATELIER MESTDAGH - Dépense : 36.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de restaurer et de reposer des vitraux au Castel de Lindthout ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de restaurer et de reposer des vitraux au Castel de Lindthout ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 36.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'une demande de subvention a été introduite auprès de la Direction du Patrimoine culturel, qui est actuellement en attente d'une décision du Gouvernement de la Région bruxelloise ; qu'une telle subvention peut couvrir jusqu'à 80 % des montants engagés ;

Considérant que les firmes suivantes ont été invitées à remettre une offre :

- ATELIER MESTDAGH, Oude Gaversesteeweg 99 bte 1 à 9820 Merelbeke,
- VAN VEERDEGEM-VOSCH SPRL, rue de l'Eté 215 à 1050 Ixelles,
- VITRAUX FLORES, rue de Dublin 33 à 1050 Ixelles,
- VITRAUX D'ART DEBONGNIE SPRL, rue des Montagnes 2 à 1450 Chastre,
- CENTRE BELGE DU VITRAIL PIERRE MAJERUS, avenue de la Chasse 62-64 à 1040 Etterbeek,
- ATELIER VERSICOLORE SPRL, chaussée de Helmet 126 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- ATELIER MESTDAGH, Oude Gaversesteeweg 99 bte 1 à 9820 Merelbeke : 31.693,47 EUR TVAC,
- VITRAUX D'ART DEBONGNIE SPRL, rue des Montagnes 2 à 1450 Chastre : 11.119,40 EUR TVAC ;

Vu la note du service Développement durable, planification et perspectives par laquelle il est établi que l'offre de la firme VITRAUX D'ART DEBONGNIE SPRL n'est pas assez précise quant à l'exécution des travaux ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise ayant introduit la seule offre régulière, à savoir ATELIER MESTDAGH (n° BCE : BE 0896.225.659), Oude Gaversesteeweg 99 bte 1 à 9820 Merelbeke, pour le montant d'offre contrôlé de 31.693,47 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 73410/724-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 36.500 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 36.500 EUR TVAC du marché « Castel de Lindthout - Restauration et repose de vitraux » ;
- de considérer l'offre de VITRAUX D'ART DEBONGNIE SPRL comme nulle (l'offre de la firme ne convient pas selon la note du service) ;
- de considérer l'offre de l'ATELIER MESTDAGH comme complète et régulière ;
- d'approuver la note du service, qui fait partie intégrante de la présente délibération.
- d'attribuer ce marché de faible montant à l'entreprise ayant introduit la seule offre régulière, à savoir ATELIER MESTDAGH (n° BCE : BE 0896.225.659), Oude Gaversesteeweg 99 bte 1 à 9820 Merelbeke, pour le montant d'offre contrôlé de 31.693,47 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 73410/724-60/14537 sur lequel un montant de 36.500 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Kasteel van Linthout - Restauratie en nieuwe plaatsing van glasramen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ATELIER MESTDAGH - Uitgave: 36.500 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.

30.01.2023/A/0020 **Centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » - Châssis et porte d'entrée - Remplacement - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TECNOFLEX SRL - Dépense : 32.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les châssis et porte d'entrée en bois au centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les châssis et porte d'entrée en bois au centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 32.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- ABI-CVR : 27.630,97 EUR TVAC (offre incomplète),
- CHASSIS DIFFUSION : n'a pas remis prix,
- TECNOFLEX : 31.197,92 EUR TVAC (offre complète) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

DECIDE :

- d'approuver l'estimation d'un montant de 32.000 EUR TVAC pour le marché relatif au remplacement des châssis et porte d'entrée en bois au centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis une offre complète, soit TECNOFLEX SRL (BE 0418.030.606), chaussée de Vilvoorde 156 B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le montant d'offre contrôlé de 31.197,92 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 32.000 EUR ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 72200/724-60/-/410/16158 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Opleidingscentrum voor leefmilieu "Le Petit Foriest" - Ramen en voordeur - Vervanging - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: TECNOFLEX vba - Uitgave: 32.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0021 **Wolubilis - Place du Temps Libre - Luminaires extérieurs - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LEDEA LIGHT - Dépense : 5.700 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des luminaires extérieurs pour la

rénovation de l'éclairage de la place du Temps Libre à Wolubilis ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir des luminaires extérieurs pour la rénovation de l'éclairage de la place du Temps Libre à Wolubilis ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.700 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que l'opérateur économique suivant a remis offre :

- LEDEA LIGHT (BE 0817582712), boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles (filiale à Zaventem) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé du marché relatif à la fourniture de luminaires extérieurs pour la place du Temps Libre à Wolubilis, s'élevant à 5.700 EUR TVAC ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au seul soumissionnaire ayant remis offre, soit LEDEA LIGHT (BE 0817.582.712), boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles (filiale à Zaventem), pour le montant d'offre contrôlé de 5.657,52 EUR TVAC ;
- d'inscrire un montant de 5.700 EUR à l'article 76200/724-60/-/410/15865 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Wolubilis - Vrijetijdsplein - Buitenlampen - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LEDEA LIGHT - Uitgave: 5.700 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0022 **Gulledelle - Remplacement de baies vitrées - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TECNOFLEX - Dépense : 10.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer des baies vitrées au Gulledelle ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer des baies vitrées au Gulledelle ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- TECNOFLEX SRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
- FENTRA (QUADRALUX SA), rue Glesener 56 à LU-1630 Luxembourg,
- ABI-CVR, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren) ;

Considérant qu'une offre est parvenue de TECNOFLEX SRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour un montant de 7.581,12 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise ayant introduit la seule offre, à savoir TECNOFLEX SRL (n° BCE : BE 0418.030.606), chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le montant d'offre contrôlé de 7.581,12 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 92240/724-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 10.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 10.000 EUR TVAC du marché « Gulledele - Remplacement de baies vitrées » ;
- de considérer l'offre de TECNOFLEX SRL comme complète et régulière ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à l'entreprise ayant introduit la seule offre, à savoir TECNOFLEX SRL (n° BCE : BE 0418.030.606), chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le montant d'offre contrôlé de 7.581,12 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 92240/724-60/16088 sur lequel un montant de 10.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gulledelle - Vervanging van ramen - Opdracht van beperkte waarde -
Aanduiding van leverancier: TECNOFLEX - Uitgave: 10.000 EUR incl. btw -
Informatie.**

De Raad neemt kennis.

Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.

30.01.2023/A/0023 **Appartement sis avenue Jean Monnet 8 bte 1 - Remplacement du revêtement de sol - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BALCAEN - Dépense : 9.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service des Propriétés communales, il s'indique de procéder au remplacement du revêtement de sol de l'appartement sis avenue Jean Monnet 8/1 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service des Propriétés communales, il s'indique de procéder au remplacement du revêtement de sol de l'appartement sis avenue Jean Monnet 8/1 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 9.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 92240/724-60/-/410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que des trois opérateurs économiques consultés, les deux suivants ont remis offre :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek : 13.780 EUR TVAC,
- BALCAEN, boulevard Général Wahis 16G à 1030 Schaerbeek : 8.601,32

EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes et régulières ;

Considérant que la firme BALCAEN a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme BALCAEN, boulevard Général Wahis 16G à 1030 Schaerbeek, afin de procéder au remplacement du revêtement de sol de l'appartement sis avenue Jean Monnet 8/1, aux conditions de son offre du 13/12/2022 d'un montant de 8.601,32 EUR TVAC, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 9.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 92240/724-60/-/410/16135 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Appartement gelegen Jean Monnetlaan 8 bus 1 - Vervanging van de vloerbekleding - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BALCAEN - Uitgave: 9.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0024 **Divers logements - Remplacement de fenêtres de toiture inclinées - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FONSECA - Dépense : 20.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service des Propriétés communales, il s'indique de procéder au remplacement de fenêtres de toitures inclinées dans certains logements (rue Saint-Lambert 50/1, 50/2, 80 et avenue Jean Monnet 8/12) ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service des Propriétés communales, il s'indique de procéder au remplacement de fenêtres de toitures inclinées dans certains logements (rue Saint-Lambert 50/1, 50/2, 80 et avenue Jean Monnet 8/12) ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 20.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 92200/724-60/-/410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que des sept opérateurs économiques consultés, les deux suivants ont remis offre :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek : 16.366,40 EUR TVAC,
- BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere : 29.836,80 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes et régulières ;

Considérant que la firme FONSECA, FOGEL & CIE a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek, afin de procéder au remplacement de fenêtres de toitures inclinées dans certains logements (rue Saint-Lambert 50/1, 50/2, 80 et avenue Jean Monnet 8/12), aux conditions de son offre du 14/11/2022 d'un montant de 16.366,40 EUR TVAC, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 20.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 92200/724-60/-/410/16110 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verschillende woningen - Vervanging van schuine dakramen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FONSECA - Uitgave: 20.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0025 **Avenue Georges Henri 319 - Châssis arrière - Remplacement - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TECNOFLEX SRL - Dépense : 8.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les châssis à l'arrière du bâtiment situé avenue Georges Henri 319 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les châssis à l'arrière du bâtiment situé avenue Georges Henri 319 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- ABI-CVR : n'a pas remis prix,
- FENTRA : n'a pas remis prix,
- TECNOFLEX : 6.293,22 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 12400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'estimation d'un montant de 8.000 EUR TVAC pour le marché relatif au remplacement des châssis à l'arrière du bâtiment situé avenue Georges Henri 319 ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au seul soumissionnaire ayant remis offre, soit TECNOFLEX SRL (BE 0418.030.606), chaussée de Vilvorde 156 B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), pour le montant d'offre contrôlé de 6.293,22 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 8.000 EUR ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 12400/724-60/-/410/16120 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Georges Henrilaan 319 - Ramen aan de achterkant - Vervanging - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: TECNOFLEX vba - Uitgave: 8.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0026 **Avenue Georges Henri 350-352 - Etude préalable à la conservation-restauration des peintures murales « Sano » et « L'Alsacienne » - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : VAN DIJCK LINDA VOF - Dépense : 7.300 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser l'étude préalable à la conservation-restauration des peintures murales « Sano » et « L'Alsacienne », exigée dans le cadre

de la demande de permis d'urbanisme et dont la dépense est couverte à 80 % par un subside attribué par la Direction du Patrimoine culturel de la Région ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser l'étude préalable à la conservation-restauration des peintures murales « Sano » et « L'Alsacienne », exigée dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme et dont la dépense est couverte à 80 % par un subside attribué par la Direction du Patrimoine culturel de la Région ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 7.300 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- VAN DIJCK LINDA VOF : 6.346,45 EUR TVAC,
- Mme Christine BERTRAND : n'a pas remis d'offre ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à la modification budgétaire n° 4, à l'article 77300/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire n° 4 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le marché relatif à la réalisation de l'étude préalable à la conservation-restauration des peintures murales « Sano » et « L'Alsacienne » ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le soumissionnaire VAN DIJCK LINDA VOF (BE 0464.483.114), Berentrodendreef 17 à 2820 Bonheiden, pour le montant d'offre contrôlé de 6.346,45 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 7.300 EUR ;

- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à la modification budgétaire n° 4, à l'article 77300/749-51/-/410/15866 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Georges Henrilaan 350-352 - Voorafgaande studie voor de conservatie-restauratie van de muurschilderijen "Sano" en "L'Alsacienne" - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: VAN DIJCK LINDA VOF - Uitgave: 7.300 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0027 **Jardins situés rue Saint-Lambert - Mission d'expertise (ID 1995) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : AGORA - Dépense : 20.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'effectuer une mission d'expertise des jardins le long de la rue Saint-Lambert ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'effectuer une mission d'expertise des jardins le long de la rue Saint-Lambert ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- ARIES CONSULTANTS SA, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles,
- AGORA SA, avenue Van Volxem 79 à 1190 Forest,
- ADVISTA, chemin du Cyclotron 6 à 1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- AGORA SA, avenue Van Volxem 79 à 1190 Forest : 18.755 EUR TVAC,
- ARIES CONSULTANTS SA, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles : 22.869 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit AGORA SA (n° BCE : BE 0446.697.470), avenue Van Volxem 79 à 1190 Forest, pour le montant d'offre contrôlé de 18.755 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 20.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 20.000 EUR TVAC du marché « Jardins situés rue Saint-Lambert - Mission d'expertise (ID 1995) » ;
- de considérer les offres des firmes AGORA SA et ARIES CONSULTANTS SA comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit AGORA SA (n° BCE : BE 0446.697.470), avenue Van Volxem 79 à 1190 Forest, pour le montant d'offre contrôlé de 18.755 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/725-60/15858 sur lequel un montant de 20.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors

d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Tuinen gelegen langs de Sint-Lambertusstraat - Expertise-opdracht (ID 1995) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: AGORA - Uitgave: 20.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0028 **CREE ASBL sise avenue du Prince Héritier 214-216 - Remplacement des châssis arrière (ID 2000) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ABI-CVR - Dépense : 7.948,80 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les châssis arrière du bâtiment de l'ASBL CREE sis avenue du Prince Héritier 214-216 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les châssis arrière du bâtiment de l'ASBL CREE sis avenue du Prince Héritier 214-216 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la description technique n° 2022-2000 relative au marché « Prince Héritier 214-216 - CREE ASBL - Remplacement des châssis arrière » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- TECNOFLEX SRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
- ABI-CVR, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren),
- FENTRA (QUADRALUX SA), rue Glesener 56 à LU-1630 Luxembourg ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 05/12/2022 à 09h ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- TECNOFLEX SRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek) : 8.150,34 EUR TVAC,
- ABI-CVR, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren) : 11.355,44 EUR TVAC ;

Considérant que les éventuelles négociations et corrections ont mené aux offres finales suivantes :

- TECNOFLEX SRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek) : 8.150,34 EUR TVAC,
- ABI-CVR, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren) : 7.948,80 EUR TVAC ;

Considérant que, tenant compte des éléments précités, il est proposé d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit ABI-CVR (n° BCE : BE 0473.236.571), chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren), pour le montant d'offre contrôlé et corrigé (réduction de 30 %) de 7.948,80 EUR ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 12400/724-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 10.000 EUR ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de sélectionner les soumissionnaires TECNOFLEX SRL et ABI-CVR ;
- de considérer les offres de TECNOFLEX SRL et ABI-CVR comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit ABI-CVR, enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° BE 0473.236.571, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren), pour le montant d'offre contrôlé et corrigé (réduction de 30 %) de 7.948,80 EUR ;
- d'engager un montant de 10.000 EUR ;

- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 12400/724-60/-/410/16240 ;
- d'approuver le financement par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"CREE ASBL" gelegen Erfprinslaan 214-216 - Vervanging van de ramen aan de achterkant (ID 2000) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ABI-CVR - Uitgave: 7.948,80 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0029 **Acquisition d'une œuvre d'art pour le quartier Hof ten Berg (ID 1992) - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation du fournisseur : Productions Associées ASBL - Dépense : 60.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Vu le projet d'acquérir une œuvre d'art pour le quartier Hof ten Berg ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu le projet d'acquérir une œuvre d'art pour le quartier Hof ten Berg ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) i) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : œuvre d'art ou performance artistique unique) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des

marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 60.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que par courriel du 24/10/2022, l'artiste Bob VAN DER AUWERA, représenté par Productions Associées ASBL, rue Coenraets 72 à 1060 Saint-Gilles, a été invité à présenter une offre ;

Considérant que par son courriel du 29/11/2022, l'artiste Bob VAN DER AUWERA, représenté par Productions Associées ASBL, rue Coenraets 72 à 1060 Saint-Gilles, a remis offre ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76200/749-51 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire;

Considérant que ce projet fait partie du programme régional pluriannuel (2021-2025) Politique de la Ville par le développement des quartiers, Axe 2, « Réaménagement de la ZRU Hof ten Berg-Nord » pour lequel la Région octroie à la commune un subside de 444.197,64 EUR ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le projet et la dépense estimée à 60.500 EUR du marché « Acquisition oeuvre d'art pour le quartier Hof ten Berg - ID1992 » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- d'attribuer ce marché à l'ASBL Productions Associées (BE 0896.755.397), rue Coenraets 72 à 1060 Saint-Gilles, qui a remis offre pour une œuvre de l'artiste Bob VAN DER AUWERA ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 76200/749-51/15860 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;
- d'approuver le paiement d'un acompte de 30 % à l'acceptation de la maquette et le paiement du solde au placement de l'œuvre ;
- de charger le service Développement durable, planification et perspectives - Protection du patrimoine de poursuivre les procédures en vue de l'obtention du subside.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Aankoop van een kunstwerk voor de wijk Hof ten Berg (ID 1992) -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding
van de leverancier: Productions Associées vzw - Uitgave: 60.500 EUR incl. btw -
Informatie.**

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0030 **Démontage, stockage, entretien et montage d'illuminations en 2023 - Procédure
négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4
- Dépense : 53.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire, en vue du placement des illuminations de fin d'année,
de prévoir le démontage en janvier 2023 ainsi que le stockage, l'entretien et le
montage en fin d'année 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire, en vue du placement des illuminations de fin d'année,
de prévoir le démontage en janvier 2023 ainsi que le stockage, l'entretien et le
montage en fin d'année 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures,
notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil
de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de
recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures
et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les
secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-
1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des
marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2007 relatif au marché « Démontage, stockage,
entretien et montage d'illuminations en 2023 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 53.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans
publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à inscrire à l'article 76300/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget 2023 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2007 et le montant estimé du marché « Démontage, stockage, entretien et montage d'illuminations en 2023 », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 53.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - MK ILLUMINATION BELGIUM BVBA, Ketelaarstraat 9 à 2340 Beerse,
 - TRAFIROAD NV, Nieuwe Dreef 17 à 9160 Lokeren,
 - PACT SOLUTIONS SA, Chemin dit le Bois 16 à 1420 Braine-l'Alleud,
 - BLACHERE ILLUMINATION BELGIQUE SA, rue du Fond des Fourches 41 à 4041 Herstal ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76300/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Demontage, bewaring, onderhoud en montage van eindejaarsverlichtingen in 2023 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 53.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om, met het oog op de plaatsing van de eindejaarsverlichtingen, de demontage in januari 2023 evenals de bewaring, het onderhoud en de montage aan het einde van het jaar 2023 te voorzien;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om, met het oog op de plaatsing van de eindejaarsverlichtingen, de demontage in januari 2023 evenals de bewaring, het onderhoud en de montage aan het einde van het jaar 2023 te voorzien;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Demontage, bewaring, onderhoud en montage van eindejaarsverlichtingen in 2023”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 53.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven moet worden op artikel 76300/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting 2023 door de Gemeenteraad en de goedkeuring ervan door de toezichhoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr 2023-2007 en de raming voor de opdracht “Demontage, bewaring, onderhoud en montage van eindejaarsverlichtingen in 2023”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 53.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - MK ILLUMINATION BELGIUM bvba, Ketelaarstraat 9 te 2340 Beerse,
 - TRAFIROAD nv, Nieuwe Dreef 17 te 9160 Lokeren,
 - PACT SOLUTIONS sa, Chemin dit le Bois 16 te 1420 Braine-l'Alleud,
 - BLACHERE ILLUMINATION BELGIQUE sa, rue du Fond des

Fourches 41 te 4041 Herstal;

- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76300/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Kurt Deswert entre en séance / treedt in zitting.

30.01.2023/A/0031 **Impression du journal d'information communal, de différents documents et brochures destinés à l'information du public en 2023 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 10 - Dépense : max. 168.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de lancer un marché relatif à la réalisation du journal d'information communal et de différents documents et brochures destinés à l'information du public en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de lancer un marché relatif à la réalisation du journal d'information communal et de différents documents et brochures destinés à l'information du public en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 168.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire aux articles 13300/123-06 et

13300/124-06/-/150 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Conseil communal et par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché pour la réalisation du journal d'information communal et de différents documents et brochures destinés à l'information du public en 2023 ainsi que le cahier des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché à commandes, en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016 et 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que de l'arrêté royal du 14/01/2013 ;
- de prévoir à cet effet une dépense maximale de 168.000 EUR TVAC aux articles 13300/123-06 et 13300/124-06/-/150 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
 - DESMET-LAIRE, rue des Résistants 19 à 7750 Mont-de-l'Enclus,
 - DRUKKERIJ BOONEN BVBA, Houtakker 3 à 3930 Hamont-Achel,
 - IPM PRINTING, rue Nestor Martin 5 à 1083 Ganshoren,
 - DB GROUP, boulevard Paepsem 11A à 1070 Anderlecht,
 - GRAPHIUS BRUSSELS, Hemelstraat 2 à 1651 Beersel,
 - VAN DER POORTEN, Diestsesteenweg 624 à 3010 Leuven,
 - DRUKKERIJ MODERNA, Schoebroeckstraat 50 à 3583 Paal-Beringen,
 - VAN RUYTS PRINTING, rue de l'Orient 50-52 à 1040 Etterbeek,
 - COYOTEPRINT, chaussée de la Hulpe 185 à 1170 Watermael-Boitsfort,
 - HECHT, avenue de l'Industrie 13 à 1420 Braine-l'Alleud.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Drukken van het gemeentelijk informatieblad en verschillende documenten en brochures bestemd ter informatie van het publiek in 2023 -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 10 - Uitgave: max. 168.000 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt een opdracht voor het drukken van het gemeentelijk informatieblad en van verschillende documenten en brochures bestemd om het publiek te informeren in 2023 te plaatsen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt een opdracht voor het drukken van het gemeentelijk informatieblad en van verschillende documenten en brochures bestemd om het publiek te informeren in 2023 te plaatsen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de maximale uitgave op 168.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven moeten worden op artikelen 13300/123-06 en 13300/124-06/-/150 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2023 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid:

- de plaatsing van een opdracht voor het drukken van het gemeentelijk informatieblad en van verschillende documenten en brochures bestemd om het publiek te informeren in 2023 goed te keuren, evenals het bestek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht te kiezen, in toepassing van artikelen 42 § 1-1^o a) van de wet van 17/06/2016 en 90 lid 1-1^o van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en van het koninklijk besluit van 14/01/2013;
- hiertoe een uitgave van maximum 168.000 EUR incl. btw te voorzien onder artikelen 13300/123-06 en 13300/124-06//150 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
 - DESMET-LAIRE, rue des Résistants 19 te 7750 Mont-de-l'Enclus,
 - DRUKKERIJ BOONEN bvba, Houtakker 3 te 3930 Hamont-Achel,
 - IPM PRINTING, Nestor Martinstraat 5 te 1083 Ganshoren,
 - DB GROUP, Paepsemiaan 11A te 1070 Anderlecht,
 - GRAPHIUS BRUSSELS, Hemelstraat 2 te 1651 Beersel,
 - VAN DER POORTEN, Diestsesteenweg 624 te 3010 Leuven,

- DRUKKERIJ MODERNA, Schoebroeckstraat 50 te 3583 Paal-Beringen,
- VAN RUYS PRINTING, Morgenlandstraat 50-52 te 1040 Etterbeek,
- COYOTEPRINT, Terhulpensesteenweg 185 te 1170 Watermaal-Bosvoorde,
- HECHT, avenue de l'Industrie 13 te 1420 Braine-l'Alleud.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30.01.2023/A/0032 **Crèche Saint-Lambert - Remplacement de deux châssis - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TECNOFLEX - Dépense : 3.500 EUR TVAC - Information - Modification du programme d'investissement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de remplacer deux châssis par deux portes-fenêtres à la crèche Saint-Lambert afin de permettre l'évacuation de la crèche en cas de sinistre ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de remplacer deux châssis par deux portes-fenêtres à la crèche Saint-Lambert afin de permettre l'évacuation de la crèche en cas de sinistre ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 3.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 84400/724-60/-/410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés dans le cadre de ce marché :

- ABI-CVR, chaussée de Haecht 1739 à 1130 Bruxelles (Haren),
- CHASSIS DIFFUSION, rue A. Hottat 5 à 1050 Ixelles,
- TECNOFLEX, chaussée de Vilvorde 156/B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek) ;

Considérant que seule la firme TECNOFLEX a remis offre, pour un montant de 3.297,66 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre est conforme aux besoins ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme TECNOFLEX, chaussée de Vilvorde 156/B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek), afin de procéder au remplacement de deux châssis par deux portes fenêtres à la crèche Saint-Lambert, aux conditions de son offre du 05/12/2022 d'un montant de 3.297,66 EUR TVAC, et ce en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 3.500 EUR TVAC, inscrite à l'article 84400/724-60/-/410/16145 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et modification de l'intitulé du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE :

- de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Kinderdagverblijf "Saint-Lambert" - Vervanging van twee vensters - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: TECNOFLEX - Uitgave: 3.500 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Elsa Boonen entre en séance / treedt in zitting.

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

30.01.2023/A/0033 **Théâtre Wolubilis - Comodat - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que, suite à la résiliation du droit d'emphytéose avec effet au 01/01/2023, la commune est propriétaire du Théâtre Wolubilis ;

Considérant qu'un tel bien immobilier présente des spécificités techniques et de gestion ;

Considérant que l'ASBL Village Culturel a les contrats avec les différents prestataires pour l'entretien et la maintenance de celui-ci et que son personnel en a la maîtrise ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire d'assurer une période de transition entre la gestion actuelle et future de l'infrastructure ;

Considérant que le comodat (prêt à usage) répond le mieux à la situation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

COMMODAT

ENTRE :

L'ASBL Village Culturel, dont le siège social est établi cours Paul-Henri Spaak 1 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, enregistrée sous le numéro d'entreprise 0860.615.177, valablement représentée par...

Ci-après dénommée « Le Village Culturel » ou « l'ASBL »

ET :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la

personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 30/01/2023,

Ci-après dénommée « la commune » ou « le propriétaire »,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La présente convention régit le prêt à usage (commodat) du théâtre Wolubilis cadastré 21018A0084H et du mobilier et des appareillages techniques le garnissant.

L'ASBL s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage.

La commune se réserve le droit d'utiliser le bien pour son usage. Les parties conviendront conjointement et anticipativement de l'agenda d'occupation. A cette fin, le service de contact au sein de l'administration est le Cabinet du bourgmestre.

2. Durée

La présente convention entre en vigueur le 01/01/2023. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

La commune ou l'ASBL peuvent mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé d'un mois, par courrier recommandé. Le congé prend cours le 1^{er} jour du mois suivant sa notification.

3. Charges

Sont à charge de l'ASBL :

- les frais découlant de la consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage ainsi que l'abonnement à ces services ;
- en cas de sinistre, la franchise légale déduite par l'assureur du bâtiment (voir article 5) ;
- les frais de téléphone et d'internet ;
- le nettoyage des locaux occupés dont les vitrages ;
- les petites réparations des locaux occupés.

4. Assurances

La commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage...) comprenant une clause d'abandon de recours envers les occupants. Par conséquent, l'ASBL ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux. Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier éventuel.

Dans tous les cas, l'ASBL renonce, sans réserve, à tout recours contre la commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'ASBL pourrait être victime.

L'ASBL assumera, à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents et de leurs dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

Elle devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

5. Taxes et impôts

La commune supporte tous les impôts ou taxes relatifs au bien.

6. Etats des lieux

Au plus tard pour le 01/02/2023, un état des lieux amiable sera établi par un membre de l'administration communale.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, l'ASBL devra restituer les locaux en pristin état, sous réserve de l'usure normale.

Les parties conviennent qu'à la fin de la présente convention, un état des lieux sera établi à l'amiable. Les parties détermineront les dégâts et dommages éventuels au bien ainsi que les indemnités à prévoir pour la remise en état et l'indisponibilité éventuelle des locaux.

L'ASBL répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. Elle répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux.

7. Entretien

La maintenance technique des locaux, les petites réparations et les entretiens des installations sont pris en charge par l'ASBL. Les grosses réparations sont à charge de la commune.

En cas de problème, l'ASBL est invitée à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien occupé ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge de la commune.

A défaut d'avoir averti la commune, l'ASBL est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

8. Modifications au bien

La commune consent à ce que l'ASBL effectue les petits aménagements nécessaires selon l'affectation des locaux sauf pour les travaux touchant à la structure du bâtiment et pour autant que la commune (service Gestion du patrimoine) en ait été informée minimum 1 mois avant leur exécution. Le Collège peut s'opposer à ceux-ci par décision expresse et motivée.

9. Accès au bien

L'ASBL s'engage à donner accès au bâtiment aux délégués de la commune en tout temps, sauf contrainte liée à la location de tout ou partie du théâtre.

10. Sous-location, jouissance, animaux

L'ASBL est autorisée à louer le bien en tout ou en partie. Elle devra s'assurer préalablement que la commune n'en aura pas besoin pour des activités propres ou des activités que le Collège décide de soutenir.

Aucun animal, hormis les chiens d'aveugle, ne sera admis dans les lieux même de manière temporaire ou exceptionnelle.

11. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

12. Juridiction compétente

Les tribunaux francophones de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le _____ en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour la commune,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

Pour l'ASBL,

...

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

Theater Wolubilis - Bruikleen - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

30.01.2023/A/0034 **Avenue Georges Henri 234 - ERRATUM FASHION et TWASKA TEXTILES - Convention d'occupation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble de commerce sis avenue Georges Henri 234 ;

Considérant que celui-ci est actuellement occupé par Mme Noémi HOTTOIS avec sa marque TWASKA TEXTILES et antérieurement par Mme Siré KABA avec qui elle collabore ;

Considérant que la convention a expiré le 31/12/2022 ;

Considérant que la boutique va s'implanter plus durablement dans le quartier et s'installera en février au 125 boulevard Brand Whitlock ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 d'arrêter la procédure de passation du marché pour le dossier « Bâtiment sis avenue Georges Henri 234 - Rénovation (ID 1953) » au vu des montants des offres reçues ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

Convention d'occupation

ENTRE :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 30/01/2023,

Ci-après dénommée « la Commune » ;

ET :

Mme Noémi HOTTOIS (NN : 90.10.02-440.05), née le 02/10/1990 à Uccle, domiciliée... et inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro BE 0744.390.569, et

Mme Siré KABA (NN : 81.04.04-374.71), née le 04/04/1981 à Conakry (Guinée), domiciliée avenue Josse Goffin 132 bte 9 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe et inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro BE 0638.980.867,

Ci-après dénommées ensemble « l'occupante » ;

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation du rez-de-chaussée de l'immeuble sis avenue Georges Henri 234.

Le bien mis à disposition sera affecté principalement aux activités de l'occupante (magasin d'accessoires de mode, de déco et de vêtements).

L'occupante s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage à signaler par écrit à l'administration (service des Propriétés communales) toute modification de ses statuts et tout changement relatif à la personne chargée des relations avec la Commune.

2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/01/2023. Elle expirera le 28/02/2023. Elle ne pourra pas être reconduite ou prorogée.

Considérant que les soussignés déclarent formellement que le présent contrat ne tombe pas sous l'application de la loi sur le bail commercial, la durée de l'occupation ne pourra en aucun cas dépasser 12 mois consécutifs.

3. Indemnité d'occupation et charges

L'indemnité mensuelle est fixée à 200 EUR. Celle-ci ne comprend pas les charges (eau, gaz, mazout et électricité). A titre de provision de charges, l'occupante versera mensuellement une somme de 150 EUR. Tout paiement à un tiers est nul et non avenue.

L'indemnité et la provision de charges doivent impérativement être versées au crédit du compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert pour le 5^e jour de chaque mois.

Les charges feront l'objet d'un décompte sur la base des consommations réelles, après la libération des locaux.

En cas de non-paiement de ce montant dans les 15 jours de l'échéance, la Commune applique, après mise en demeure, une augmentation de 10 % des montants en retard.

4. Assurances

La Commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'occupante. Elle devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Par conséquent, celle-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux. Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

Dans tous les cas, l'occupante renonce, sans réserve, à tout recours contre la Commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La Commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'occupante pourrait être victime.

L'occupante assumera personnellement, et à la décharge de la Commune, toute responsabilité des accidents et de leurs dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

5. Taxes et impôts

L'occupante supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien loué (p. ex. taxe d'enlèvement des immondices).

Le précompte immobilier est à charge de la Commune.

6. Etats des lieux

Au plus tard pour l'entrée de l'occupante dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux détaillé amiable sera établi. Les compteurs seront relevés lors des états des lieux d'entrée et de sortie.

L'occupante rend les lieux dans l'état dans lequel elle les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le service des Propriétés communales fixera le montant des dommages et intérêts.

L'occupante répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. L'occupante répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux loués.

Il sera fait exception à ces dispositions pour les dégâts qui seraient causés à des éléments qui devront être évacués ou démolis lors de la rénovation de l'immeuble (conformément au cahier spécial des charges y afférent).

7. Modifications au bien

L'occupante ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la Commune.

Un accord est d'ores et déjà donné pour la remise en peinture des locaux.

8. Accès au bien loué

Un délégué de la Commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter, s'assurer de la bonne exécution par l'occupante de toutes ses obligations et préparer la rénovation de l'immeuble (y compris visites de soumissionnaires pour le marché public). La Commune devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'occupante 24 heures à l'avance.

9. Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, l'occupante ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Il est strictement interdit d'occuper les locaux de l'immeuble qui ne sont pas l'objet de la présente convention. Toute infraction à cette disposition entraînerait la résiliation immédiate de la convention aux torts de l'occupante.

10. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

11. Juridiction compétente

Le Droit Belge sera d'application et les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'occupante,

Noémi HOTTOIS

Siré KABA

Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

Georges Henrilaan 234 - ERRATUM FASHION en TWASKA TEXTILES - Gebruiksovereenkomst - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Jacques Melin quitte la séance / verlaat de zitting.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble sis avenue Georges Henri 328 ;

Vu sa délibération du 23/05/2022 fixant les loyers des deux appartements ;

Considérant qu'il n'y a pas eu de candidature pour le duplex deux chambres au prix de 1.500 EUR/mois ;

Considérant que conformément à la décision du Collège du 04/08/2022, le bien a été annoncé à 1.350 EUR sans plus de succès ;

Vu la désignation de l'agence immobilière EXPERTISSIMMO pour assister la commune dans la recherche d'un locataire pour ce bien ;

Considérant que l'agence estime que la valeur actuelle de l'appartement se situe entre 1.200 EUR et 1.350 EUR (valeur coup de cœur) ;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

DECIDE de fixer le loyer pour le duplex de l'immeuble sis avenue Georges Henri 328 à 1.250 EUR.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Georges Henrilaan 328/2 - Verlaging van de huurprijs - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het gebouw gelegen in de Georges Henrilaan 328;

Gelet op zijn beraadslaging van 23/05/2022 tot vaststelling van de huurprijzen van de twee flats;

Overwegende dat er geen kandidatuur was voor de duplex met twee slaapkamers tegen een prijs van 1.500 EUR/maand;

Overwegende dat het goed overeenkomstig de beslissing van het College van 04/08/2022 zonder verder succes is geadverteerd tegen 1.350 EUR;

Gelet op de aanwijzing van het immokantoor EXPERTISSIMMO om de gemeente bij te staan bij het zoeken naar een huurder voor dit pand;

Overwegende dat het kantoor schat dat de huidige waarde van het appartement tussen 1.200 en 1.350 EUR ligt;

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/01/2023;

BESLIST de huurprijs voor de duplex van het gebouw in de Georges Henrilaan 328 vast te leggen op 1.250 EUR.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Prévention - Preventie

30.01.2023/A/0036 **Plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) - Prolongation 2022 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 28/04/2014 approuvant le projet de plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 01/09/2014 approuvant la signature de la convention dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 19/03/2018 approuvant la prolongation en 2018 et 2019 du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 17/02/2020 approuvant la prolongation en 2020 du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu sa décision du 30/06/2021 approuvant la prolongation en 2021 du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 16/07/2021 relatif à la prolongation du plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2014-2017 pour l'année 2022 ;

Considérant que le plan stratégique de sécurité et de prévention 2022 s'inscrit dans la continuité du plan 2014-2017 et de ses prolongations en 2018, 2019, 2020 et 2021 ;

Considérant qu'il s'indique de poursuivre les actions de prévention en matière de lutte

contre les vols de vélos et les cambriolages ;

Considérant que le montant de la subvention pour la durée du plan est de 71.721,80 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la signature de la convention relative au plan stratégique de sécurité et de prévention (PSSP) 2022 entre le SPF Intérieur et la commune de Woluwe-Saint-Lambert, telle que reprise ci-dessous :

**Plan stratégique de sécurité et de prévention Woluwe-Saint-Lambert : PSSP
Woluwe-Saint-Lambert
Période : 01-01-2020 - 31-12-2022**

Entre d'une part :

l'Etat, représenté par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, établi rue de la Loi 2 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « L'Etat »,

Et d'autre part :

la Commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal, agissant en exécution d'une décision du Conseil communal du 30/01/2023, ci-après dénommée « la Commune ».

Agissant en exécution de la décision du Conseil des Ministres du 28/06/2019, 18/12/2020 et 16/07/2021.

Est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

1. Sur base du plan stratégique de sécurité et de prévention et eu égard aux dispositions de l'Arrêté royal et sous réserve des crédits disponibles, un montant annuel de 71.721,80 EUR est attribué à la Commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT.
2. Cette convention annule et remplace la convention 2020-2021.
3. Le présent contrat entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et se termine le 31 décembre 2022.
4. Les autorités locales s'engagent à utiliser les subsides de l'Etat fédéral de la manière la plus efficace et la plus efficiente, conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 décembre 2019 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2020, modifié par les arrêtés du 4 janvier 2021 du 11 février 2022, et à fournir à la demande toute information utile sur l'affectation de ces subsides, à permettre tout contrôle et à prêter toute l'assistance nécessaire en la matière.

1. DISPOSITIF DE COORDINATION

1.1. Objectifs généraux

1.1.1. Mettre en œuvre le plan stratégique de sécurité et de prévention

1.1.2. Mettre en place, promouvoir et piloter une politique de prévention locale intégrée et intégrale

1.2. Objectifs stratégiques

1.2.1. Assurer le bon fonctionnement administratif, logistique et financier du plan et le suivi avec les autorités subsidiaires

Objectifs opérationnels

- Recruter le personnel nécessaire et compétent

Résultats

- Recrutement du personnel lié au plan dans les 6 mois suivant la vacance du poste
- Mise en place d'une procédure de sélection
- Disposer du profil de fonction durant toute la durée du plan

Indicateurs

- Recrutement du personnel dans les 6 mois suivant la vacance du poste - oui/non
- Nombre de recrutements effectifs/Nombre de recrutements prévus = 100 %
- Existence du profil de fonction durant toute la durée du plan : oui - non
- Assurer la formation adéquate du personnel

Résultats

- Mise en place d'un programme de formation en adéquation avec le poste subsidié

Indicateurs

- Existence d'un programme de formation en adéquation avec le poste subsidié : oui - non
- Mettre en place une comptabilité et un suivi spécifique au plan

Résultats

- Gestion d'un système de comptabilité spécifique au plan

Indicateurs

- Existence d'un système de comptabilité spécifique au plan : oui - non
- Assurer la communication avec l'autorité subsidiaire

Résultats

- Transmission de toute information relative au plan à l'autorité subsidiaire dans le mois suivant la demande

Indicateurs

- Transmission dans le mois suivant la demande de toute information relative au plan à l'autorité subsidiaire : oui - non
- Connaissance des directives établies par l'autorité subsidiaire : oui - non

1.2.2. Assurer un processus d'évaluation permanente du plan

Objectifs opérationnels

- Développer des outils d'accompagnement et de suivi

Résultats

- Gestion et actualisation d'outils d'accompagnement et de suivi durant toute la durée du plan
- Réalisation de rapports conformes aux directives réglementaires

Indicateurs

- Existence d'outils d'accompagnement et de suivi durant toute la durée du plan : oui - non
- Rapports intermédiaires et finaux conformes aux directives réglementaires : oui - non
- Suivi et mise à jour du Diagnostic Local de Sécurité (DLS)

Résultats

- Actualisation annuelle du DLS

Indicateurs

- Actualisation annuelle du DLS : oui - non
- Mise en place de structures de concertation propres à l'évaluation

Résultats

- Mise en place de réunions internes relatives à l'évaluation

Indicateurs

- Nombre de réunions relatives à l'évaluation > ou = à 2 par an

1.2.3. Assurer une information à la population

Objectifs opérationnels

- Assurer une visibilité des services de prévention

Résultats

- Identification spécifique du service communal de prévention au sein des autres services communaux durant toute la durée du plan

Indicateurs

- Existence de brochures de présentation du service durant toute la durée du plan : oui - non
- Existence d'une page Internet spécifique au service communal de prévention durant toute la durée du plan : oui - non

1.2.4. Assurer une synergie entre les différentes actions de prévention communales et une articulation avec la prévention policière zonale

Objectifs opérationnels

- Participer aux structures de concertation existantes

Résultats

- Participation du Fonctionnaire de Prévention au conseil zonal de sécurité

Indicateurs

- Nombre de participation du Fonctionnaire de prévention au conseil zonal de sécurité ≥ 1 par an
- Mettre en place des partenariats adéquats et pertinents

Résultats

- Développement et maintien d'un réseau de partenaires durant toute la durée du plan

Indicateurs

- Existence d'un réseau de partenaires durant toute la durée du plan : oui - non
- Mettre en place des structures de coordination spécifiques au plan

Résultats

- Constitution du comité de pilotage restreint et réunion au moins une fois par an

Indicateurs

- Nombre de réunions annuelles du comité de pilotage restreint $>$ ou $=$ à 1/an

2. CAMBRIOLAGE

Le dernier DLS a mis en évidence que les catégories « vols avec ou sans circonstances aggravantes » représentaient plus de la moitié des infractions enregistrées sur le territoire communal.

Parmi ces vols, les cambriolages constituent un grand nombre des infractions signalées.

Le service prévention ambitionne de s'attaquer à ce phénomène au moyen de différentes actions.

2.1. Objectifs généraux

2.1.1. Prévenir, détecter et limiter le cambriolage et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

2.2. Objectifs stratégiques

2.2.1. Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

- Informer la population sur les mesures financières/organisationnelles/techniques et l'existence de la fonction de conseiller en prévention vol

Résultats

- Parution d'un article de conseils de prévention vol dans le journal local au cours des 2 années de la mise en œuvre du plan
- Organisation et/ou participation à des présentations informant la population des mesures financières/organisationnelles/techniques existantes en matière de prévention du cambriolage
- Organisation de campagnes d'information/sensibilisation en matière de prévention du cambriolage par an et à destination de la population, au cours des 2 années de la mise en œuvre du plan
- Mise en ligne d'une page sur le site internet de la commune consacrée aux mesures financières/organisationnelles/techniques et aux conseillers en prévention vol en matière de prévention du cambriolage au cours des 2 années de la mise en œuvre du plan

- Mise à disposition de brochures ou dépliants aux demandeurs de conseils de sécurisation par le conseiller en prévention vol en 1 année

Indicateurs

- 2 articles publiés dans le journal local par an
- 1 participation du conseiller en prévention vol à des présentations par an
- 90 % de supports d'information transmis dans le délai imparti par rapport au nombre de demandes
- 1 campagne d'information par an
- Existence de la page à partir du 01/06/2014 - oui/non
- Mise à jour effective de la page tous les 6 mois - oui/non
- Enrichir le contenu de la page internet tous les ans - oui/non
- Existence d'un présentoir facilement accessible au public et régulièrement mis à jour : oui/non

2.2.2. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes

Objectifs opérationnels

- Octroi d'une prime communale à l'encouragement de la protection des habitations contre le cambriolage, destinée entre autres aux particuliers

Résultats

- Octroi d'une prime pour chaque dossier élaboré (répondant aux conditions stipulées dans le règlement communal) au cours des 2 années de la mise en œuvre du plan
- Présentation des dossiers « prime cambriolage » au collège dans les 4 mois suivant la réception du dossier (complet), pour octroi ou refus

Indicateurs

- 100 % des dossiers recevables et répondant aux conditions stipulées dans le règlement communal ont fait l'objet de l'octroi d'une prime cambriolage (dans les limites des crédits disponibles)
- 90 % des demandes de « prime cambriolage » soumises dans les 4 mois suivant la réception du dossier complet

3. VOL DE VÉLOS

Le dernier DLS a mis en évidence que les catégories « vols avec ou sans circonstances aggravantes » représentaient plus de la moitié des infractions enregistrées sur le territoire communal.

Le vol de vélos est un phénomène important à Woluwe-Saint-Lambert. Au moyen d'actions de sensibilisation du public à cette problématique, le service prévention espère contribuer à la réduction des faits enregistrés.

3.1. Objectifs généraux

3.1.1. Prévenir, détecter et limiter le vol de vélos et/ou le sentiment d'insécurité y relatif

3.2. Objectifs stratégiques

3.2.1. Dissuader les auteurs potentiels d'infraction

Objectifs opérationnels

- Accroître les possibilités d'identifier les vélos

Résultats

- Organisation d'actions de gravure de vélos

Indicateurs

- Minimum 3 actions de gravures organisées par an
- Minimum 250 vélos gravés par an

3.2.2. Promouvoir une approche intégrée et intégrale

Objectifs opérationnels

- Réalisation d'actions de gravures et de campagnes communes prévention/police

Résultats

- Organisation conjointe d'actions de gravure de vélos avec la zone de police

Indicateurs

- Minimum 3 actions de gravure conjointes organisées par an

3.2.3. Diminuer les comportements à risque

Objectifs opérationnels

- Informer la population sur le vol de vélos

Résultats

- Réalisation d'un dépliant d'information pour la population
- Information des propriétaires de vélos sur la prévention des comportements à risques en termes de vols de vélos, pendant les 2 années du PSSP

Indicateurs

- Réalisation effective du dépliant d'information : oui/non
- Nombre d'articles parus dans le bulletin communal diffusés sur la prévention du vol de vélos : 1 par an
- Sensibiliser / responsabiliser la population à la problématique du vol de vélos

Résultats

- Lors d'actions spécifiques, sensibiliser les propriétaires de vélos à la problématique du vol de vélos

Indicateurs

- Nombre de propriétaires de vélos sensibilisés : 100 par an
- Sensibilisation des propriétaires de vélos par les gardiens de la paix (cadenas,...) lors des séances de gravures de vélos : oui/non

3.2.4. Agir sur les circonstances et l'environnement criminogènes

Objectifs opérationnels

- Proposer à la population des box de vélos sécurisés

Résultats

- Installation de box de vélos sécurisés

Indicateurs

- Existence de box de vélos sécurisés installés dans les 2 années du PSSP : oui/non

- Monitoring des endroits dédiés au stationnement vélos

Résultats

- Signalement, par les gardiens de la paix, aux services compétents de défauts visibles aux stationnements pour vélos

Indicateurs

- Signalement aux services compétents de défauts visibles aux stationnements pour vélos : oui/non

Ce plan stratégique de sécurité et de prévention a été signé à Bruxelles le 16/12/2022.

Chaque partie intéressée déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour l'Etat fédéral,

Mme Annelies VERLINDEN,
Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

Pour la Commune,

M. Patrick LAMBERT,
Secrétaire communal

M. Olivier MAINGAIN,
Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) - Verlenging 2022 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 28/04/2014 ter goedkeuring van het ontwerp van strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 01/09/2014 ter goedkeuring van de ondertekening van de overeenkomst in het kader van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 19/03/2018 ter goedkeuring van de verlenging in 2018 en 2019 van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 17/02/2020 ter goedkeuring van de verlenging in 2020 van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op zijn beslissing van 30/06/2021 ter goedkeuring van de verlenging in 2021 van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 16/07/2021 inzake de verlenging van het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2014-2017 voor het jaar 2022;

Overwegende dat het strategisch veiligheids- en preventieplan 2022 voortborduurde op het plan 2014-2017 en de verlengingen ervan in 2018, 2019, 2020 en 2021;

Overwegende dat het aangewezen is om de preventieve maatregelen ter bestrijding van fietsdiefstal en diefstal verder te zetten;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie voor de duur van het plan 71.721,80 EUR bedraagt;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

BESLIST de ondertekening goed te keuren van onderstaande overeenkomst betreffende het strategisch veiligheids- en preventieplan (SVPP) 2022 tussen de FOD Binnenlandse Zaken en de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe:

Strategisch veiligheids- en preventieplan Sint-Lambrechts-Woluwe: SVPP Sint-Lambrechts-Woluwe
Periode: 01-01-2020 - 31-12-2022

Tussen enerzijds:

De Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, gevestigd Wetstraat 2 in 1000 Brussel, hierna "De Staat" genoemd;

En anderzijds,

de Gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE vertegenwoordigd door de Gemeenteraad, waarvoor optreden de heer Olivier MAINGAIN, Burgemeester en de heer Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris handelend in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van 30/01/2023, hierna "de Gemeente" genoemd;

Handelend in uitvoering van de beslissing van de Ministerraad van 28 juni, 18/12/2020 en 16/07/2021.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Algemene bepalingen

1. Op basis van het strategisch veiligheids- en preventieplan en rekening houdend met de bepalingen van het koninklijk besluit en onder voorbehoud van de beschikbare middelen wordt een jaarlijks bedrag van 71.721,80 EUR toegekend aan de Gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE.
2. Deze overeenkomst annuleert en vervangt de overeenkomst 2020-2021.

3. Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2020 en eindigt op 31 december 2022.
4. De lokale overheden verbinden er zich toe de subsidies van de Federale Staat zo doeltreffend en efficiënt mogelijk te besteden, conform de voorschriften van het besluit van 5 december 2019 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, toepassings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2020, gewijzigd door de besluiten van 4 januari 2021 en 11 februari, en op verzoek alle mogelijke uitleg over de aanwending van de subsidies te verstrekken. Zij aanvaarden iedere controle en zullen er hun medewerking aan verlenen.

1. DISPOSITIEF COÖRDINATIE

1.1. Algemene doelstellingen

1.1.1. Aanwending van het strategisch veiligheids- en preventieplan

1.1.2. Tot stand brengen, bevorderen en besturen van een lokaal geïntegreerd en integraal preventiebeleid

1.2. Strategische doelstellingen

1.2.1. Een goede administratieve, logistieke en financiële werking van het plan en de opvolging met de subsidiërende overheid verzekeren

Operationele doelstellingen

- Het nodige en bekwame personeel rekruteren

Resultaten

- Aanwerving van het noodzakelijke personeel binnen de 6 maanden na het vacant worden van de functie
- Invoeren van een selectieprocedure
- Tijdens de hele duur van het plan beschikken over het functieprofiel

Indicatoren

- Aanwerving van het personeel binnen de 6 maanden na het vacant worden van de functie - ja/nee
- Aantal effectieve rekruteringen/aantal voorziene rekruteringen = 100%
- Bestaan van het functieprofiel tijdens de hele duur van het plan: ja -nee
- De gepaste opleiding van het personeel verzekeren

Resultaten

- Invoeren van een opleidingsprogramma dat is aangepast aan de gesubsidieerde functie

Indicatoren

- Bestaan van een opleidingsprogramma dat is aangepast aan de gesubsidieerde functie: ja - nee
- Een boekhouding en een opvolging invoeren specifiek voor het plan

Resultaten

- Beheer van een specifiek boekhoudingssysteem

Indicatoren

- Bestaan van een specifiek boekhoudingssysteem: ja - nee
- De communicatie met de subsidiërende instantie verzekeren

Resultaten

- Overdracht van alle informatie over het plan aan de subsidiërende overheid binnen de maand na aanvraag

Indicatoren

- Overdracht binnen een maand na aanvraag van alle informatie over het plan aan de subsidiërende overheid: ja - nee
- Kennis van de richtlijnen opgesteld door de subsidiërende overheid: ja - nee

1.2.2. Zorgen voor een permanente evaluatie van het plan

Operationele doelstellingen

- Hulpmiddelen voor begeleiding en opvolging ontwikkelen

Resultaten

- Beheer en bijwerken van hulpmiddelen voor begeleiding en opvolging tijdens de hele duur van het plan
- Opstellen van rapporten conform de reglementaire richtlijnen

Indicatoren

- Bestaan van hulpmiddelen voor begeleiding en opvolging tijdens de hele duur van het plan: ja - nee
- Tussentijdse en eindrapporten conform de reglementaire richtlijnen: ja - nee
- Opvolging en bijwerken van de Lokale Veiligheidsdiagnostiek (LVD).

Resultaten

- Jaarlijks bijwerken van de LVD

Indicatoren

- Jaarlijks bijwerken van de LVD: ja - nee
- Invoering van overlegstructuren voor evaluatie

Resultaten

- Invoering van interne vergaderingen voor evaluatie

Indicatoren

- Aantal vergaderingen over de evaluatie > of = 2/jaar

1.2.3. Informatie voor de bevolking verzekeren

Operationele doelstellingen

- Zorgen voor de zichtbaarheid van de preventiediensten

Resultaten

- Specifieke identificatie van de gemeentelijke preventiedienst binnen de andere gemeentediensten tijdens de duur van het plan

Indicatoren

- Bestaan van presentatiebrochures voor de dienst tijdens de hele duur van het plan:

ja - nee

- Bestaan van een specifieke internetpagina voor de gemeentelijke preventiedienst tijdens de hele duur van het plan: ja - nee

1.2.4. Zorgen voor synergie tussen de verschillende gemeentelijke preventie-acties en een afstemming met de zonale politiepreventie

Operationele doelstellingen

- Bijdragen tot de bestaande overlegstructuren

Resultaten

- Regelmatige deelname van de Preventie-ambtenaar aan de zonale veiligheidsraad

Indicatoren

- Aantal deelnames Preventie-ambtenaar aan de zonale veiligheidsraad ≥ 1 per jaar
- Gepaste en relevante samenwerkingsverbanden invoeren

Resultaten

- Ontwikkelen en behouden van een netwerk van partners tijdens de hele duur van het plan

Indicatoren

- Bestaan van een netwerk van partners tijdens de hele duur van het plan: ja -nee
- Specifieke coördinatiestructuren voor het plan invoeren

Resultaten

- Oprichting van het beperkte stuurcomité en vergadering minstens één keer per jaar

Indicatoren

- Aantal jaarlijkse vergaderingen van het beperkte stuurcomité $>$ of $= 1$ /jaar

2. INBRAAK

De laatste LVD toonde aan dat de categorieën "diefstal met of zonder verzwarende omstandigheden" goed waren voor meer dan de helft van de inbreuken die op het gemeentelijk grondgebied werden geregistreerd. Van deze diefstallen vormen de inbraken een groot aantal van de gemelde inbreuken. De preventiedienst wil dit fenomeen via verschillende acties aanpakken.

2.1. Algemene doelstellingen

2.1.1. Inbraken en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en beperken

2.2. Strategische doelstellingen

2.2.1. Risicogedrag verminderen

Operationele doelstellingen

- De bevolking informeren over de financiële/organisatorische/technische maatregelen en het bestaan van de functie van preventieadviseur diefstal

Resultaten

- Verschijnen van een artikel met tips voor diefstalpreventie in de lokale krant tijdens

de 2 jaar dat het plan geldt

- Organisatie en/of deelname aan presentaties die de bevolking informeren over de bestaande financiële/organisatorische/technische maatregelen inzake inbraakpreventie
- Organisatie van informatie-/sensibiliseringsacties inzake inbraakpreventie per jaar en voor de bevolking, tijdens de 2 jaar dat het plan geldt
- Online plaatsen van een pagina op de website van de gemeente gewijd aan de financiële/organisatorische/technische maatregelen en de diefstalpreventieadviseurs inzake inbraakpreventie tijdens de 2 jaar dat het plan geldt
- Ter beschikking stellen van brochures of folders voor de aanvragers van veiligheidsadviezen via de diefstalpreventieadviseur in 1 jaar

Indicatoren

- 2 artikelen gepubliceerd in de lokale krant per jaar
- 1 deelname van de diefstalpreventieadviseur aan presentaties per jaar
- 90% van de informatiedragers binnen de opgelegde termijn overgedragen ten opzichte van het aantal vragen
- 1 informatiecampagne per jaar
- Bestaan van de pagina vanaf 01/06/2014 - ja/nee
- Effectief bijwerken van de pagina om de 6 maanden - ja/nee
- De inhoud van de webpagina elk jaar aanvullen - ja/nee
- Bestaan van een display die vlot toegankelijk is voor het publiek en regelmatig wordt bijgewerkt: ja/nee

2.2.2. Ingaan op de omstandigheden en omgevingen die misdaad opwekken

Operationele doelstellingen

- Toekennen van een gemeentelijke premie ter aanmoediging van de bescherming van woningen tegen inbraak, onder andere voor particulieren

Resultaten

- Toekennen van een premie voor elk uitgewerkt dossier (dat voldoet aan de voorwaarden omschreven in het gemeentereglement) tijdens de 2 jaar dat het plan geldt
- Voorstellen van de dossiers "inbraakpremie" in het college binnen de 4 maanden na ontvangst van het (volledige) dossier voor toekennen of weigeren

Indicatoren

- 100 % van de ontvankelijke dossiers die voldoen aan de voorwaarden aangegeven in het gemeentereglement vormen het voorwerp van een inbraakpremie (binnen de limieten van de beschikbare kredieten)
- 90 % van de aanvragen voor "inbraakpremie" ingediend binnen de 4 maanden na ontvangst van het volledige dossier

3. FIETSENDIEFSTAL

De laatste LVD toonde aan dat de categorieën "diefstal met of zonder verzwarende omstandigheden" goed waren voor meer dan de helft van de inbreuken die op het gemeentelijk grondgebied werden geregistreerd. Fietsdiefstallen zijn een belangrijk fenomeen in Sint-Lambrechts-Woluwe. Via acties om het publiek te sensibiliseren voor dit probleem hoopt de preventiedienst bij te dragen tot een verlaging van het aantal geregistreerde feiten.

3.1. Algemene doelstellingen

3.1.1. Fietsdiefstal en/of het bijbehorende onveiligheidsgevoel voorkomen, opsporen en beperken

3.2. Strategische doelstellingen

3.2.1. Mogelijke daders ontraden

Operationele doelstellingen

- De mogelijkheden om fietsen te identificeren vergroten

Resultaten

- Organisatie van fietsgraveeracties

Indicatoren

- Minimaal 3 graveeracties per jaar
- Minimaal 250 fietsen gegraveerd per jaar

3.2.2. Een geïntegreerde en integrale benadering bevorderen

Operationele doelstellingen

- Realisatie van graveeracties en gemeenschappelijke campagnes preventie/politie

Resultaten

- Gezamenlijke organisatie van fietsgraveeracties met de politiezone

Indicatoren

- Minimaal 3 gezamenlijke graveeracties per jaar

3.2.3. Risicogedrag verminderen

Operationele doelstellingen

- De bevolking informeren over het fenomeen van de fietsendiefstal

Resultaten

- Opmaken van een informatiebrochure voor de bevolking
- Informatie voor eigenaars van fietsen voor de preventie van risicogedrag inzake fietsendiefstal, tijdens de 2 jaar van het plan

Indicatoren

- Effectieve realisatie van de informatiebrochure: ja / nee
- Aantal artikelen verschenen in het gemeentebulletin over de preventie van fietsendiefstal: 1 per jaar
- De bevolking sensibiliseren/responsabiliseren wat de problematiek van de fietsendiefstal betreft

Resultaten

- Tijdens specifieke acties de eigenaars van fietsen sensibiliseren voor de problematiek van de fietsendiefstal

Indicatoren

- Aantal gesensibiliseerde eigenaars van fietsen: 100 per jaar

- Sensibiliseren van eigenaars van fietsen door gemeenschapswachten (hangslot) tijdens fietsgraveersessies: ja / nee

3.2.4. Ingaan op de omstandigheden en omgevingen die misdaad opwekken.

Operationele doelstellingen

- De bevolking veilige fietsboxen aanbieden

Resultaten

- Installatie van beveiligde fietsboxen

Indicatoren

- Bestaan van beveiligde fietsboxen geïnstalleerd tijdens de 2 jaar van het SVPP: ja/nee
- Monitoring van de plaatsen waar fietsen geparkeerd worden

Resultaten

- Signalisatie door de gemeenschapswachten aan de bevoegde diensten van zichtbare gebreken aan de fietsenstallingen

Indicatoren

- Signalisatie aan de bevoegde diensten van zichtbare gebreken aan de fietsenstallingen: ja/nee

Dit strategisch veiligheids- en preventieplan werd ondertekend te Brussel op 16/12/2022.

Elke belanghebbende partij verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Federale Staat,

Mw. Annelies VERLINDEN,
Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Voor de Gemeente,

Dhr. Patrick LAMBERT,
Gemeentesecretaris

Dhr. Olivier MAINGAIN,
Burgemeester

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Sports - Sport

30.01.2023/A/0037 **Clubs sportifs - Subsidés de fonctionnement - Exercice 2022 - Octroi - Dépense : 39.150 EUR - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit de 40.000 EUR est prévu à l'article 76401/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2022 au titre de subsides pour la promotion sociale du sport ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la délibération du Conseil communal du 07/09/2020 adoptant le nouveau règlement en matière de reconnaissance et d'octroi de subsides pour les clubs sportifs ;

Considérant qu'un crédit de 40.000 EUR est prévu à l'article 76401/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2022 au titre de subsides pour la promotion sociale du sport ;

Considérant que 2 subsides exceptionnels ont déjà été liquidés pour montant global de 850 EUR ;

Considérant qu'il reste un solde de 39.150 EUR,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'octroyer, comme suit, un subside pour l'année 2022 aux clubs sportifs repris ci-dessous :

	Montant	Engagement
Arts Martiaux Poseidon	1.899,00 EUR	15746
Brussels GR	769,03 EUR	15747
Brussels Lacrosse	263,45 EUR	15748
Bruxelles Est Volley Club	1.164,74 EUR	15749
C.T.T Royal Alpa	1.579,00 EUR	15750
CEPC	155,73 EUR	15751
Chief Woluwe	706,10 EUR	15752
Cyclo Woluwe-Saint-Lambert	597,30 EUR	15753
Ecole d'escalade de la Woluwe	1.798,95 EUR	15754
Europa Gym	2.233,70 EUR	15755
Europa Kuristo	364,78 EUR	15756
Evolution Verticale	1.579,87 EUR	15757
FC Rapid Tamtam	187,72 EUR	15758
Femina White Star	1.014,77 EUR	15759

	Montant	Engagement
Gojo-ryu Karate-do	362,65 EUR	15760
Inaction Woluwe	99,19 EUR	15761
Kibubu Rugby Club	980,43 EUR	15762
La Rasante - Hockey Saint-Lambert	2.610,43 EUR	15763
Qwan Ki Do - Ecole du Dragon Rouge	1.019,68 EUR	15764
Racing White Woluwe	2.471,13 EUR	15765
Rem Aiki Dojo	1.172,21 EUR	15766
Royal Brussels Poseidon	939,69 EUR	15767
Royal Linthout B.C.	1.259,46 EUR	15768
Royal White Star A.C.	2.190,18 EUR	15769
Royal Wolu Tennis Club	505,57 EUR	15770
Souris Danse	271,99 EUR	15771
Sporta Brussels Volley	1.166,87 EUR	15772
T.C. Mounier	2.455,13 EUR	15773
Tremp 4 you	1.645,14 EUR	15774
United Basket Woluwe	2.214,29 EUR	15775
Wolu Tennis Academy Club	2.445,32 EUR	15776
Woluwé Football Academy	1.026,50 EUR	15777

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Sportclubs - Werkingssubsidies - Dienstjaar 2022 - Toekenning - Uitgave: 39.150 EUR - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0038 **Clubs sportifs - Comptes, bilan et rapport d'activité 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2020-2021 et le rapport d'activité, de gestion et de situation financière pour l'exercice 2020-2021 des clubs sportifs suivants : Arts Martiaux Royal Judo Poseidon, C.T.T. Royal Alpa, Ecole d'escalade de la Woluwe, Europa Gym, Evolution Verticale, La Rasante - Hockey Saint-Lambert, Racing White Woluwe, Royal Linthout B.C., Royal White Star A.C., Sporta Brussels Woluwe, T.C. Mounier, Tremp 4 you, United Basket Woluwe, Wolu Tennis Academy

Club ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestres et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'il s'indique, en application des dispositions légales précitées, que les clubs sportifs produisent les documents repris à l'article 5 ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2020-2021 et le rapport d'activité, de gestion et de situation financière pour l'exercice 2020-2021 des clubs sportifs suivants : Arts Martiaux Royal Judo Poseidon, C.T.T. Royal Alpa, Ecole d'escalade de la Woluwe, Europa Gym, Evolution Verticale, La Rasante - Hockey Saint-Lambert, Racing White Woluwe, Royal Linthout B.C., Royal White Star A.C., Sporta Brussels Woluwe, T.C. Mounier, Trep 4 you, United Basket Woluwe, Wolu Tennis Academy Club ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale :

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2020-2021 et du rapport d'activité, de gestion et de situation financière des clubs suivants : Arts Martiaux Royal Judo Poseidon, C.T.T. Royal Alpa, Ecole d'escalade de la Woluwe, Europa Gym, Evolution Verticale, La Rasante - Hockey Saint-Lambert, Racing White Woluwe, Royal Linthout B.C., Royal White Star A.C., Sporta Brussels Woluwe, T.C. Mounier, Trep 4 you, United Basket Woluwe, Wolu Tennis Academy Club ;
- de confirmer l'octroi des subventions, inscrites au budget 2022 à l'article 76401/332-02, en faveur des clubs sportifs suivants :

Arts Martiaux Royal Judo Poseidon	1.899 EUR
C.T.T Royal Alpa	1.579 EUR
Ecole d'escalade de la Woluwe	1.798,95 EUR
Europa Gym	2.233,70 EUR
Evolution Verticale	1.579,87 EUR
La Rasante - Hockey Saint-Lambert	2.610,43 EUR
Racing White Woluwe	2.471,13 EUR
Royal Linthout B.C.	1.259,46 EUR
Royal White Star A.C.	2.190,18 EUR
T.C. Mounier	2.455,13 EUR
Trep 4 you	1.645,14 EUR
United Basket Woluwe	2.214,29 EUR
Wolu Tennis Academy Club	2.445,32 EUR

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Sportclubs - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0039 **Stade Fallon - Tarif de location des terrains de tennis et de padel communaux - Adaptation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu ses délibérations des 09/12/1970, 12/09/1974, 19/09/1977, 23/02/1982, 23/03/1983, 22/02/1984, 16/02/1987, 27/01/1992, 29/06/1992, 14/02/1995, 16/12/1997, 27/06/2002, 12/11/2007, 16/11/2009 et 22/03/2021 adaptant les tarifs d'occupation des terrains de tennis du stade Fallon ;

Considérant que les dernières révisions tarifaires datent du 22/03/2021 ;

Considérant qu'il y a une incompatibilité à appliquer la tarification prévue pour les locations des terrains de tennis communaux et du terrain de padel, avec le système de gestion informatique établi par le programme IClub (BigCaptain) ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

DECIDE d'approuver l'adaptation du système de calcul du tarif de location des terrains de tennis pour la saison d'été 2023 ainsi que du terrain de padel, ouvert toute l'année, avec effet au 01/04/2023, comme suit :

SAISON EN PLEIN AIR (du 1^{er} avril au 31 octobre)

I. LOCATIONS TENNIS SANS ABONNEMENT :

TARIF

Par personne, par heure et
par terrain

- du lundi au vendredi avant 17h, hormis les jours fériés :

5 EUR

- du lundi au vendredi après 17h, le week-end et les jours fériés : 7 EUR

Pour des raisons d'incompatibilité liées au système de gestion informatique établi par IClub (BigCaptain), le montant à payer ne sera plus plafonné à fois 3 pour 4 joueurs ; tous les joueurs devront être abonnés ou payer en qualité d'invité (4 non-membres = 4 x le montant de base).

II. LOCATIONS PADEL SANS ABONNEMENT :

TARIF

Par personne, par heure et par terrain

- du lundi au vendredi avant 17h, hormis les jours fériés : 7 EUR

- du lundi au vendredi après 17h, le week-end et les jours fériés : 8 EUR

Pour des raisons d'incompatibilité liées au système de gestion informatique établi par IClub (BigCaptain), le montant à payer ne sera plus plafonné à fois 3 pour 4 joueurs ; tous les joueurs devront être abonnés ou payer en qualité d'invité (4 non-membres = 4 x le montant de base).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Fallonstadion - Gebruikstarieven van de gemeentelijke tennisbanen en padel - Aanpassing - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslagingen van 09/12/1970, 12/09/1974, 19/09/1977, 23/02/1982, 23/03/1983, 22/02/1984, 16/02/1987, 27/01/1992, 29/06/1992, 14/02/1995, 16/12/1997, 27/06/2002, 12/11/2007, 16/11/2009 en 22/03/2021 tot aanpassing van de tarieven voor het gebruik van de tennisbanen van het Fallonstadion;

Overwegende dat de laatste tariefherzieningen dateren van 22/03/2021;

Overwegende dat de geplande tarieven voor de huur van de gemeentelijke tennisbanen en de padelbaan niet verenigbaar zijn met het computerbeheersysteem van het IClub-programma (BigCaptain);

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/01/2023;

BESLIST in te stemmen met de aanpassing van het systeem voor de berekening van de huurtarieven voor de tennisbanen voor het zomerseizoen 2023 en voor de padelbaan, die het hele jaar open is, met ingang van 01/04/2023, zoals volgt:

BUITENSEIZOEN (van 1 april tot 31 oktober)

I. VERHUUR TENNISBAAN ZONDER ABONNEMENT:

	TARIEF
	Per persoon, per uur en per baan
• van maandag tot vrijdag voor 17u, behalve op feestdagen:	5 EUR
• van maandag tot vrijdag na 17u, weekends en feestdagen:	7 EUR

Om redenen van onverenigbaarheid in verband met het door IClub (BigCaptain) opgezette computerbeheersysteem, zal het te betalen bedrag niet langer worden afgetopt op maal 3 voor 4 spelers; alle spelers zullen moeten geabonneerd zijn of betalen als gast (4 niet-leden = 4 x het basisbedrag).

II. VERHUUR PADELBAAN ZONDER ABONNEMENT:

	TARIEF
	Per persoon, per uur en per baan
• van maandag tot vrijdag voor 17u, behalve op feestdagen:	7 EUR
• van maandag tot vrijdag na 17u, weekends en feestdagen:	8 EUR

Om redenen van onverenigbaarheid in verband met het door IClub (BigCaptain) opgezette computerbeheersysteem, zal het te betalen bedrag niet langer worden afgetopt op maal 3 voor 4 spelers; alle spelers zullen moeten geabonneerd zijn of betalen als gast (4 niet-leden = 4 x het basisbedrag).

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Jacques Melin entre en séance / treedt in zitting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il y a lieu de sensibiliser les citoyens à la pratique « saine » d'un sport ainsi qu'aux dangers de l'alimentation peu équilibrée ;

Considérant qu'outre les notions de sport et santé, il y a également lieu de promouvoir les valeurs de respect et de fair-play ;

Vu la décision du Conseil communal du 28/04/2014 approuvant la convention d'adhésion à l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles pour les années 2014, 2015 et 2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 11/12/2017 approuvant le renouvellement de la convention d'adhésion à l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles pour les années 2017, 2018 et 2019 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25/05/2020 approuvant le renouvellement de la convention d'adhésion à l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles pour les années 2020, 2021 et 2022 ;

Considérant qu'il s'indique de renouveler la convention d'adhésion à l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles » et de lui accorder une subvention estimée à 3.324 EUR pour une nouvelle période de trois ans, du 01/01/2023 au 31/12/2025 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention d'adhésion pour la période 2023-2025 à l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles conclue

ENTRE

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par MM. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre, et Patrick LAMBERT, Secrétaire communal,

ET

L'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles, enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 861.969.714, dont le siège social est sis avenue du Col Vert 5 à 1170 Watermael-Boitsfort, valablement représentée par M. Philippe HOUSIAUX, Président,

Convention d'adhésion pour les villes et communes à l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles

COORDONNEES

Dénomination de votre ville/ commune :

Adresse :

Nom et Prénom de la personne de contact:

Fonction dans l'entité :

Numéro de téléphone / GSM :

Adresse mail :

Coordonnées complètes de facturation :

Ma ville/ commune s'engage à régler la cotisation annuelle de soutien et ce, dès réception de la déclaration de créance (envoyée à la date anniversaire de la signature de la convention), en mentionnant en communication « cotisation Panathlon + année + Dénomination de l'entité ».

• Le montant de la cotisation d'adhésion est déterminé de la façon suivante :

- 421 EUR pour les Villes et Communes comptant moins de 20.000 habitants,
- 0,021 EUR/habitant pour les Villes et Communes comptant entre 20.001 et 50.000 habitants (1.000 EUR au max),
- 0,016 EUR/habitant + 250 EUR pour les Villes et Communes comptant entre 50.001 et 100.000 habitants (1.750 EUR au max),
- 1.890 EUR pour les Villes et Communes comptant plus de 100.000 habitants

(Ce montant sera indexé à chaque renouvellement de convention)

DATE :

SIGNATURE :

Merci de renvoyer ce coupon dûment complété à Kathleen Monseu (kathleen@panathlon.be)

Asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles

5, avenue du Col Vert

1170 Bruxelles – Belgique

Tel : 02/423.51.74

info@panathlon.be

www.panathlon.be

*Par cette adhésion, votre entité marque son soutien moral au Panathlon et devient « **Ambassadeur du Fair Play** ».*

Et rejoint de fait le réseau des membres du Panathlon dynamisé par l'engagement de chacun pour la promotion et la diffusion des valeurs du Sport Fair Play.

CETTE ADHESION VOUS DONNE DROIT A :

- 2 banderoles en feutrine « Le Fair Play est un Sport » ;

- 1 témoin « Relais du Panathlon » ;
- l'ensemble des outils informatiques créés par le Panathlon (chartes, affiches, cahiers éducatifs, Mémorandum, Déclaration, etc) ;
- un accompagnement dans la mise en œuvre d'actions de promotion du fair-play ;
- des invitations pour les grands événements Panathlon (dont la grande soirée de remise des Panathlon Fair Play Awards) ;
- 1 voix à l'Assemblée générale annuelle ;
- la présence d'un représentant du Panathlon (en fonction des possibilités d'agenda) lors de vos événements (cérémonies de remise de prix, célébrations, par ex) ;
- la diffusion de vos informations relatives au Sport fair-play au sein du réseau Panathlon ;
- des informations concernant les activités de l'association, et de ce réseau.

VOTRE ENGAGEMENT AU SEIN DE CE RESEAU SE BASE SUR :

- **La mise en œuvre d'un programme triennal défini avec le Panathlon lors d'une rencontre de travail**, et intégrant :
 - La réalisation d'actions de promotion du fair-play
 - Sur base de votre programme : dans ce cas, le Panathlon peut y apporter un complément sur base de son expertise
 - Sur base des actions et outils Panathlon proposés gratuitement ou à prix coûtant (cfr liste ci-dessous)
 - La mise en valeur et la communication de ce partenariat avec le Panathlon
 - Par le biais de vos outils d'information et de communication
 - Par la diffusion de ce partenariat dans votre propre réseau

Toute l'équipe du Panathlon Wallonie-Bruxelles se tient bien entendu à votre entière disposition.

Cette convention est signée pour une période minimum de 3 ans courant à partir de la date de la signature. Au-delà de cette période, l'engagement de votre institution sera renouvelé tacitement chaque année. L'arrêt de l'adhésion devra être notifié par l'envoi d'un recommandé, endéans le premier semestre de l'année en cours, à l'adresse 5, avenue du Col Vert à 1170 Bruxelles.

ACTIONS ET OUTILS PANATHLON

Axe Sport

- Concours/ réalisation de banderoles pour que chaque club crée son propre tifo
Pour inciter tous les acteurs d'un club à développer un esprit plus positif encore
 - Sans frais pour votre entité
 - Chaque club se charge de produire sa banderole

- Passage du relais de club en club

Pour développer une dynamique fair-play entre tous les clubs de l'entité

- Sans frais pour votre entité
- Le Panathlon vous fournit le relais (comme précisé ci-dessus)

- Habillage des infrastructures/ Inauguration d'un lieu

Pour inscrire durablement la notion de fair-play dans un lieu sportif

- A votre charge : les frais de production des 'décorations' souhaitées (banderoles personnalisées, panneaux photos, panneaux textes etc)

- Défilé des clubs

Pour démontrer la dynamique et le bon esprit de la vie sportive locale

- Sans frais pour votre entité si chaque club possède déjà son propre drapeau
- A votre charge : les frais de production des drapeaux le cas échéant

- Remise d'un prix du Fair Play lors de vos mérites sportifs

Pour redonner une valeur au fair-play (au même titre que tout autre résultat sportif)

- Sans frais pour votre entité
- Le Panathlon vous fournit le relais pour le lauréat du Prix du Fair Play
- Toutes vos candidatures entrent en lice pour les Panathlon Fair Play Awards annuels

- Présence d'une personnalité/ ambassadeur lors d'une de vos conférences

Pour replacer le fair-play au centre des débats

- Sans frais pour votre entité

Axe Education:

- Matinée « Sportez-vous bien »

Pour réintégrer l'éducation au fair-play dans la formation scolaire des jeunes

- A votre charge : les frais de production de goodies souhaités (badges, bracelets)
- A charge de l'école : la mise à disposition de locaux et la participation du professeur d'EP

- Inauguration de « Cours de récré du Fair-Play » dans chacune des écoles

Pour inscrire durablement la notion de fair-play dans les infrastructures scolaires

- A votre charge : les frais de production de la plaque

- Ciné Fair-Play

Pour sensibiliser les jeunes au fair-play par l'image

- A votre charge : la mise à disposition d'une salle avec facilités techniques (écran, projecteur, son, micro)
- A votre charge : le transport des enfants aller-retour si le ciné fair-play

n'est pas organisé à l'école mais dans une salle extérieure (Centre culturel par exemple).

- Animation Fair-Play lors des Journées blanches

Pour compléter l'activité ludique/ sportive par une touche fair-play

- A votre charge : les frais de production de goodies souhaités (badges, bracelets)

Axe Citoyenneté

- L'exposition photo « L'Esprit du Sport »

Pour habiller temporairement vos espaces par les plus beaux gestes fair-play de l'histoire du sport

- Pas de droits de photo à votre charge
- A votre charge :
 - le transport, montage, démontage (et éventuellement entreposage) du matériel (sur base d'un cahier des charges)
 - organisation d'un petit vernissage (sur base d'un cahier des charges)

- L'exposition photo « L'Esprit du Sport »

Pour inscrire durablement la notion de fair-play dans l'espace citoyen

- A votre charge : les frais de production de la plaque

Participation de votre commune aux actions structurelles du Panathlon

- Le concours d'arts graphiques

Pour permettre à chacune et chacun de s'exprimer sur la notion de fair-play dans le sport

- Sans frais pour votre entité

- Les Journées du Fair Play

Pour rassembler un maximum de citoyens autour du message « Le Fair Play est un Sport »

- Sans frais pour votre entité

- Les 1.000 kms du Fair Play

Pour un réel engagement partagé en faveur d'un sport plus fair-play

- Sans frais pour votre entité

La commune s'engage à soutenir les valeurs véhiculées par l'organisateur pour une durée de 3 ans prenant cours le 01/01/2023 et se terminant le 31/12/2025.

De même, la commune s'engage pour une durée de 3 ans à régler les cotisations annuelles de soutien (soit 0,016 € par habitant, avec un minimum de 1.081 EUR dès que possible en 2023 et au cours du premier trimestre des années 2024 et 2025), sur le compte IBAN Panathlon BE96 0016 6814 8305 avec la mention « cotisation année +

dénomination commune de Woluwe-Saint-Lambert ».

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert, Pour l'asbl Panathlon Wallonie-
Bruxelles,
Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre, Le Président,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN Philippe HOUSIAUX

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

Vzw "Panathlon Wallonie-Bruxelles" - Overeenkomst - Hernieuwing - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Eric Bott quitte la séance / verlaat de zitting.

CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS

Expansion économique et commerce - Economische expansie en handel

30.01.2023/A/0041 **Règlement-redevance sur l'occupation du domaine public et la fourniture d'électricité dans le cadre d'activités festives et/ou commerciales - Renouvellement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance sur l'occupation du domaine public et la fourniture d'électricité dans le cadre d'activités festives et/ou commerciales, approuvé en séance du 16/03/2020 et renouvelé en séance du 20/12/2021 ;

Considérant que ce règlement a expiré le 31/12/2022 ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu de renouveler celui-ci ;

Vu l'inflation des coûts pendant l'année 2022 et prévue par le Bureau du Plan pour l'année 2023 ;

Vu les articles 117 alinéa 1^{er} et 119 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

DECIDE d'approuver le renouvellement du règlement-redevance sur l'occupation du domaine public et la fourniture d'électricité dans le cadre d'activités festives et/ou

commerciales aux taux repris ci-dessous :

Règlement-redevance sur l'occupation du domaine public et la fourniture d'électricité dans le cadre d'activités festives et/ou commerciales.

Article 1.

Le règlement s'applique, à partir du 01/01/2023 et pour un terme expirant le 31/12/2024, aux occupations du domaine public par des activités festives et/ou commerciales, le cas échéant avec fourniture d'électricité, qu'elles aient lieu dans le cadre d'activités organisées par la commune ou par des tiers.

Article 2. Définitions

Il faut entendre par :

- Occupant professionnel : personne exerçant une activité professionnelle visant à réaliser des bénéfices et exercée habituellement.
- Occupant non professionnel : personne exerçant une activité lucrative ou non de manière occasionnelle.
- Occupations occasionnelles : occupations du domaine public par une personne physique ou morale dont le total au cours d'une année civile ne dépasse pas le nombre de 6 jours.
- Occupations régulières : occupations du domaine public par une personne physique ou morale répétées plus de 6 jours sur une année civile.

Article 3.

Ne sont pas visées par le présent règlement, les occupations suivantes :

- les occupations du domaine public pour lesquelles l'emplacement occupé est attribué par voie d'adjudication publique ou en vertu d'un contrat de concession ;
- les occupations du domaine public réalisées par un organisme public dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- les occupations du domaine public sur le marché de la brocante de Woluwe ;
- les occupations privatives du domaine public par des terrasses, étals et commerces fixes de produits alimentaires à emporter ;
- les occupations du domaine public par des distributeurs automatiques ;
- les occupations temporaires du domaine public par des chantiers à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments, les occupations temporaires du domaine public à l'occasion du placement de conteneurs de débris ou de conteneurs à usages divers, par des échafaudages, tours, grues, appareils de levage et autres dispositifs surplombant le domaine public à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation, de rénovation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments, les occupations temporaires par des véhicules, remorques, matériel de loisirs ou autres dispositifs.

Ne sont pas visées par le présent règlement, les fournitures suivantes :

- la fourniture d'eau ;
- la fourniture de gaz.

Article 4.

Les occupations du domaine public pour les activités reconnues par le Collège des bourgmestre et échevins à caractère humanitaire, philanthropique, culturel ou associatif peuvent être exonérées totalement ou partiellement par celui-ci du paiement de la redevance.

Article 5.

Montants

Pour le calcul de la redevance, les mètres carrés sont arrondis à l'unité supérieure.

Le montant de la redevance est calculé comme suit :

5.1. Pour l'occupation du domaine public

5.1.1. Occupation occasionnelle

a) Avec dispositif non roulant, tel que, par exemple, un étal ou une échoppe.

Pour l'année 2023 :

- Occupants non professionnels : 1,40 EUR/m²/jour.
- Occupants professionnels :
 - les deux premiers jours : 2,80 EUR/m²/jour.
 - à partir du 3^e jour (jours consécutifs) : 1,40 EUR/m²/jour.

Pour l'année 2024 :

- Occupants non professionnels : 1,50 EUR/m²/jour.
- Occupants professionnels :
 - les deux premiers jours : 3 EUR/m²/jour.
 - à partir du 3^e jour (jours consécutifs) : 1,50 EUR/m²/jour.

b) Avec dispositif roulant, tel que, par exemple, un « Food Truck », une camionnette, ou un triporteur.

Pour l'année 2023, elle est fixée à :

- 35,50 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite ne nécessite aucun permis de conduire, un permis A ou AM ;
- 53,50 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire B ;
- 71 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire BE ou C1 ;
- 142,50 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire C1E, C ou CE.

Pour l'année 2024, elle est fixée à :

- 37 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite ne nécessite aucun permis de conduire, un permis A ou AM ;
- 56 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire B ;

- 75 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire BE ou C1 ;
- 150 EUR/jour pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire C1E, C ou CE.

A partir du 3^e jour (jours consécutifs), le montant journalier est fixé à 50 % du montant fixé sur la base du tableau ci-dessus.

5.1.2. Occupation régulière

Le cas échéant, les sommes déjà payées pour des occupations occasionnelles (hors électricité et chapiteau éventuels) au cours de l'année civile concernée sont déduites du montant annuel de la redevance déterminé ci-dessous. Il appartient au demandeur d'apporter les preuves de paiements éventuelles.

La redevance est forfaitaire, quel que soit le moment de l'année auquel elle est demandée.

a) Avec dispositif non roulant, tel que, par exemple, un étal ou une échoppe.

Pour l'année 2023, elle est fixée à : 22 EUR/m².

Pour l'année 2024, elle est fixée à : 23,50 EUR/m².

b) Avec dispositif roulant, tel que, par exemple, un « Food Truck », une camionnette, ou un triporteur.

Pour l'année 2023, elle est fixée à :

- 315 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite ne nécessite aucun permis de conduire, un permis A ou AM ;
- 415 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire B ;
- 600 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire BE ou C1 ;
- 1.185 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire C1E, C ou CE.

Pour l'année 2024, elle est fixée à :

- 330 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite ne nécessite aucun permis de conduire, un permis A ou AM ;
- 435 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire B ;
- 625 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire BE ou C1 ;
- 1.250 EUR/an pour les occupations au moyen d'un véhicule dont la conduite nécessite un permis de conduire C1E, C ou CE.

5.2. Pour une occupation sous chapiteau

Le montant de la redevance pour occupation du domaine public défini sur la base du point 5.1.1. a) est complété d'un montant de :

Pour l'année 2023 :
17,50 EUR/m²/jour lorsque l'occupation se déroule sous chapiteau.

Pour l'année 2024 :
18,50 EUR/m²/jour lorsque l'occupation se déroule sous chapiteau.

5.3. Pour la fourniture d'électricité

Le montant de la redevance pour occupation du domaine public défini sur la base du point 5.1. est complété d'un montant de :

Pour l'année 2023 :
7 EUR/jour par 16 ampères pour le raccordement aux armoires électriques par la commune.

Pour l'année 2024 :
7 EUR/jour par 16 ampères pour le raccordement aux armoires électriques par la commune.

Article 6.

La redevance est perçue par le receveur communal ou son préposé à l'administration communale dès notification de l'autorisation du bourgmestre pour l'occupation du domaine public, et au plus tard le dernier jour ouvrable précédant une occupation du domaine public.

La preuve du paiement préalable doit être apposée à un endroit visible pour les agents de l'administration.

L'absence d'autorisation ne dispense pas du paiement de la redevance.

Article 7.

En aucun cas, la redevance payée ne sera remboursée.

Article 8.

A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

Retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein en de levering van elektriciteit in het kader van feestelijke en/of commerciële activiteiten - Vernieuwing - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein en de levering van elektriciteit in het kader van feestelijke en/of commerciële activiteiten, goedgekeurd in de zitting van 20/12/2021;

Overwegende dat dit reglement afloopt op 31/12/2022;

Overwegende dat het aangewezen is dit reglement te vernieuwen;

Gelet op de kosteninflatie in 2022 en voorzien door het Planbureau voor 2023;

Gelet op artikelen 117 lid 1 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

BESLIST het retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein en de levering van elektriciteit in het kader van feestelijke en/of commerciële activiteiten zoals hieronder opgenomen goed te keuren:

Retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein en de levering van elektriciteit in het kader van feestelijke en/of commerciële activiteiten.

Artikel 1.

Het reglement is van toepassing met ingang van 01/01/2023 en voor een periode die afloopt op 31/12/2024 op bezettingen van het openbaar domein voor feest- en/of commerciële activiteiten, in voorkomend geval met levering van elektriciteit, of ze nu plaatsvinden in het kader van activiteiten die door de gemeente of door derden worden georganiseerd.

Artikel 2. Definities.

Men moet verstaan onder:

- Professionele bezetter: persoon die een professionele activiteit uitoefent met het doel om winst te maken en die gewoonlijk wordt uitgeoefend.
- Niet-professionele bezetter: persoon die occasioneel een winstgevende of niet-winstgevende activiteit uitoefent.
- Occasionele bezettingen: bezettingen van het openbaar domein door een natuurlijk of rechtspersoon, waarvan het totaal in een kalenderjaar niet meer dan 6 dagen bedraagt.
- Regelmatige bezettingen: bezettingen van het openbaar domein door een natuurlijk of rechtspersoon, meer dan 6 dagen in een kalenderjaar.

Artikel 3.

De volgende bezettingen vallen niet onder dit reglement:

- de bezettingen van het openbaar domein waarvoor de bezette plaats is toegewezen door middel van een openbare aanbesteding of een concessieovereenkomst;
- bezettingen van het openbaar domein uitgeoefend door een overheidsinstantie in het kader van een opdracht om het openbaar domein te beveiligen of te onderhouden;
- de bezettingen van het openbaar domein op de rommelmarkt van Woluwe;
- de private bezettingen van het openbaar domein door terrassen, vaste kramen en vaste handelszaken van voedingsproducten om mee te nemen;
- de bezettingen van het openbaar domein door verkoopautomaten;
- de tijdelijke bezettingen van het openbaar domein door bouwplaatsen tijdens de bouw, sloop, verbouwing, transformatie, renovatie van gebouwen of andere werkzaamheden aan gebouwen, de tijdelijke bezettingen van het openbaar domein tijdens de plaatsing van containers voor afval of containers voor diverse doeleinden, door steigers, torens, kranen, hefwerktuigen en andere inrichtingen die het openbaar domein bezetten tijdens de bouw, sloop, verbouwing,

transformatie, renovatie van gebouwen of andere werkzaamheden aan gebouwen, de tijdelijke bezettingen door voertuigen, aanhangwagens, materiaal voor recreatie of andere inrichtingen.

De volgende leveringen vallen niet onder onderhavig reglement:

- de levering van water;
- de levering van gas.

Artikel 4.

Bezettingen van het openbaar domein voor activiteiten die erkend zijn door het College van burgemeester en schepenen met een humanitair, filantropisch, cultureel of verenigingskarakter kunnen door het College geheel of gedeeltelijk worden vrijgesteld van de betaling van de retributie;

Artikel 5.

Bedragen

Voor de berekening van de retributie worden de vierkante meters naar boven afgerond.

Het bedrag van de retributie wordt als volgt berekend:

5.1. Voor de bezetting van het openbaar domein

5.1.1. Occasionele bezetting

a) Met niet-rollend materieel zoals bijvoorbeeld een kraam of kraampje.

Voor het jaar 2023:

- Niet-professionele bezetters: 1,40 EUR/m²/dag.
- Professionele bezetters:
 - de eerste twee dagen: 2,80 EUR/m²/dag.
 - vanaf de 3e dag (opeenvolgende dagen): 1,40 EUR/m²/dag.

Voor het jaar 2024:

- Niet-professionele bezetters: 1,50 EUR/m²/dag.
- Professionele bezetters:
 - de eerste twee dagen: 3 EUR/m²/dag.
 - vanaf de 3e dag (opeenvolgende dagen): 1,50 EUR/m²/dag.

b) Met rollend materieel zoals bijvoorbeeld een "Food Truck", een aanhangwagen of een bakfiets.

Voor het jaar 2023, wordt de retributie vastgelegd op:

- 35,50 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor geen enkel rijbewijs, een rijbewijs categorie A of AM vereist is;
- 53,50 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs B vereist is;
- 71 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een

voertuig waarvoor een rijbewijs categorie BE of C1 vereist is;

- 142,50 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie C1E, C of CE vereist is.

Voor het jaar 2024, wordt de retributie vastgelegd op:

- 37 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor geen enkel rijbewijs, een rijbewijs categorie A of AM vereist is;
- 56 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs B vereist is;
- 75 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie BE of C1 vereist is;
- 150 EUR/dag voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie C1E, C of CE vereist is.

Vanaf de 3e dag (opeenvolgende dagen), wordt het dagtarief vastgesteld op 50 % van het bedrag vastgelegd op basis van bovenstaande tabel.

5.1.2. Regelmatige bezetting

In voorkomend geval worden de bedragen die reeds zijn betaald voor occasionele bezettingen (met uitzondering van elektriciteit en eventuele tenten) tijdens het betrokken kalenderjaar, in mindering gebracht op de hieronder vastgestelde jaarlijkse retributie. Het is aan de aanvrager om het bewijs van eventuele betalingen te leveren. De retributie is forfaitair, ongeacht het tijdstip van het jaar waarop ze wordt aangevraagd.

a) Met niet-rollend materieel zoals bijvoorbeeld een kraam of kraampje.

Voor het jaar 2023, wordt de retributie vastgelegd op: 22 EUR/ m².

Voor het jaar 2024, wordt de retributie vastgelegd op: 23,5 EUR/ m².

b) Met rollend materieel zoals bijvoorbeeld een “Food Truck”, een aanhangwagen of een bakfiets.

Voor het jaar 2023, wordt de retributie vastgelegd op:

- 315 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor geen enkel rijbewijs, een rijbewijs categorie A of AM vereist is;
- 415 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs B vereist is;
- 600 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie BE of C1 vereist is;
- 1.185 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie C1E, C of CE vereist is.

Voor het jaar 2024, wordt de retributie vastgelegd op:

- 330 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor geen enkel rijbewijs, een rijbewijs categorie A of AM

vereist is;

- 435 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs B vereist is;
- 625 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie BE of C1 vereist is;
- 1.250 EUR/jaar voor bezettingen waarbij gebruik wordt gemaakt van een voertuig waarvoor een rijbewijs categorie C1E, C of CE vereist is.

5.2. Voor een bezetting onder tent

Het bedrag van de retributie voor de bezetting van het openbaar domein vastgesteld op basis van punt 5.1.1. a) wordt aangevuld met een bedrag van:

Voor het jaar 2023:

17,50 EUR/m²/dag indien de bezetting gebeurt onder tent.

Voor het jaar 2024:

18,50 EUR/m²/dag indien de bezetting gebeurt onder tent.

5.3. Voor de levering van elektriciteit

Het bedrag van de retributie voor de bezetting van het openbaar domein vastgesteld op basis van punt 5.1. wordt aangevuld met een bedrag van:

Voor het jaar 2023:

7 EUR/dag per 16 ampère voor de aansluiting op de elektriciteitscabines door de gemeente.

Voor het jaar 2024:

7 EUR/dag per 16 ampère voor de aansluiting op de elektriciteitscabines door de gemeente.

Artikel 6.

De retributie wordt geïnd door de gemeenteontvanger of zijn medewerker op het gemeentebestuur na kennisgeving van de toestemming van de burgemeester voor de bezetting van het openbaar domein, en ten laatste op de laatste werkdag die aan een bezetting van het openbaar domein voorafgaat.

Het bewijs van voorafgaande betaling moet op een voor de ambtenaren van de administratie zichtbare plaats worden aangebracht.

Het ontbreken van een vergunning ontslaat niet van de betaling van de retributie.

Artikel 7.

De betaalde retributie zal in geen geval worden terugbetaald.

Artikel 8.

Bij gebrek aan een minnelijke schikking zal de inning van de retributie worden voortgezet voor de bevoegde burgerlijke rechtbanken.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

30.01.2023/A/0042 **Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 4e trimestre 2022 - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 4^e trimestre 2022 établi, le 27/12/2022, par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/01/2023 ;

PREND CONNAISSANCE

du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 4^e trimestre 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 4e trimester 2022 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 4e trimester 2022 opgesteld op 27/12/2022 door de gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/01/2023;

NEEMT KENNIS

van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 4e trimester 2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-Président van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

30.01.2023/A/0043 **Services communaux - Acquisition de 15 PC avec écrans - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ANS COMPUTER - Dépense : 12.175,93 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 15 PC avec écrans pour les services communaux ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 15 PC avec écrans pour les services communaux ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que cinq opérateurs économiques ont été consultés :

- ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur : prix total = 12.175,93 EUR TVAC,
- ALTERNATE BELGIQUE SRL, Oeyvaersbosch 16-18 à 2630 Aartselaar : prix total = 12.883,50 EUR TVAC,
- ART & CRAFT MEDIA NV, Brugsesteenweg 466 à 9030 Gent : prix total = 12.612,60 EUR TVAC,
- UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles : cet opérateur économique n'a pas remis d'offre,
- PC MACLOG, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles : cet opérateur économique n'a pas remis d'offre ;

Considérant que la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 12.175,93 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 15 PC avec écrans pour un montant de 12.175,93 EUR TVAC auprès de la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur ;
- d'approuver la dépense de 12.175,93 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/-/120/15922 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentediensten - Aankoop van 15 PCs met monitors - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ANS COMPUTER - Uitgave: 12.175,93 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0044 **Ecoles communales - Acquisition de 20 ordinateurs portables - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : UPFRONT - Dépense : 14.709 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 20 ordinateurs portables pour les écoles communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 20 ordinateurs portables pour les écoles communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que quatre opérateurs économiques ont été consultés :

- ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur : prix total = 15.087,25 EUR TVAC,
- UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles : prix total = 14.709 EUR TVAC,
- ALTERNATE BELGIQUE SRL, Oeyvaersbosch 16-18 à 2630 Aartselaar : prix total = 15.235,80 EUR TVAC,
- PC MACLOG, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles : cet opérateur économique n'a pas remis d'offre ;

Considérant que la firme UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 72200/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 14.709 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 20 ordinateurs portables pour un montant de 14.709 EUR TVAC auprès de la firme UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles ;
- d'approuver la dépense de 14.709 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/742-53/-/120/15795 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Aankoop van 20 laptops - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: UPFRONT - Uitgave: 14.709 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

30.01.2023/A/0045 « **Klim op school** » - **Acquisition de matériel informatique - Subside du Gouvernement flamand - Désignation du fournisseur : ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX - Dépense : 16.404,37 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Klim op school - Aankoop van ICT-materiaal - Subsidie van de Vlaamse Overheid - Aanduiding van de leverancier: ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX - Uitgave: 16.404,37 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten) werd toegekend aan de Klim op school voor een totaal bedrag van 22.661,10 EUR in het kader van onderstaande projecten:

- Digisprong: 13.840 EUR,
- ICT-coördinatie werkingsmiddelen: 132,23 EUR,
- ICT-apparatuur en -infrastructuur voor onderwijzend personeel: 8.688,87 EUR;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 15/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten) werd toegekend aan de Klim op school voor een totaal bedrag van 22.661,10 EUR in het kader van onderstaande projecten:

- Digisprong: 13.840 EUR,
- ICT-coördinatie werkingsmiddelen: 132,23 EUR,
- ICT-apparatuur en -infrastructuur voor onderwijzend personeel: 8.688,87 EUR;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat de uitgaven zijn gedekt door de reeds ontvangen subsidie;

Overwegende dat wordt voorgesteld een bedrag van 16.404,37 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- om over te gaan tot het verwerven van volgend informatica-materiaal:
 - Microsoft Surface Go + accessoires en PC's bij de firma ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX nv, Leuvensesteenweg 510/B80 te 1930 Zaventem, voor een bedrag van 16.404,37 EUR incl. btw;
- om de algemene uitgave van 16.404,37 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 75100/742-53/-/120/15816 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave wordt 100 % gefinancierd door een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten).

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30.01.2023/A/0046 « **Prinses Paolaschool** » - **Acquisition de matériel informatique - Subside du Gouvernement flamand - Désignation des fournisseurs : BRAVOUR et ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX - Dépense : 33.639,77 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Prinses Paolaschool - Aankoop van ICT-materiaal - Subsidie van de Vlaamse Overheid - Aanduiding van de leveranciers: BRAVOUR en ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX - Uitgave: 33.639,77 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten) werd toegekend aan de Prinses Paolaschool voor een totaal bedrag van 42.654,78 EUR in het kader van onderstaande projecten:

- Digisprong: 26.890 EUR,
- ICT-coördinatie werkmiddelen: 431,48 EUR,
- ICT-apparatuur en -infrastructuur voor onderwijzend personeel: 15.333,30 EUR;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 15/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten) werd toegekend aan de Prinses Paolaschool voor een totaal bedrag van 42.654,78 EUR in het kader van onderstaande projecten:

- Digisprong: 26.890 EUR,
- ICT-coördinatie werkingsmiddelen: 431,48 EUR,
- ICT-apparatuur en -infrastructuur voor onderwijzend personeel: 15.333,30 EUR;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat de uitgaven zijn gedekt door de reeds ontvangen subsidie;

Overwegende dat wordt voorgesteld een bedrag van 33.639,77 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- om over te gaan tot het verwerven van volgend informatica-materiaal:
 - Microsoft Surface Go + accessoires bij de firma ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX nv, Leuvensesteenweg 510/B80 te 1930 Zaventem, voor een bedrag van 32.188,98 EUR incl. btw,
 - 1 laadkast bij de firma BRAVOUR, De Rijn 7c te 5684PJ Best (Nederland), voor een bedrag van 1.450,79 EUR incl. btw;
- om de algemene uitgave van 33.639,77 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 72200/742-53/-/120/15807 (32.188,98 EUR) en 15808 (1.450,79 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgaven worden 100 % gefinancierd door een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten).

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30.01.2023/A/0047 **« Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » - Acquisition de matériel informatique - Subside du Gouvernement flamand - Désignation du fournisseur : ANS COMPUTER - Dépense : 4.269,84 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'une subvention du Gouvernement flamand (« AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten ») pour un montant total de 21.723,52 EUR a été accordée à la « Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » dans le cadre des projets suivants :

- Moyens de fonctionnement pour la coordination des TIC : 256,90 EUR,
- Equipement et infrastructure TIC pour le personnel enseignant : 21.466,62 EUR ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/12/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'une subvention du Gouvernement flamand (« AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten ») pour un montant total de 21.723,52 EUR a été accordée à la « Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » dans le cadre des projets suivants :

- Moyens de fonctionnement pour la coordination des TIC : 256,90 EUR,
- Equipement et infrastructure TIC pour le personnel enseignant : 21.466,62 EUR;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que les dépenses ont été couvertes par la subvention déjà perçue ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 4.269,84 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- de procéder à l'acquisition du matériel informatique suivant :
 - divers matériels auprès de la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur (Temploux), pour un montant de 4.269,84 EUR TVAC ;
- d'approuver le dépense de 4.269,84 EUR TVAC, inscrite à l'article 73410/742-53/-/120/15817 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense est financée à 100 % par une subvention du Gouvernement flamand (« AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten »).

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Aankoop van ICT-materiaal - Subsidie van de Vlaamse Overheid - Aanduiding van de leverancier: ANS COMPUTER - Uitgave: 4.269,84 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten) werd toegekend aan de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord voor een totaal bedrag van 21.723,52 EUR in het kader van onderstaande projecten:

- ICT-coördinatie werkmiddelen: 256,90 EUR,
- ICT-apparatuur en -infrastructuur voor onderwijzend personeel: 21.466,62 EUR;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 15/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten) werd toegekend aan de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord voor een totaal bedrag van 21.723,52 EUR in het kader van onderstaande projecten:

- ICT-coördinatie werkmiddelen: 256,90 EUR,
- ICT-apparatuur en -infrastructuur voor onderwijzend personeel: 21.466,62 EUR;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat de uitgaven zijn gedekt door de reeds ontvangen subsidie;

Overwegende dat wordt voorgesteld een bedrag van 4.269,84 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- om over te gaan tot het verwerven van volgende informatica-materiaal:
 - diverse materialen bij de firma ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 te 5020 Namur (Temploux), voor een bedrag van 4.269,84 EUR incl. btw;
- om de algemene uitgave van 4.269,84 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 73410/742-53/-/120/15817 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave wordt 100 % gefinancierd door een subsidie van de Vlaamse Overheid (AGODI - Agentschap voor Onderwijsdiensten).

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Eric Bott entre en séance / treedt in zitting.

30.01.2023/A/0048 **« Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord » - Achat de matériel informatique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : COOLBLUE - Dépense : 2.022,85 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Aankoop van ICT-materiaal - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: COOLBLUE - Uitgave: 2.022,85 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van Digisprong het noodzakelijk is om apparatuur voor de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord te kopen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/12/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat in het kader van Digisprong het noodzakelijk is om de volgende apparatuur voor de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord te kopen:

- 1 x WD My Passport 4TB Black
- 1 x Elite Screens T92UWH (16:9) 220 x 139
- 1 x Elite Screens T100UWH (16:9) 239 x 149
- 2 x BlueBuilt HDMI 2.1 Kabel Nylon 2 Meter + 90° adapter
- 4 x BlueBuilt 15 inch Laptophoes breedte 35,5 cm - 36,5 cm Zwart
- 4 x JBL Flip 6 Zwart
- 4 x Anker Oplader met 2 Usb A Poorten 12W
- 4 x Seagate One Touch Portable Drive 4TB Zwart;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat drie firma's zijn geraadpleegd:

- COOLBLUE BELGIË nv, Borsbeeksebrug 28 te 2600 Berchem: 2.022,85 EUR incl. btw,
- KAMERA EXPRESS bv, Essenbaan 55 te 2908LJ Capelle a/d IJssel (Nederland): 2.138,75 EUR incl. btw,
- DUSTIN, Nieuwlandlaan 111 te 3200 Aarschot: 2.065,47 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma COOLBLUE BELGIË nv, Borsbeeksebrug 28 te 2600 Berchem, de economisch meest voordelige offerte ingediend heeft;

Overwegende dat de door de firma COOLBLUE voorgestelde prijs 2.022,85 EUR incl. btw bedraagt;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat voorgesteld wordt een bedrag van 2.022,85 EUR vast te leggen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 73410/742-53/-/120 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van bovengenoemd materieel bij de firma COOLBLUE BELGIË nv, Borsbeeksebrug 28 te 2600 Berchem, goed te keuren voor een bedrag van 2.022,85 EUR incl. btw, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de totale uitgave van 2.022,85 EUR incl. btw goed te keuren en in te

schrijven op artikel 73410/742-53/-/120/16170 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Développement durable et environnement - Duurzame ontwikkeling en leefmilieu

30.01.2023/A/0049 **Année 2022 - Arrêté ministériel « Quick-wins » - Subside de 30.000 EUR - Convention avec Bruxelles Environnement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté ministériel octroyant une subvention de 30.000 EUR à la commune de Woluwe-Saint-Lambert pour l'année budgétaire 2022 (SUB/2022/WSL/QuickWins) ;

Considérant que cet arrêté indique de conclure une convention entre la commune et Bruxelles Environnement ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention entre la commune et Bruxelles Environnement reprise ci-dessous :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/WSL/QuickWins

Entre, d'une part :

Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

Représenté par Mme Barbara DEWULF, Directrice Générale ad interim ou de M. Benoit WILLOCX, Directeur général adjoint ad interim

Et, d'autre part :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert

Dont le siège est situé Avenue Paul Hymans 2, 1200 Bruxelles.

Représentée par M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal.

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l' Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le 15/01/2023 et se termine le 31/12/2024.

Article 4 - Personnes de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont:

Vincent D'AGOSTINO

EXT_vdagostino@environnement.brussels

pour les questions administratives et de méthodologie DD

Constance ARDAILLON

EXT_cardaillon@environnement.brussels

pour les questions techniques et la centrale d'achat ou leurs remplaçants.

La personne en charge de l'exécution de la mission auprès du bénéficiaire est :

Sophie VANDERICK

s.vanderick@woluwe1200.be

Bruxelles Environnement doit être préalablement informé de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La commune de Woluwe-Saint-Lambert a sélectionné le site communal suivant pour lequel cette subvention s'applique :

- Hôtel communal
Avenue Paul Hymans 2
1200 Woluwe-Saint-Lambert

Cette subvention servira à réaliser des travaux d'amélioration de la récupération d'eau de pluie et/ou de gestion intégrée des eaux pluviales sur le site cité ci-dessus.
La commune devra se conformer précisément aux travaux préconisés par l'audit.

S'il s'avère que pour permettre le bon déroulement et le parfait achèvement des travaux, des modifications substantielles aux travaux convenus devaient avoir lieu avant ou pendant le chantier, la commune s'engage à en informer et à demander l'autorisation à BE.

Article 5.2 - Objectifs

Afin de concrétiser l'amélioration de la résilience de la région bruxelloise aux changements climatiques et l'accompagnement des actions d'adaptation des communes, Bruxelles Environnement propose une nouvelle opportunité de passage à l'action.

Article 5.3 - Rapports d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire : préconisation ciblée « Quick-wins » de l'audit pour la subvention.
- Rapport final.

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera succinctement les étapes du projet, les photos avant, pendant et après chantier, ainsi que les résultats obtenus.

Il est convenu par avance que la commune cède tous ses droits sur ces photos.

Article 5.4 - Communication

L'ensemble des documents produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles Environnement, dans le respect de la charte graphique fournie par Bruxelles Environnement. Ces documents devront être présentés au Comité d'accompagnement pour validation avant publication.

Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire,
- un représentant de Bruxelles Environnement,
- un représentant du Ministre de l'Environnement/BEA.

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles. Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un

avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un ordre du jour et l'état d'avancement des travaux. Ceux-ci seront rédigés (et illustrés) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Le bénéficiaire rédigera, pour chacune des réunions du CA, un projet de PV qu'il transmettra dans les 10 jours ouvrables qui suivent la réunion, par courriel à chacun des membres du CA. Une fois approuvé par tous, ce PV sera joint au dossier de suivi de la subvention.

Article 7 - Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses HORS TVA.

La TVA ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le bénéficiaire.

La catégorie de dépenses prise en charge par la subvention est la suivante :

- **la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet.**

Les cahiers de charges pour la sous-traitance devront être approuvés préalablement par Bruxelles Environnement.

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche sera payée selon les termes de l'Arrêté de Subvention.

La deuxième tranche sera liquidée sur base du rapport intermédiaire introduit au plus tard pour le **30 juin 2023**.

Il sera transmis par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » :

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie,
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement
(sub@environnement.brussels).

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie postale :

- Bruxelles Environnement Département Comptabilité

Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86C/3000 à 1000 Bruxelles
ou par voie électronique : invoice@environnement.brussels

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra :

- rapport final,
- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser,
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus au plus tard **3 mois** après la fin de la mission (soit pour **fin décembre 2024**) après la fin de la mission de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » :

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie,
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels).

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention.

L'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie postale :

- Bruxelles Environnement Département Comptabilité
Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86C/3000 à 1000 Bruxelles
ou par voie électronique : invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 67 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2022, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention,
 - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée,
 - qui met obstacle au contrôle indiqué ci- dessus,
 - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est joint la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec le bénéficiaire, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas

d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Bruxelles, le ___/___/___

Pour Bruxelles Environnement

Barbara DEWULF
Directrice générale ad interim

ou

Benoit WILLOCX
Directeur général adjoint ad interim

Pour la Commune de Woluwe-Saint-Lambert

Olivier MAINGAIN
Bourgmestre

Patrick LAMBERT
Secrétaire communal

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

Jaar 2022 - Ministerieel besluit "Quick-wins" - Subsidie van 30.000 EUR - Overeenkomst met Leefmilieu Brussel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ministerieel besluit houdende de toekenning van een toelage van 30.000 EUR aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe voor het begrotingsjaar 2022 (SUB/2022/WSL/QuickWins);

Overwegende dat dit besluit aangeeft dat er een overeenkomst wordt gesloten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

BESLIST de overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel goed te keuren, zoals volgt:

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2022/WSL/QuickWins

Tussen enerzijds:

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

Vertegenwoordigd door mw. Barbara DEWULF, - Directrice-generaal ad interim of dhr. Benoit WILLOCX, Adjunct Directeur generaal ad interim

en anderzijds:

De Gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Paul Hymanslaan 2, 1200 Brussel.

Vertegenwoordigd door dhr. Olivier MAINGAIN, Burgemeester, en dhr. Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris.

Hierna " de begunstigde " genoemd.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 - Voorwerp van de conventie

Deze conventie strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de begunstigde werd toegekend krachtens het besluit van met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Artikel 2 - Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit. Dit bedrag werd berekend op basis van de begrotingsraming, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde. Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De opdracht loopt van 15/01/2023 tot en met le 31/12/2024.

Artikel 4 - Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel:

Vincent D'AGOSTINO

EXT_vdagostino@environnement.brussels

voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie

Constance ARDAILLON

EXT_cardaillon@environnement.brussels

voor de technische vragen of hun vervangers.

De person die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de begunstigde is:

Sophie VANDERICK

s.vanderick@woluwe1200.be

Leefmilieu Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 - Algemene doel

De gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe heeft de volgende gemeentelijke site geselecteerd waarvoor deze subsidie geldt:

- Gemeentehuis
Paul Hymanslaan 2
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe

Deze subsidie zal worden gebruikt voor de uitvoering van werkzaamheden ter verbetering van de opvang van regenwater en/of een geïntegreerd regenwaterbeheer op bovengenoemde locatie.

De gemeente zal precies moeten voldoen aan de in de audit aanbevolen werkzaamheden.

Indien, met het oog op het goede verloop en de voltooiing van de werkzaamheden, voor of tijdens de werkzaamheden belangrijke wijzigingen in de overeengekomen werkzaamheden moeten worden aangebracht, verbindt de gemeente zich ertoe LB daarvan in kennis te stellen en haar toestemming te vragen.

Artikel 5.2 - Doelstellingen

Om concreet invulling te geven aan de verbetering van de veerkracht van het Brussels Gewest tegen de klimaatveranderingen en de gemeenten beter te ondersteunen bij hun aanpassingsinspanningen biedt Leefmilieu Brussel een nieuwe mogelijkheid om actie te ondernemen.

Artikel 5.3 - Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag: gerichte "Quick-wins" van de audit voor de subsidie.
- Eindverslag.

Het zal worden geschreven op basis van het door Leefmilieu Brussel toegezonden sjabloon en een korte beschrijving geven van de fasen van het project, de foto's voor, tijdens en na de werkzaamheden en de verkregen resultaten.

Vooraf wordt overeengekomen dat de gemeente al haar rechten op deze foto's overdraagt.

Artikel 5.4 - Communicatie

Alle documenten die in het kader van dit project gecreëerd worden, dienen het logo van Leefmilieu Brussel te vermelden, met respect voor het grafisch kader van Leefmilieu Brussel. Deze documenten moeten vóór de publicatie ter validatie aan het Begeleidingscomité worden voorgelegd.

Artikel 6 – Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde,
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel,

- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu/Dierenwelzijn.

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen. Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een agenda en een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze worden opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De begunstigde stelt ontwerp-notulen op van alle vergaderingen van het BC en verstuurt deze per email naar elk van de leden van het comité binnen de 10 werkdagen na de vergadering. Na goedkeuring worden de notulen aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.

Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen

In het kader van de toegekende subsidie in aanmerking genomen kosten zijn kosten exclusief BTW. BTW kan alleen als subsidieerbaar worden beschouwd als deze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

De uitgavencategorie die door de subsidie worden gedekt, is de volgende:

- **de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel: uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het project.**

De bestekken voor onderaanneming moeten vooraf worden goedgekeurd door Leefmilieu Brussel.

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

Artikel 8 - Vereffeningmodaliteiten

De eerste schijf zal worden betaald volgens de bepalingen van het Subsidiëringsbesluit.

De tweede schijf zal worden vereffend op basis van een verslag ingediend uiterlijk voor **30 juni 2023**.

Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld is in de titel gevolgd door « /T2 »:

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie,
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel
(sub@environnement.brussels).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit, per post:

- Leefmilieu Brussel Dienst Boekhouding
Thurn & Taxis-site
Havenlaan 86C/3000 te 1000 Brussel
of via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van:

- een eindverslag,
- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking,
- de bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk uiterlijk **3 maanden** na het einde van de opdracht (zoals voor **eind december 2024**) na het einde van de opdracht worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd, met als voorwerp de referentie zoals vermeld in de titel gevolgd door « /Solde »:

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie,
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel
(sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, en dit, per post:

- Leefmilieu Brussel Dienst Boekhouding
Thurn & Taxis-site
Havenlaan 86C/3000 te 1000 Brussel
of via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen

De begunstigden zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 67 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2022 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
 - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend,
 - die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend,
 - die de hierboven controle verhindert,
 - die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.
- Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtvaardigde deel van het bedrag terugbetalen.
- De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.
- De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtreding

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet- conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst. De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de begunstigde overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op ___/___/___

Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF
Directrice-generaal ad interim

of

Benoit WILLOCX
Adjunct Directeur-generaal ad interim

Voor de Gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe

Olivier MAINGAIN
Burgemeester

Patrick LAMBERT
Gemeentesecretaris

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

GESTION ESPACE PUBLIC - BEHEER OPENBARE RUIJTE

Propreté et charroi - Reinheid en wagenpark

30.01.2023/A/0050 **Projet « Stratégie de Propreté urbaine » de la Région bruxelloise - Appel à projets - Convention relative à la subvention « Installation de caméras de surveillance pour lutter contre les dépôts clandestins » - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le souhait de la Région bruxelloise de participer au processus de co-création de la stratégie de propreté urbaine visant à coordonner à l'échelle régionale une stratégie en matière de propreté ;

Vu le lancement par la Région d'un appel à projets « clean.brussels » afin de soutenir financièrement les projets des communes en matière de propreté urbaine ;

Considérant que, dans le cadre de cet appel à projets, chaque commune pouvait présenter 2 projets en fonction de leur caractère préventif, curatif et/ou répressif ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert a présenté le projet de pose de caméras de surveillance pour lutter contre les dépôts clandestins ;

Considérant que le projet repris ci-dessus a été sélectionné ;

Considérant que la période à subsidier prend cours le 01/11/2022 pour se terminer le 31/12/2024 ;

Considérant que l'octroi du subside est soumis à des dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

**CONVENTION RELATIVE A LA SUBVENTION PORTANT LA
REFERENCE SUB/ABP/2022
INSTALLATION DE CAMERAS DE SURVEILLANCE POUR LUTTER
CONTRE LES DEPOTS CLANDESTINS**

ENTRE : La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal.

Ci- dessous dénommée : « la commune »,

ET : L'Agence Régionale pour la Propreté, dont le siège social est sis avenue de Broqueville 12, 1150 Bruxelles, valablement représentée par M. Frédéric FONTAINE, Directeur général.

Ci-dessous dénommée : « Bruxelles-Propreté »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Elle concerne particulièrement le projet « Installation de caméras de surveillance pour lutter contre les dépôts clandestins » porté par la commune et subsidié pour un montant de maximum 100.000 €.

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté et l'article 1 de la présente convention.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le **01/11/2022 et se termine le 31/12/2024.**

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé en tenant compte de la recevabilité des frais, telle que décrite dans le règlement de l'appel à projets (ci-après « AAP »). Le subside ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 4 - Personne de contact

Pour l'exécution de la présente convention, la personne de contact à Bruxelles-Propreté est **Kathlyn Jaminon (kathlyn.jaminon@arp-gan.be)**.

Le coordinateur interne, qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès de la commune est **Patrick FRANKIGNOUL (p.frankignoul@woluwe1200.be)**.

Bruxelles-Propreté doit être préalablement informée de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La présente convention est destinée à formaliser la subvention accordée à la commune mentionnée à l'article 1.

Cette subvention est accordée dans le cadre de l'appel à projets relatif à la Stratégie de propreté urbaine « Clean.Brussels », développée par la Région de Bruxelles-Capitale et porté par Bruxelles-Propreté.

Article 5.2 - Objectifs, évaluation, planning et budget

Le projet subventionné dans le cadre de l'AAP s'inscrit dans les objectifs du plan stratégique de propreté urbaine « Clean.Brussels » développé par la Région de Bruxelles-Capitale.

Le projet vise à remplir les objectifs développés par la commune dans le formulaire de candidature repris en annexe.

Une évaluation du projet sera effectuée par la commune sur base des critères proposés dans le formulaire de candidature.

La commune s'engage à remplir ces objectifs dans le respect du planning provisoire et du budget prévisionnel déposés et repris en annexe.

Article 5.3 - Rapports d'activités

Tous les trois mois, un formulaire en ligne doit être complété par la commune afin de faire rapport sur l'état d'avancement du projet auprès de Bruxelles-Propreté.

En fin de projet, un rapport d'activités complet devra être rendu. Ce rapport reprendra notamment les critères d'évaluation et indicateurs de résultats proposés par la commune.

Par ailleurs, un budget correspondant à minimum 5% du montant du subside doit être dédié au suivi de ces critères d'évaluation et indicateurs de résultats.

Article 5.4 - Aspects communication

L'ensemble des documents et communications produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles-Propreté. Ils reprendront également la mention « Avec le soutien de Bruxelles-Propreté ».

La présence du logo « Clean.Brussels » est également demandée sur ces mêmes documents.

Article 6 - Accompagnement

Un accompagnement est prévu pour aider les communes dans la mise en oeuvre de leur projet. La commune qui souhaite bénéficier de cet accompagnement doit en faire la demande auprès du responsable de Bruxelles-Propreté.

Article 7 - Dépenses éligibles

Coûts éligibles

Les dépenses subventionnées doivent répondre aux conditions suivantes :

- Avoir été générées au cours de la période de subvention ;
- Avoir été effectivement effectuées par le bénéficiaire du subside ;
- Avoir été reprises dans la comptabilité et être identifiables et contrôlables.

Les coûts suivants sont subventionnés dans le cadre de cet appel à projets :

Frais de personnel, dans les conditions suivantes :

- Maximum 50 % du budget total du projet soumis

- Les frais de personnel ne couvrent pas des personnes déjà en fonction, ces frais ne peuvent servir que pour l'engagement d'un nouveau chef de projet ou pour du support externe.

Les pièces justificatives suivantes sont demandées :

Pour l'engagement d'un chef de projet interne, un reporting des activités réalisées sera demandé (timesheet, ...);

Pour le personnel externe, les frais doivent être justifiés à l'aide de fiches de paie ou de bordereaux de salaire et d'un aperçu des heures consacrées au projet.

Les coûts de matériel, qui comprennent les coûts suivants :

- Les coûts liés au tri des matériaux et/ou des déchets.
 - * La poubelle tout-venant reste à charge de l'établissement à l'exception de celle incluse dans un îlot de tri.
- Les coûts concernant la communication et la sensibilisation:
 - * Matériel de communication. Par exemple pour rappeler les règles de tri, comme des affiches, des autocollants, etc.
 - * Des outils de communication pour attirer l'attention sur les actions menées dans le cadre du projet. Par exemple : spot télévisé, campagne radio, campagne de porte-à-porte, etc.
 - * Matériel pédagogique pour les formations.

Coûts ne relevant pas du champ d'application du présent appel à projets

Nous appliquons une liste non exhaustive à cet effet, mais elle couvre tous les frais généraux qui ne peuvent être affectés au projet dans le cadre de cet appel à projets, à savoir :

- Frais généraux pour le matériel de bureau ou informatique ;
- Frais d'hébergement ;
- Frais de personnel liés aux heures passées en concertation interne ainsi qu'à la préparation et au suivi interne du projet ;
- La TVA récupérable, remboursée ou compensée par l'administration fiscale ou par tout autre moyen. Le coût lié à la TVA n'est donc éligible que dans le cas où le bénéficiaire final a effectivement et définitivement supporté ce coût ;
- Les frais liés à la collecte et au traitement des déchets.

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Article 8 - Modalités de liquidation

§1er. Les subventions seront liquidées en 3 tranches :

- 50 %, sous forme de provision, en vue du début de la mise en oeuvre des projets (fin 2022)
- 25 % à la moitié de la période de mise en oeuvre (fin 2023)
- 25 % à la fin de la période de mise en oeuvre (fin 2024)

§2. La première tranche sera liquidée dans les 30 jours suivant la notification de l'arrêté de subvention.

§3. Les deuxième et troisième tranches seront liquidées après une vérification, par Bruxelles-Propreté, de la recevabilité des frais engagés par les communes, conformément au règlement de l'appel à projets repris en annexe de la présente convention.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 81 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2022, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles-Propreté le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - *qui ne respecte pas les conditions d'octroi et d'utilisation de la subvention ;
 - *qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - *qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - *qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives ;
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire: s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord.

Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles-Propreté peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

La présente est établie leà en autant d'exemplaires qu'il y a de parties, chacune déclarant avoir reçu le sien.

Pour Bruxelles-Propreté, Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

F. FONTAINE,
Directeur général

P. LAMBERT,
Secrétaire communal

O. MAINGAIN,
Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

Project "Strategie van Stedelijke netheid" van het Brussels Gewest - Oproep tot het indienen van projecten - Overeenkomst betreffende de subsidie "Plaatsing van bewakingscamera's in de strijd tegen sluikstorten" - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wens van het Brussels Gewest om deel te nemen aan het proces van co-creatie van de strategie voor stedelijke netheid met het oog op de coördinatie van een strategie voor netheid op gewestelijke schaal;

Gelet op de lancering door het Gewest van een oproep tot het indienen van projecten "clean.brussels" om de projecten van de gemeenten op het gebied van stedelijke netheid financieel te ondersteunen;

Overwegende dat elke gemeente in het kader van deze oproep tot het indienen van projecten 2 projecten kon indienen, naargelang hun preventieve, curatieve en/of repressieve aard;

Overwegende dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe het project "Plaatsing van bewakingscamera's in de strijd tegen sluikstorten" heeft voorgesteld;

Overwegende dat bovengenoemd project is geselecteerd;

Overwegende dat de te subsidiëren periode begint op 01/11/2022 en eindigt op 31/12/2024;

Overwegende dat de toekenning van de subsidie onderworpen is aan bepalingen betreffende het gebruik, de te verstrekken bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie;

Op voorstel van het College van de burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

OVEREENKOMST INZAKE DE SUBSIDIE MET REFERENTIE
SUB/ANB/2022
PLAATSING VAN BEWAKINGSCAMERA'S IN DE STRIJD TEGEN
SLUIKSTORTEN

TUSSEN: De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris.

Hierna "de gemeente" genoemd,

EN: Het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, met maatschappelijke zetel in de De Broquevillelaan 12, 1150 Brussel, rechtsgeldig vertegenwoordigd door de heer Frédéric FONTAINE, directeur-generaal.

Hierna "Net Brussel" genoemd,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Ze betreft in het bijzonder het project "Plaatsing van bewakingscamera's in de strijd tegen sluikstorten" gedragen door de gemeente en gesubsidieerd voor een maximumbedrag van 100.000 euro.

Artikel 2 - Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit en in artikel 1 van deze overeenkomst.

Dit bedrag werd berekend op basis van de geraamde begroting, zoals opgenomen in de subsidieaanvraag bezorgd door de begunstigde.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode vangt aan op **01/11/2022 en eindigt 31/12/2024.**

Indien uit de facturen blijkt dat het project is gewijzigd, zal de subsidie opnieuw worden berekend, rekening houdend met de ontvankelijkheid van de kosten, zoals beschreven in het regelement van de oproep tot projecten (hierna "OTP"). De subsidie mag het initieel door het besluit toegekende bedrag niet overschrijden.

Artikel 4 - Contactpersoon

Voor de uitvoering van deze overeenkomst is de contactpersoon bij Net Brussel **Kathlyn Jaminon (kathlyn.jaminon@arp-gan.be)**.

De interne coördinator die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de gemeente is **Patrick FRANKIGNOUL (p.frankignoul@woluwe1200.be)**.

Net Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van elke vervanging van bovenstaand personeelslid.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 - Algemeen doel

Deze overeenkomst is bedoeld om de aan de in artikel 1 genoemde gemeente toegekende subsidie te formaliseren.

Deze subsidie wordt toegekend in het kader van de oproep tot projecten met betrekking tot de Strategie voor stadsnetheid "Clean.Brussels" ontwikkeld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en gedragen door Net Brussel.

Artikel 5.2 - Doelstellingen, evaluatie, planning en budget

Het in het kader van de OTP gesubsidieerde project past in de doelstellingen van het strategisch plan voor stadsnetheid "Clean.Brussels" ontwikkeld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het project beoogt te voldoen aan de door de gemeente in het bijgevoegde kandidatuurformulier ontwikkelde doelstellingen.

Het project zal door de gemeente worden geëvalueerd op basis van de in het kandidatuurformulier voorgestelde criteria.

De gemeente verbindt zich ertoe deze doelstellingen te verwezenlijken met inachtneming van de ingediende voorlopige planning en geraamde begroting.

Artikel 5.3 - Activiteitenverslagen

Om de drie maanden moet de gemeente een online formulier invullen om de voortgang van het project te rapporteren aan Net Brussel.

Aan het einde van het project moet een volledig activiteitenverslag worden ingediend. Dit verslag zal de door de gemeente voorgestelde evaluatiecriteria en resultaatindicatoren bevatten.

Bovendien moet een budget van ten minste 5% van het subsidiebedrag worden uitgetrokken voor de opvolging van deze evaluatiecriteria en resultaatindicatoren.

Artikel 5.4 - Communicatieaspecten

Alle documenten en mededelingen die in het kader van het project worden

geproduceerd, moeten het logo van Net Brussel dragen. Ze bevatten ook de vermelding "Met de steun van Net Brussel".

De aanwezigheid van het logo "Clean.Brussels" wordt ook gevraagd op deze documenten.

Artikel 6 - Begeleiding

Er wordt begeleiding voorzien om de gemeenten te helpen bij de uitrol van hun project. Elke gemeente die voor deze begeleiding in aanmerking wenst te komen, moet een aanvraag indienen bij de verantwoordelijke voor de Net Brussel.

Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen

Kosten die in aanmerking komen

De gesubsidieerde uitgaven moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- Ze zijn gegenereerd tijdens de subsidieperiode;
- Ze zijn daadwerkelijk door de begunstigde van de subsidie gemaakt;
- Zij moeten in de boekhouding zijn opgenomen en identificeerbaar en controleerbaar zijn.

In het kader van deze oproep tot projecten worden de volgende kosten gesubsidieerd:

Personeelskosten, onder de volgende voorwaarden:

- Maximaal 50 % van het totaalbudget van het ingediende project
- De personeelskosten hebben geen betrekking op bestaand personeel; deze kosten kunnen alleen worden gebruikt voor de aanwerving van een nieuwe projectleider of voor externe ondersteuning. De volgende bewijsstukken worden gevraagd:

Voor de aanwerving van een interne projectleider zal een reporting van de uitgevoerde activiteiten worden gevraagd (timesheet, ...);

Voor het extern personeel moeten de kosten worden verantwoord aan de hand van de loonfiches of loonlijsten en een overzicht van de aan het project bestede uren.

Materieelkosten, waaronder de volgende kosten:

- Kosten voor de sortering van materialen en/of afval.
 - *De vuilnisbak restafval blijft de verantwoordelijkheid van de instelling, behalve die van een sorteereiland.
- Kosten voor communicatie en sensibilisering:
 - *Communicatiemateriaal. Bijvoorbeeld om mensen te herinneren aan de sorteerregels, zoals affiches, stickers, enz.
 - *Communicatiemiddelen om de aandacht te vestigen op de in het kader van het project gevoerde acties. Bijvoorbeeld: TV-spot, radiocampagne, huis-aan-huiscampagne, enz.
 - *Pedagogisch materiaal voor opleidingen

Kosten die buiten het toepassingsveld van deze oproep tot projecten vallen

Wij hanteren hiervoor een niet-uitputtende lijst, maar deze omvat alle overheadkosten die niet aan het project in het kader van deze oproep tot projecten kunnen worden toegewezen, namelijk:

- Overheadkosten voor kantoor- of IT-materieel;
- Verblijfskosten;
 - Personeelskosten in verband met uren besteed aan intern overleg en voorbereiding en interne opvolging van het project;
 - Btw die kan worden teruggevorderd, terugbetaald of gecompenseerd door de belastingdienst of op enige andere wijze. De btw-kosten komen dus alleen in aanmerking wanneer de eindbegunstigde deze kosten daadwerkelijk en definitief heeft gedragen;
 - Kosten in verband met de ophaling en verwerking van afval.

Elke uitgave geboekt op een hierboven niet-toegelaten uitgavencategorie zal worden geweigerd.

Artikel 8 - Uitbetalingsmodaliteiten

§1. De subsidies zullen in 3 schijven worden uitbetaald:

- 50 %, in de vorm van een provisie, met het oog op het begin van de uitrol van de projecten (eind 2022)
- 25 % halverwege de uitrolperiode (eind 2023)
- 25 % aan het einde van de uitrolperiode (eind 2024)

§2. De eerste schijf wordt uitbetaald binnen 30 dagen na de kennisgeving van het subsidiebesluit.

§3. De tweede en derde schijf zullen worden uitbetaald na nazicht door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid van de ontvankelijkheid van de door de gemeenten gemaakte kosten, overeenkomstig het reglement van de oproep tot projecten als bijlage bij deze overeenkomst.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en van het gebruik van de subsidies

De begunstigden zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle alsook aan de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 81 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2022 bevat, wat impliceert dat:

- Elke subsidie moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze bestemd is.
- Elke begunstigde van een subsidie moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de subsidie erkent de begunstigde dat Net Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie, de begunstigde:
 - *die de toekennings- en gebruiksvoorwaarden van de subsidie niet naleeft;
 - * die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend;
 - *die de hierboven vermelde controle verhindert;
 - *die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt op basis van dezelfde bewijsstukken.
- Als de begunstigde de verantwoordingsstukken voor het gebruik van de ontvangen sommen in het kader van de subsidie niet overlegt, moet hij het niet-verantwoorde deel van het bedrag terugbetalen.
- De betaling van de subsidie kan worden opgeschort zolang de begunstigde, voor voorheen ontvangen vergelijkbare subsidies, de verantwoordingsstukken voor het gebruik van de ontvangen sommen niet overlegt of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende fondsen.

- De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtreding

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de kennisgeving van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst is toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme instructie, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in samenspraak worden aangewezen.

Overeenkomstig artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Net Brussel in samenspraak met de gemeente overeenkomen om een scheidsrechter in te schakelen.

Indien de partijen beslissen om geen scheidsrechter in te schakelen of indien een van de partijen er niet akkoord mee gaat om een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn alleen de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Onderhavige overeenkomst wordt opgesteld opte
..... in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor Net Brussel, Voor de gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe,

F. FONTAINE,
Algemeen Directeur

P. LAMBERT,
Gemeentesecretaris

O. MAINGAIN,
Burgemeester

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

30.01.2023/A/0051 **Projet « Stratégie de Propreté urbaine » de la Région bruxelloise - Appel à projets - Convention relative à la subvention « Utilisation obligatoire des poubelles rigides » - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le souhait de la Région bruxelloise de participer au processus de co-crédation de la stratégie de propreté urbaine visant à coordonner à l'échelle régionale une stratégie en matière de propreté ;

Vu le lancement par la Région d'un appel à projets « clean.brussels » afin de soutenir financièrement les projets des communes en matière de propreté urbaine ;

Considérant que, dans le cadre de cet appel à projets, chaque commune pouvait présenter 2 projets en fonction de leur caractère préventif, curatif et/ou répressif ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert a présenté le projet d'utilisation obligatoire des poubelles rigides ;

Considérant que le projet repris ci-dessus a été sélectionné ;

Considérant que la période à subsidier prend cours le 01/11/2022 pour se terminer le 31/12/2024 ;

Considérant que l'octroi du subside est soumis à des dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/01/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

**CONVENTION RELATIVE A LA SUBVENTION PORTANT LA
REFERENCE SUB/ABP/2022
UTILISATION OBLIGATOIRE DES POUBELLES RIGIDES**

ENTRE : La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans, 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par Monsieur Olivier MAINGAIN, bourgmestre et Monsieur Patrick LAMBERT, secrétaire communal.

Ci- dessous dénommée : « la commune »,

ET : L'Agence Régionale pour la Propreté, dont le siège social est sis avenue de Broqueville 12, 1150 Bruxelles, valablement représentée par Monsieur Frédéric FONTAINE, Directeur général.

Ci-dessous dénommée : «Bruxelles-Propreté »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

Elle concerne particulièrement le projet « Utilisation obligatoire des poubelles rigides » porté par la commune et subsidié pour un montant de maximum 100.000 €.

Article 2 - Montant

La subvention porte sur un montant total maximum fixé dans l'arrêté et l'article 1 de la présente convention

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire.

Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le **01/11/2022 et se termine le 31/12/2024.**

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subside sera recalculé en tenant compte de la recevabilité des frais, telle que décrite dans le règlement de l'appel à projets (ci-après « AAP »). Le subside ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

Article 4 - Personne de contact

Pour l'exécution de la présente convention, la personne de contact à Bruxelles-Propreté est **Kathlyn Jaminon (kathlyn.jaminon@arp-gan.be)**.

Le coordinateur interne, qui sera en charge de l'exécution de la mission auprès de la commune est **Patrick FRANKIGNOUL (p.frankignoul@woluwe1200.be)**.

Bruxelles-Propreté doit être préalablement informée de tout remplacement du personnel repris ci-dessus.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La présente convention est destinée à formaliser la subvention accordée à la commune mentionnée à l'article 1.

Cette subvention est accordée dans le cadre de l'appel à projets relatif à la Stratégie de propreté urbaine « Clean.Brussels », développée par la Région de Bruxelles-Capitale et portée par Bruxelles-Propreté.

Article 5.2 - Objectifs, évaluation, planning et budget

Le projet subventionné dans le cadre de l'AAP s'inscrit dans les objectifs du plan stratégique de propreté urbaine « Clean.Brussels » développé par la Région de Bruxelles-Capitale.

Le projet vise à remplir les objectifs développés par la commune dans le formulaire de candidature repris en annexe.

Une évaluation du projet sera effectuée par la commune sur base des critères proposés dans le formulaire de candidature.

La commune s'engage à remplir ces objectifs dans le respect du planning provisoire et du budget prévisionnel déposés et repris en annexe.

Article 5.3 - Rapports d'activités

Tous les trois mois, un formulaire en ligne doit être complété par la commune afin de faire rapport sur l'état d'avancement du projet auprès de Bruxelles-Propreté.

En fin de projet, un rapport d'activités complet devra être rendu. Ce rapport reprendra notamment les critères d'évaluation et indicateurs de résultats proposés par la commune.

Par ailleurs, un budget correspondant à minimum 5% du montant du subside doit être dédié au suivi de ces critères d'évaluation et indicateurs de résultats.

Article 5.4 - Aspects communication

L'ensemble des documents et communications produits dans le cadre du projet devront porter le logo de Bruxelles-Propreté. Ils reprendront également la mention « Avec le soutien de Bruxelles-Propreté ».

La présence du logo « Clean.Brussels » est également demandée sur ces mêmes documents.

Article 6 - Accompagnement

Un accompagnement est prévu pour aider les communes dans la mise en oeuvre de leur projet. La commune qui souhaite bénéficier de cet accompagnement doit en faire la demande auprès du responsable de Bruxelles-Propreté.

Article 7 - Dépenses éligibles

Coûts éligibles

Les dépenses subventionnées doivent répondre aux conditions suivantes :

- Avoir été générées au cours de la période de subvention ;
- Avoir été effectivement effectuées par le bénéficiaire du subside ;
- Avoir été reprises dans la comptabilité et être identifiables et contrôlables.

Les coûts suivant sont subventionnés dans le cadre de cet appel à projets :

Frais de personnel, dans les conditions suivantes :

- Maximum 50 % du budget total du projet soumis
- Les frais de personnel ne couvrent pas des personnes déjà en fonction, ces frais ne peuvent servir que pour l'engagement d'un nouveau chef de projet ou pour du support externe. Les pièces justificatives suivantes sont demandées :

- Pour l'engagement d'un chef de projet interne, un reporting des activités réalisées sera demandé (timesheet, ...) ;
- Pour le personnel externe, les frais doivent être justifiés à l'aide de fiches de paie ou de bordereaux de salaire et d'un aperçu des heures consacrées au projet.

Les coûts de matériel, qui comprennent les coûts suivants :

- Les coûts liés au tri des matériaux et/ou des déchets :
 - * La poubelle tout-venant reste à charge de l'établissement à l'exception de celle incluse dans un îlot de tri.
- Les coûts concernant la communication et la sensibilisation :
 - * Matériel de communication. Par exemple pour rappeler les règles de tri, comme des affiches, des autocollants, etc.
 - * Des outils de communication pour attirer l'attention sur les actions menées dans le cadre du projet. Par exemple: spot télévisé, campagne radio, campagne de porte-à-porte, etc.
 - * Matériel pédagogique pour les formations

Coûts ne relevant pas du champ d'application du présent appel à projets

Nous appliquons une liste non exhaustive à cet effet, mais elle couvre tous les frais généraux qui ne peuvent être affectés au projet dans le cadre de cet appel à projets, à savoir :

- Frais généraux pour le matériel de bureau ou informatique ;
- Frais d'hébergement ;
- Frais de personnel liés aux heures passées en concertation interne ainsi qu'à la préparation et au suivi interne du projet ;
- La TVA récupérable, remboursée ou compensée par l'administration fiscale ou par tout autre moyen. Le coût lié à la TVA n'est donc éligible que dans le cas où le bénéficiaire final a effectivement et définitivement supporté ce coût ;
- Les frais liés à la collecte et au traitement des déchets.

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Article 8 - Modalités de liquidation

§1er. Les subventions seront liquidées en 3 tranches :

- 50 %, sous forme de provision, en vue du début de la mise en oeuvre des projets (fin 2022)
- 25 % à la moitié de la période de mise en oeuvre (fin 2023)
- 25 % à la fin de la période de mise en oeuvre (fin 2024)

§2. La première tranche sera liquidée dans les 30 jours suivant la notification de l'arrêté de subvention.

§3. Les deuxième et troisième tranches seront liquidées après une vérification, par Bruxelles-Propreté, de la recevabilité des frais engagés par les communes, conformément au règlement de l'appel à projets repris en annexe de la présente convention.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 81 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2022, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles-Propreté le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
 - *qui ne respecte pas les conditions d'octroi et d'utilisation de la subvention ;
 - *qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
 - *qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
 - *qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives ;
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire: s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

Article 11 - Responsabilité civile

La Région de Bruxelles-Capitale n'est en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.

Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.

Article 12 - Règlement des litiges

En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.

A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord.

Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles-Propreté peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.

Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

La présente est établie leà en autant d'exemplaires qu'il y a de parties, chacune déclarant avoir reçu le sien.

Pour Bruxelles-Propreté, Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

F. FONTAINE,
Directeur général

P. LAMBERT,
Secrétaire communal

O. MAINGAIN,
Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

Project "Strategie van Stedelijke netheid" van het Brussels Gewest - Oproep tot het indienen van projecten - Overeenkomst betreffende de subsidie "Verplicht gebruik van harde vuilnisbakken" - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wens van het Brussels Gewest om deel te nemen aan het proces van co-creatie van de strategie voor stedelijke netheid met het oog op de coördinatie van een strategie voor netheid op gewestelijke schaal;

Gelet op de lancering door het Gewest van een oproep tot het indienen van projecten "clean.brussels" om de projecten van de gemeenten op het gebied van stedelijke netheid financieel te ondersteunen;

Overwegende dat elke gemeente in het kader van deze oproep tot het indienen van projecten 2 projecten kon indienen, naargelang hun preventieve, curatieve en/of repressieve aard;

Overwegende dat de gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe het project "Verplicht gebruik van harde vuilnisbakken" heeft voorgesteld;

Overwegende dat bovengenoemd project is geselecteerd;

Overwegende dat de te subsidiëren periode begint op 01/11/2022 en eindigt op 31/12/2024;

Overwegende dat de toekenning van de subsidie onderworpen is aan bepalingen betreffende het gebruik, de te verstrekken bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie;

Op voorstel van het College van de burgemeester en schepenen van 12/01/2023;

BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

OVEREENKOMST INZAKE DE SUBSIDIE MET REFERENTIE
SUB/ANB/2022
VERPLICHT GEBRUIK VAN HARDE VUILNISBAKKEN

TUSSEN: De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris.

Hierna "de gemeente" genoemd,

EN: Het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, met maatschappelijke zetel in de De Broquevillelaan 12, 1150 Brussel, rechtsgeldig vertegenwoordigd door de heer Frédéric FONTAINE, directeur-generaal.

Hierna "Net Brussel" genoemd,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

Ze betreft in het bijzonder het project "Verplicht gebruik van harde vuilnisbakken" gedragen door de gemeente en gesubsidieerd voor een maximumbedrag van 100.000 euro.

Artikel 2 - Bedrag

De subsidie heeft betrekking op een totaal maximumbedrag bepaald in het besluit en in artikel 1 van deze overeenkomst.

Dit bedrag werd berekend op basis van de geraamde begroting, zoals opgenomen in de subsidieaanvraag bezorgd door de begunstigde.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode vangt aan op **01/11/2022 en eindigt 31/12/2024.**

Indien uit de facturen blijkt dat het project is gewijzigd, zal de subsidie opnieuw worden berekend, rekening houdend met de ontvankelijkheid van de kosten, zoals beschreven in het regelement van de oproep tot projecten (hierna "OTP"). De subsidie mag het initieel door het besluit toegekende bedrag niet overschrijden.

Artikel 4 - Contactpersoon

Voor de uitvoering van deze overeenkomst is de contactpersoon bij Net Brussel **Kathlyn Jaminon (kathlyn.jaminon@arp-gan.be)**.

De interne coördinator die zal worden belast met de uitvoering van de opdracht bij de gemeente is **Patrick FRANKIGNOUL (p.frankignoul@woluwe1200.be)**.

Net Brussel moet vooraf op de hoogte worden gebracht van elke vervanging van bovenstaand personeelslid.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 - Algemeen doel

Deze overeenkomst is bedoeld om de aan de in artikel 1 genoemde gemeente toegekende subsidie te formaliseren.

Deze subsidie wordt toegekend in het kader van de oproep tot projecten met betrekking tot de Strategie voor stadsnetheid "Clean.Brussels" ontwikkeld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en gedragen door Net Brussel.

Artikel 5.2 - Doelstellingen, evaluatie, planning en budget

Het in het kader van de OTP gesubsidieerde project past in de doelstellingen van het strategisch plan voor stadsnetheid "Clean.Brussels" ontwikkeld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het project beoogt te voldoen aan de door de gemeente in het bijgevoegde kandidatuurformulier ontwikkelde doelstellingen.

Het project zal door de gemeente worden geëvalueerd op basis van de in het kandidatuurformulier voorgestelde criteria.

De gemeente verbindt zich ertoe deze doelstellingen te verwezenlijken met inachtneming van de ingediende voorlopige planning en geraamde begroting.

Artikel 5.3 - Activiteitenverslagen

Om de drie maanden moet de gemeente een online formulier invullen om de voortgang van het project te rapporteren aan Net Brussel.

Aan het einde van het project moet een volledig activiteitenverslag worden ingediend. Dit verslag zal de door de gemeente voorgestelde evaluatiecriteria en resultaatindicatoren bevatten.

Bovendien moet een budget van ten minste 5% van het subsidiebedrag worden uitgetrokken voor de opvolging van deze evaluatiecriteria en resultaatindicatoren.

Artikel 5.4 - Communicatieaspecten

Alle documenten en mededelingen die in het kader van het project worden geproduceerd, moeten het logo van Net Brussel dragen. Ze bevatten ook de

vermelding "Met de steun van Net Brussel".

De aanwezigheid van het logo "Clean.Brussels" wordt ook gevraagd op deze documenten.

Artikel 6 - Begeleiding

Er wordt begeleiding voorzien om de gemeenten te helpen bij de uitrol van hun project. Elke gemeente die voor deze begeleiding in aanmerking wenst te komen, moet een aanvraag indienen bij de verantwoordelijke voor de Net Brussel.

Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen

Kosten die in aanmerking komen

De gesubsidieerde uitgaven moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- Ze zijn gegenereerd tijdens de subsidieperiode;
- Ze zijn daadwerkelijk door de begunstigde van de subsidie gemaakt;
- Zij moeten in de boekhouding zijn opgenomen en identificeerbaar en controleerbaar zijn.

In het kader van deze oproep tot projecten worden de volgende kosten gesubsidieerd:

Personeelskosten, onder de volgende voorwaarden:

- Maximaal 50 % van het totaalbudget van het ingediende project;
- De personeelskosten hebben geen betrekking op bestaand personeel; deze kosten kunnen alleen worden gebruikt voor de aanwerving van een nieuwe projectleider of voor externe ondersteuning. De volgende bewijsstukken worden gevraagd:

- Voor de aanwerving van een interne projectleider zal een reporting van de uitgevoerde activiteiten worden gevraagd (timesheet, ...);
- Voor het extern personeel moeten de kosten worden verantwoord aan de hand van de loonfiches of loonlijsten en een overzicht van de aan het project bestede uren.

Materieelkosten, waaronder de volgende kosten:

- Kosten voor de sortering van materialen en/of afval:
 - *De vuilnisbak restafval blijft de verantwoordelijkheid van de instelling, behalve die van een sorteereiland.
- Kosten voor communicatie en sensibilisering:
 - *Communicatiemateriaal. Bijvoorbeeld om mensen te herinneren aan de sorteerregels, zoals affiches, stickers, enz.
 - *Communicatiemiddelen om de aandacht te vestigen op de in het kader van het project gevoerde acties. Bijvoorbeeld: TV-spot, radiocampagne, huis-aan-huiscampagne, enz.
 - *Pedagogisch materiaal voor opleidingen

Kosten die buiten het toepassingsveld van deze oproep tot projecten vallen

Wij hanteren hiervoor een niet-uitputtende lijst, maar deze omvat alle overheadkosten die niet aan het project in het kader van deze oproep tot projecten kunnen worden toegewezen, namelijk:

- Overheadkosten voor kantoor- of IT-materieel;
- Verblijfskosten;

- Personeelskosten in verband met uren besteed aan intern overleg en voorbereiding en interne opvolging van het project;
- Btw die kan worden teruggevorderd, terugbetaald of gecompenseerd door de belastingdienst of op enige andere wijze. De btw-kosten komen dus alleen in aanmerking wanneer de eindbegunstigde deze kosten daadwerkelijk en definitief heeft gedragen;
- Kosten in verband met de ophaling en verwerking van afval.

Elke uitgave geboekt op een hierboven niet-toegelaten uitgavencategorie zal worden geweigerd.

Artikel 8 - Uitbetalingsmodaliteiten

§1. De subsidies zullen in 3 schijven worden uitbetaald:

- 50 %, in de vorm van een provisie, met het oog op het begin van de uitrol van de projecten (eind 2022)
- 25 % halverwege de uitrolperiode (eind 2023)
- 25 % aan het einde van de uitrolperiode (eind 2024)

§2. De eerste schijf wordt uitbetaald binnen 30 dagen na de kennisgeving van het subsidiebesluit.

§3. De tweede en derde schijf zullen worden uitbetaald na nazicht door het Gewestelijk Agentschap voor Nethed van de ontvankelijkheid van de door de gemeenten gemaakte kosten, overeenkomstig het reglement van de oproep tot projecten als bijlage bij deze overeenkomst.

Artikel 9 - Controle van de toekenning en van het gebruik van de subsidies

De begunstigden zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle alsook aan de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 81 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2022 bevat, wat impliceert dat:

- Elke subsidie moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze bestemd is.
- Elke begunstigde van een subsidie moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de subsidie erkent de begunstigde dat Net Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie, de begunstigde:
 - *die de toekennings- en gebruiksvoorwaarden van de subsidie niet naleeft;
 - * die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend;
 - *die de hierboven vermelde controle verhindert;
 - *die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt op basis van dezelfde bewijsstukken.
- Als de begunstigde de verantwoordingsstukken voor het gebruik van de ontvangen sommen in het kader van de subsidie niet overlegt, moet hij het niet-verantwoorde deel van het bedrag terugbetalen.
- De betaling van de subsidie kan worden opgeschort zolang de begunstigde, voor voorheen ontvangen vergelijkbare subsidies, de verantwoordingsstukken voor het gebruik van de ontvangen sommen niet overlegt of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende fondsen.
- De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel

van de subsidie.

Artikel 10 - Inwerkingtreding

Deze door de partijen ondertekende overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de kennisgeving van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst is toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme instructie, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 12 - Regeling van geschillen

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in samenspraak worden aangewezen.

Overeenkomstig artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Net Brussel in samenspraak met de gemeente overeenkomen om een scheidsrechter in te schakelen.

Indien de partijen beslissen om geen scheidsrechter in te schakelen of indien een van de partijen er niet akkoord mee gaat om een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn alleen de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Onderhavige overeenkomst wordt opgesteld opte
..... in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor Net Brussel, Voor de gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe,

F. FONTAINE, P. LAMBERT, O. MAINGAIN,
Algemeen Directeur Gemeentesecretaris Burgemeester

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van

de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Jean-François Thayer entre en séance / treedt in zitting.

Philippe Jaquemyns quitte la séance / verlaat de zitting.

Salla Saastamoinen quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

30.01.2023/A/0052 **Permis d'abattage de 57 arbres sur le site de Fluxys, chaussée de Stockel, pourquoi ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit au sujet du permis d'abattage de 57 arbres sur le site de Fluxys, chaussée de Stockel :

« Plus personne ne nie la nécessité de verdir les zones urbaines pour les rendre plus habitables et moins sensibles aux îlots de chaleur. A l'initiative du Collège, une « forêt urbaine » a même été plantée de l'autre côté de la vallée (avenue Marcel Thiry). Dans ce contexte, la conservation des arbres existants devrait être une priorité. J'ai été alerté par des habitants du quartier sur la présence d'un affichage sur le site de Fluxys, chaussée de Stockel. Qu'en est-il ?

- un dossier de demande de permis pour abattre 57 arbres a été déposé le 10 novembre 2022 ;
- il a été déclaré complet le 22 décembre, mais sur le site openpermits, le dossier est vide, on ne peut rien consulter ;
- une décision favorable a été prise dès le 22 décembre par urban.brussels.

Il n'y a pas eu d'enquête publique préalable à cette autorisation, Bruxelles Environnement n'a pas été consulté ni, à en croire le dossier, AUCUNE autre instance et les riverains encore moins, ce qui signifie qu'il n'y a eu aucune remise en question de cette intention d'abattage. On peut donc s'interroger sur les véritables intentions de Fluxys qui semble vouloir procéder à une véritable « coupe à blanc » sur ce terrain. Voici les questions que je poserai au Collège :

1. Les autorités communales ont-elles été informées préalablement au dépôt de la demande de permis et cette procédure accélérée est-elle la conséquence du « nouveau » CoBAT ?
2. Avez-vous questionné les autorités régionales sur cette précipitation de fin d'année et sur l'indisponibilité et le caractère lacunaire du dossier sur openpermits ?
3. Le gazoduc et la station de dégazage présents sur le site sont destinés à être abandonnés à court terme. Qu'est-ce qui justifie l'abattage sanitaire en urgence de ces 57 arbres et en quoi constituent-ils une menace pour le gazoduc alors que depuis des années, il n'y avait pas de problème ?
4. A présent qu'un permis a été délivré, quelles sont les possibilités de la

commune pour s'opposer à cet abattage ? Ne faut-il pas remettre en question la régularité de la procédure qui a conduit à la délivrance de ce permis ?

5. Pour la gestion du parc de Roodebeek et d'autres sites arborés de notre commune, le Collège a commandé une expertise à un véritable expert. L'envoi sur place d'un ou plusieurs techniciens communaux ne semble pas suffisant. Le Collège ne peut-il pas imposer une expertise sanitaire des arbres concernés en préalable à toute action d'abattage et prendre un arrêté d'interdiction à titre conservatoire ?
6. Dans la demande de permis, l'intention est citée de planter 9 chênes. Planter quelques chênes, c'est fort peu et cela peut traduire une intention de laisser le terrain sans arbres ou presque, les chênes ayant une croissance très lente... Est-ce acceptable ? Ne faudrait-il pas exiger de replanter arbre pour arbre en conservant les mêmes espèces ? Parmi les spécimens concernés, on trouve des pins noirs et des pins sylvestres pour autant que l'on puisse en juger de visu. Ils ne sont pas si communs à Woluwe-Saint-Lambert et certains individus de ce peuplement peuvent prétendre au titre « d'arbres remarquables » par leur âge, leur allure et leur envergure. Cela ne justifie-t-il pas de conserver cet îlot intact ?

Je vous remercie pour votre écoute et vos réponses à mes questions. Je veux quand même préciser que j'ai eu un dialogue par mail avec Mme l'échevine et que j'ai pu disposer du dossier. »

Mme DE VALKENEER donne la réponse suivante :

« Je vous remercie pour vos différentes questions. Le 10 novembre 2022, Fluxys a introduit une demande de permis d'urbanisme auprès d'URBAN (l'administration régionale de l'urbanisme) en vue d'abattre 57 arbres sur le site que Fluxys gère entre la chaussée de Stockel et la rue Konkel. Cette demande de permis se fonde d'une part sur la proximité de certains arbres avec les conduites de gaz qui sont encore en activité à ce jour et d'autre part sur un rapport phytosanitaire attestant du mauvais état de certains arbres qui sont présents sur la parcelle. Fluxys étant une personne morale de droit public, c'est URBAN qui est compétente pour statuer sur cette demande de permis d'urbanisme. C'est donc URBAN qui a géré l'instruction de cette demande. En l'état actuel, le CoBAT ne prévoit pas pour ce type de demande de permis d'urbanisme l'organisation d'une enquête publique et d'une commission de concertation. De même, le CoBAT ne prévoit pas l'obligation de consulter la commune dans le cadre de l'instruction de ce type de demande. C'est, selon nous, une faille de la réglementation et le Collège plaide pour que les demandes d'abattage d'arbres de grande ampleur telles que celle-ci soient automatiquement soumises aux mesures particulières de publicité et à l'avis de la commune. C'est donc sans avoir consulté la commune et les habitants qu'URBAN a délivré, le 22 décembre 2022, un permis d'urbanisme autorisant Fluxys à abattre 57 arbres sur son site. Le Collège a examiné avec attention le dossier qui était joint à la demande de permis d'abattage. Au terme de notre analyse, nous avons estimé que le dossier n'était pas suffisamment précis et complet pour apprécier le bien-fondé de cette demande de permis. En particulier, nous ne disposons pas d'assez d'informations concernant la proximité des arbres avec les installations qui sont gérées par Fluxys. Par conséquent, le Collège a décidé, en sa séance du 19 janvier 2023, d'introduire un recours devant le Gouvernement bruxellois contre ce permis d'abattage. Nous avons également sollicité Fluxys afin d'organiser une réunion d'information à destination des riverains du site Fluxys. Cette réunion, si Fluxys l'accepte, devrait se tenir dans les prochaines semaines. Comme vous pourrez le constater, le Collège doit une nouvelle fois pallier les lacunes de la réglementation régionale en organisant elle-même une séance d'information à destination de la population. Par rapport à la plateforme openpermits,

il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'une plateforme qui est entièrement gérée par la Région bruxelloise. La commune n'a pas accès à cette plateforme. Cette plateforme est uniquement destinée à la consultation en ligne des dossiers soumis à enquête publique. Dans la mesure où URBAN n'a pas mis ce dossier à l'enquête publique, il est logique que le dossier n'ait pas été mis en ligne sur openpermits. Enfin, je souhaite rappeler que le Collège fait preuve d'une vigilance extrême en cas d'abattage d'arbres. Ainsi, à titre d'exemple, nous nous sommes mobilisés lorsque la Région bruxelloise a autorisé l'abattage d'une cinquantaine d'arbres sur le site régional situé avenue de la Spiruline ou lorsque la Région a autorisé, à la demande de Bruxelles Mobilité, administration gérée par une ministre Ecolo-Groen, l'abattage de 243 arbres le long de l'E40. Plus largement, le Collège apparaît bien souvent comme le dernier gardien de la préservation des sites naturels lorsque les administrations régionales acceptent sans broncher le bétonnage de sites à haute valeur biologique. Dois-je ainsi rappeler que Bruxelles Environnement, géré par un ministre Ecolo, s'est prononcé favorablement quant à l'urbanisation du site de la Ferme aux oies ? »

M. VAN der AUWERA demande si le service de l'urbanisme pourrait prendre l'initiative d'envoyer gratuitement le dossier aux citoyens qui se sont mobilisés pour ce site.

Mme DE VALKENEER répond qu'URBAN a placé des affiches sur le site de Fluxys mais que celles-ci contenaient des informations inexactes et ont prêté à confusion, ce qui a été signalé à la direction d'URBAN qui s'est engagée à adapter ses affiches dans le futur pour reprendre les informations correctes. Elle fait remarquer que, suite à la délivrance du permis le 22 décembre 2022, la commune n'a reçu qu'un seul exemplaire du dossier de demande de permis et il a donc fallu jongler simultanément entre la nécessité de soumettre le dossier au Collège, la nécessité de garantir le droit de consultation du public ainsi que la nécessité de procéder au scannage du dossier pour communiquer copie électronique du dossier au public, raison pour laquelle la commune demande depuis des mois à URBAN de recevoir plusieurs copies des dossiers régionaux. Elle affirme que l'on a veillé à garantir au maximum le droit de consultation du dossier par le public et qu'aucune restriction n'a été apportée à ce droit de consultation. Elle ajoute que de nombreux riverains sont venus consulter gratuitement le dossier et ont pu bénéficier des explications techniques données par un des architectes du service. Elle précise que la consultation au guichet est gratuite mais que l'obtention de copies papier ou électroniques du dossier est, quant à elle, payante, comme c'est le cas dans toutes les communes. Elle rappelle qu'à Woluwe-Saint-Lambert, la redevance est arrêtée par un règlement-redevance voté en décembre 2022 et le prix est de 6 EUR/m², ce qui est inférieur aux tarifs pratiqués dans d'autres communes (par exemple, à Watermael-Boitsfort où c'est 7,70 EUR/m²). Elle attire l'attention sur le fait que l'on ne peut pas faire d'exception au règlement-redevance.

M. VAN der AUWERA objecte qu'il s'agit d'un cas différent de copies d'archives. Il fait remarquer qu'il y a une pétition d'habitants pour laquelle on est au-delà de 140 signatures et que des personnes ont fait la démarche de demander copie.

Mme DE VALKENEER répond que le règlement-redevance ne s'applique pas seulement aux archives et que des personnes ont demandé une copie et ont payé. Elle ajoute que l'on ne peut pas publier le dossier sur le site, sinon il faudrait le faire pour tous les dossiers. Elle précise que c'est pour cela que l'on a décidé d'organiser une séance d'information.

M. VAN der AUWERA fait remarquer que la station de dégazage est partie et que la demande introduite ne concerne qu'une petite partie du périmètre. Il demande si les

deux parcelles non concernées par la demande ne devraient pas y figurer.

Mme DE VALKENEER confirme qu'il y a des incohérences.

Vergunning voor het vellen van 57 bomen op de site van Fluxys, Stokkelse steenweg, waarom? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de vergunning voor het vellen van 57 bomen op het terrein van Fluxys aan de Stokkelsesteenweg:

"Niemand ontkent de noodzaak om stedelijke gebieden te vergroenen om ze leefbaarder te maken en minder gevoelig voor hitte-eilanden. Op initiatief van het College is er zelfs een "stadsbos" aangeplant aan de andere kant van de vallei (Marcel Thiryiaan). In dit verband moet het behoud van bestaande bomen een prioriteit zijn. Ik ben door buurtbewoners geattendeerd op de aanwezigheid van een bord op de Fluxys-site aan de Stokkelsesteenweg. Wat is de situatie?

- op 10 november 2022 is een vergunningaanvraag ingediend voor het vellen van 57 bomen;
- het is op 22 december volledig verklaard, maar op de website van openpermits is het dossier leeg en kan niets worden geraadpleegd;
- op 22 december heeft urban.brussels een positief besluit genomen.

Aan deze toestemming is geen openbaar onderzoek voorafgegaan, Brussel Milieu is niet geraadpleegd, noch, volgens het dossier, enige andere instantie, laat staan de omwonenden, wat betekent dat dit voornemen om de bomen te kappen niet ter discussie is gesteld. Dit roept vragen op over de ware bedoelingen van Fluxys, dat op deze grond een echte "clear cut" lijkt te willen uitvoeren. Mijn vragen aan het College luiden als volgt:

1. Zijn de gemeentelijke autoriteiten geïnformeerd voordat de vergunningsaanvraag werd ingediend en is deze versnelde procedure een gevolg van het "nieuwe" BWRO?
2. Hebt u de gewestelijke autoriteiten ondervraagd over deze haast aan het einde van het jaar en de onbeschikbaarheid en onvolledigheid van het dossier op openpermits?
3. De gasleiding en het ontgassingsstation op het terrein worden op korte termijn afgesloten. Wat is de rechtvaardiging voor de dringende sanitaire kap van deze 57 bomen en hoe vormen zij een bedreiging voor de pijpleiding terwijl er al jaren geen probleem is?
4. Welke mogelijkheden heeft de gemeente, nu er een vergunning is afgegeven, om zich tegen deze kap te verzetten? Moet de wettigheid van de procedure die tot de afgifte van de vergunning heeft geleid niet in twijfel worden getrokken?
5. Voor het beheer van het Roodebeekpark en andere boomlocaties in onze gemeente heeft het College een deskundigenadvies laten opstellen door een echte deskundige. Een of meer gemeentetechnici ter plaatse sturen lijkt niet voldoende. Kan het College geen gezondheidsbeoordeling van de betrokken bomen opleggen voordat er wordt gekapt en uit voorzorg een verbodsmaatregel uitvaardigen?
6. In de vergunningsaanvraag wordt melding gemaakt van het voornemen om 9 eiken te planten. Het planten van een paar eiken is erg weinig en kan wijzen op een voornemen om het land met weinig of geen bomen achter te laten, aangezien eiken erg langzaam groeien... Is dit acceptabel? Moet het niet

verplicht zijn boom voor boom te herplanten, met behoud van dezelfde soorten? Onder de betrokken exemplaren bevinden zich zwarte dennen en grove dennen, voor zover dit visueel kan worden beoordeeld. Ze zijn niet zo algemeen in Sint-Lambrechts-Woluwe en sommige exemplaren in deze standplaats kunnen aanspraak maken op de titel "opmerkelijke bomen" vanwege hun leeftijd, hun uiterlijk en hun grootte. Rechtvaardigt dit niet het intact houden van dit eiland?

Dank u voor uw aandacht en uw antwoorden op mijn vragen. Ik wil erop wijzen dat ik een dialoog per e-mail had met de schepen en dat ik inzage in het dossier had."

Mw. DE VALKENEER geeft het volgende antwoord:

"Dank u voor uw verschillende vragen. Op 10 november 2022 heeft Fluxys bij URBAN (de gewestelijke dienst voor ruimtelijke ordening) een aanvraag voor een bouwvergunning ingediend om 57 bomen te kappen op het terrein dat Fluxys beheert tussen de Stokkelsesteenweg en de Konkelstraat. De aanvraag is gebaseerd op de nabijheid van bepaalde bomen bij de gasleidingen die nu nog in gebruik zijn en op een fyto-sanitair rapport waaruit blijkt dat bepaalde bomen op het perceel in slechte staat verkeren. Aangezien Fluxys een publiekrechtelijke rechtspersoon is, is URBAN bevoegd om zich over deze vergunningsaanvraag uit te spreken. Daarom heeft URBAN de aanvraag behandeld. In zijn huidige vorm voorziet het BWRO niet in een openbaar onderzoek en een overlegcommissie voor dit soort bouwaanvragen. Het BWRO voorziet evenmin in de verplichting om de gemeente te raadplegen in het kader van het onderzoek van dit soort aanvragen. Naar onze mening is dit een maas in de regelgeving en het College pleit ervoor dat grootschalige kapaanvragen zoals deze automatisch worden onderworpen aan bijzondere publiciteitsmaatregelen en aan het advies van de gemeente. Op 22 december 2022 heeft URBAN aan Fluxys een bouwvergunning afgegeven om 57 bomen op zijn terrein te kappen zonder overleg met de gemeente en de bewoners. Het College heeft het dossier dat bij het verzoek om kapvergunning was gevoegd zorgvuldig bestudeerd. Na onze analyse hebben wij vastgesteld dat het dossier niet nauwkeurig en volledig genoeg was om de merites van deze vergunningsaanvraag te beoordelen. We beschikten met name niet over voldoende informatie over de nabijheid van de bomen tot de door Fluxys beheerde installaties. Bijgevolg heeft het College in zijn vergadering van 19 januari 2023 besloten bij de Brusselse Regering beroep aan te tekenen tegen deze kapvergunning. We hebben Fluxys ook gevraagd een informatievergadering te organiseren voor de omwonenden van de Fluxys-site. Als Fluxys ermee instemt, zou deze vergadering in de komende weken moeten plaatsvinden. Zoals u ziet, moet het College opnieuw de tekortkomingen van de gewestelijke verordeningen goedmaken door zelf een voorlichtingsbijeenkomst voor het publiek te organiseren. Wat het platform openpermits betreft, zij erop gewezen dat dit platform volledig door het Brussels Gewest wordt beheerd. De gemeente heeft geen toegang tot dit platform. Dit platform is uitsluitend bedoeld voor de online raadpleging van de dossiers die voor openbaar onderzoek zijn ingediend. Aangezien URBAN dit dossier niet aan het publiek heeft voorgelegd, is het logisch dat het dossier niet op openpermits online is gezet. Tot slot wil ik u eraan herinneren dat het College uiterst waakzaam is bij het kappen van bomen. Wij zijn bijvoorbeeld in actie gekomen toen het Brussels Gewest toestemming gaf voor het kappen van een vijftigtal bomen op de gewestelijke site aan de Spirulalaan of toen het Gewest op verzoek van Brussel Mobiliteit, een administratie onder leiding van een minister Ecolo-Groen, toestemming gaf voor het kappen van 243 bomen langs de E40. Meer in het algemeen lijkt het College vaak de laatste beschermer van het behoud van natuurgebieden te zijn, terwijl de gewestelijke overheden zonder aarzelen de betonning van gebieden van grote biologische waarde accepteren. Moet ik u eraan herinneren dat Leefmilieu Brussel, geleid door een Ecolo-

minister, zich heeft uitgesproken voor de verstedelijking van de site het Ganzenhof?"

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of de dienst stedenbouw het initiatief kan nemen om het dossier gratis toe te sturen aan de burgers die zich voor deze locatie hebben gemobiliseerd.

Mw. DE VALKENEER antwoordt dat URBAN op de site van Fluxys affiches heeft geplaatst, maar dat die onjuiste informatie bevatten en tot verwarring hebben geleid. Zij merkt op dat de gemeente na de afgifte van de vergunning op 22 december 2022 slechts één exemplaar van het vergunningsaanvraagdossier heeft ontvangen en dus tegelijkertijd moest jongleren met de noodzaak om het dossier aan het College voor te leggen, met de noodzaak om het recht op inspraak van het publiek te waarborgen en met de noodzaak om het dossier te scannen teneinde een elektronische kopie van het dossier aan het publiek mee te delen; daarom verzoekt de gemeente URBAN al maanden om meerdere exemplaren van de gewestelijke dossiers te ontvangen. Zij verklaart dat het recht van het publiek op raadpleging van het dossier zoveel mogelijk is gewaarborgd en dat dit recht op raadpleging niet is beperkt. Zij voegt eraan toe dat veel buurtbewoners het dossier gratis kwamen raadplegen en konden profiteren van de technische uitleg van een van de architecten van de dienst. Zij preciseert dat raadpleging aan het loket gratis is, maar dat voor het verkrijgen van papieren of elektronische kopieën van het dossier kosten in rekening worden gebracht, zoals in alle gemeenten het geval is. Zij herinnert de vergadering eraan dat het tarief in Sint-Lambrechts-Woluwe is vastgesteld bij een in december 2022 aangenomen retributiereglement en dat het tarief 6 EUR/m² bedraagt, wat lager is dan de tarieven in andere gemeenten (bijvoorbeeld in Watermaal-Bosvoorde, waar het 7,70 EUR/m² bedraagt). Zij wijst erop dat op het retributiereglement geen uitzonderingen kunnen worden gemaakt.

Dhr. VAN der AUWERA werpt tegen dat het hier om een ander geval dan archiefkopieën gaat. Hij wijst erop dat er een petitie van bewoners is met meer dan 140 handtekeningen en dat mensen de stap hebben genomen om kopieën aan te vragen.

Mw. DE VALKENEER antwoordt dat het retributiereglement niet alleen voor archieven geldt en dat mensen een exemplaar hebben aangevraagd en betaald. Zij voegt daaraan toe dat het dossier niet op de website kan worden gepubliceerd, anders zou dat voor alle dossiers gedaan moeten worden. Zij zegt dat daarom is besloten een informatiebijeenkomst te organiseren.

Dhr. VAN der AUWERA wijst erop dat het ontgassingsstation er niet langer is en dat het ingediende verzoek slechts een klein deel van de perimeter betreft. Hij vraagt of de twee percelen waarop de aanvraag geen betrekking heeft, niet moeten worden opgenomen.

Mw. DE VALKENEER bevestigt dat er tegenstrijdigheden zijn.

Michèle Nahum quitte la séance / verlaat de zitting.

Michaël Loriaux quitte la séance / verlaat de zitting.

**Quelle destination pour le bâtiment rue de la Charrette (anciennement CHSM) ?
(M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant la destination du bâtiment rue de la Charrette, anciennement CHSM :

« Nous ne pouvons que regretter qu'un bâtiment qui n'est pas si ancien et servait autrefois à du logement pour des personnes porteuses de handicap soit ainsi laissé à l'abandon depuis 5 ans environ alors que sa structure est saine. Il y a plusieurs mois, je vous avais interrogés sur sa destination suite à plusieurs cas de squat et une visite accompagnée que j'avais effectuée sur place. Il m'avait été répondu qu'une utilisation possible se dessinait mais qu'il était trop tôt pour en parler. Le sujet est d'autant plus interpellant alors qu'à Schaerbeek, les services du Ministre-Président de la Région ont annoncé l'ouverture d'un nouveau centre d'hébergement pour des familles sans-abri. Le Gouvernement bruxellois a rénové et transformé un ancien commissariat de police en un nouveau centre d'hébergement pour familles sans-abri. Ce bâtiment fait près de 2.500 m² et les travaux ont débuté en mars 2021, pour s'achever en octobre 2022 avec un coût total de 4,9 millions d'euros. Ce projet est le fruit d'une collaboration entre 4 parties : la Région de Bruxelles-Capitale, le Samusocial, la COCOM et la commune de Schaerbeek, à travers son CPAS. Ce bâtiment comporte 28 chambres de 1 à 4 places permettant ainsi d'accueillir jusqu'à 89 personnes. Après plus d'un an de rénovation, il est désormais complètement équipé de sanitaires, d'une cuisine avec un grand réfectoire, d'une bibliothèque, d'une infirmerie, d'une buanderie ainsi que d'autres espaces dont des bureaux administratifs. Si l'on compare avec le bâtiment de la rue de la Charrette qui fait 1.500 m² environ, pour un même usage, on pourrait y loger environ 53 personnes dans 17 chambres. Ce n'est qu'une estimation bien sûr mais cela démontre qu'il est possible, après 1 ou 2 ans de travaux, de disposer d'un outil qui répond aux enjeux vitaux de la Région bruxelloise. Voici les questions que je poserai au Collège :

1. Aujourd'hui, pouvez-vous nous en dire plus sur votre projet ?
2. La commune a-t-elle des contacts avec les autorités régionales, le Samusocial et/ou la COCOM pour la mise à disposition de ce bâtiment pour lequel la commune elle-même n'a pas d'usage ? »

M. MAINGAIN répond que Woluwe-Saint-Lambert connaît, comme d'autres communes, l'expulsion de locataires et, que vu le volume de biens à conserver, ce bâtiment a été affecté à accueillir des biens de personnes expulsées. Il annonce que le CPAS a pour ce bâtiment un projet de centre d'hébergement de personnes handicapées âgées. Il attire l'attention sur le fait qu'il y a un manque criant de ce type d'hébergement en Région bruxelloise. Il signale que le Collège, au mois d'août 2022, a marqué un accord de principe pour « *constituer un droit d'emphytéose sur les parcelles cadastrales 3DIV d21p2 et 21r2 au bénéfice du CPAS de la commune, et ce afin de construire un Centre d'Hébergement pour Personnes Handicapées Agées (CHPHA). La durée du droit sera fixée à 35 années.* » Il ajoute que la rédaction de la convention d'emphytéose est en cours et que celle-ci devrait être présentée au Conseil communal de février ou de mars au plus tard. Il fait remarquer qu'il s'agit là d'un autre projet innovant que mène le CPAS de Woluwe-Saint-Lambert pour l'hébergement de personnes fragilisées. Il précise que la COCOM subsidie le projet et qu'à terme, ce seront quelque 20 places qui seront créées. Il estime le délai d'ouverture du centre au premier trimestre 2027 mais invite à la prudence à cet égard.

Mme HENRY précise que le CPAS a déjà reçu la promesse de subsides et lancé le cahier des charges pour le marché d'architecture et que le Conseil de l'Action sociale

va prochainement examiner les 5 candidatures reçues pour le projet d'architecture. Elle signale qu'il y a l'obligation de mettre les lieux en exploitation en 2017 (à la base, c'était 2016 mais un délai supplémentaire a été demandé en raison du Covid).

M. VAN der AUWERA demande s'il s'agira d'une rénovation de bâtiment.

M. MAINGAIN répond que ce sera une démolition-reconstruction.

M. VAN der AUWERA demande de quelle année date ce bâtiment.

M. MAINGAIN répond qu'il s'agit d'un bâtiment des années 70 qui, dès son origine, présentait quelques lacunes et que le coût d'une rénovation serait plus élevé que celui de la démolition-reconstruction. Il ajoute que c'est un bâtiment peu fonctionnel et qu'avec le pouvoir subsidiant, on a évalué qu'il valait mieux reconstruire un bâtiment aux normes actuelles.

Welke bestemming voor het gebouw gelegen in de Karresstraat (voordien CHSM)? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de bestemming van het gebouw in de Karrestraat, voorheen de CHSM:

"We kunnen alleen maar betreuren dat een gebouw dat niet zo oud is en dat vroeger werd gebruikt voor de huisvesting van gehandicapten, al ongeveer 5 jaar verlaten is, hoewel de structuur ervan gezond is. Enkele maanden geleden heb ik u gevraagd naar de bestemming ervan, naar aanleiding van verschillende gevallen van kraken en een begeleid bezoek dat ik ter plaatse bracht. Mij werd verteld dat er een mogelijk gebruik aan het ontstaan was, maar dat het te vroeg was om erover te praten. Dit onderwerp is des te interessanter nu de diensten van de minister-president van het Gewest in Schaarbeek de opening van een nieuw opvangcentrum voor dakloze gezinnen hebben aangekondigd. De Brusselse Regering heeft een voormalig politiebureau gerenoveerd en omgebouwd tot een nieuwe opvang voor dakloze gezinnen. Het gebouw is ongeveer 2.500 m² groot en de werken startten in maart 2021 en moeten in oktober 2022 voltooid zijn voor een totaalbedrag van 4,9 miljoen euro. Dit project is het resultaat van een samenwerking tussen 4 partijen: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Samusocial, COCOM en de gemeente Schaarbeek, via haar OCMW. Dit gebouw heeft 28 kamers met 1 tot 4 plaatsen, die tot 89 personen kunnen herbergen. Na meer dan een jaar renovatie is het nu volledig uitgerust met sanitaire voorzieningen, een keuken met een grote refter, een bibliotheek, een ziekenboeg, een wasruimte en andere ruimten, waaronder administratieve kantoren. In vergelijking met het gebouw aan de Karrestraat, dat ongeveer 1.500 m² groot is, zou het ongeveer 53 personen in 17 kamers kunnen huisvesten. Dit is natuurlijk maar een schatting, maar het toont aan dat het mogelijk is om na 1 of 2 jaar werk te beschikken over een instrument dat voldoet aan de essentiële behoeften van het Brussels Gewest. Dit zijn de vragen die ik aan het College zal stellen:

1. Kunt u ons vandaag meer vertellen over uw project?
2. Heeft de gemeente contacten met de gewestelijke autoriteiten, de Samusocial en/of de COCOM voor de terbeschikkingstelling van dit gebouw dat de gemeente zelf niet nodig heeft?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat Sint-Lambrechts-Woluwe, net als andere gemeenten, te maken heeft met de uitzetting van huurders en dat, gezien het volume goederen dat

bewaard moeten blijven, dit gebouw is toegewezen om goederen van uitgezette personen op te vangen. Hij kondigt aan dat het OCMW een project heeft voor dit gebouw om oudere gehandicapten te huisvesten. Hij vestigt er de aandacht op dat er in het Brusselse Gewest een schreeuwend tekort is aan dit soort accommodatie. Hij wijst erop dat het College in augustus 2022 in principe heeft ingestemd met *het verlenen van een erfpacht op de kadastrale percelen 3DIV d21p2 en 21r2 aan het OCMW van de gemeente voor de bouw van een opvangcentrum voor ouderen met een handicap. De duur van het recht wordt vastgesteld op 35 jaar.* Hij voegt eraan toe dat het opstellen van de erfpachtovereenkomst aan de gang is en dat deze uiterlijk in februari of maart aan de Gemeenteraad moet worden voorgelegd. Hij wijst erop dat dit een ander innoverend project is dat het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe uitvoert voor de opvang van kwetsbare personen. Hij preciseert dat de COCOM het project subsidieert en dat er op termijn ongeveer 20 plaatsen zullen worden gecreëerd. Hij schat de termijn voor de opening van het centrum op het eerste kwartaal van 2027, maar maant tot voorzichtigheid.

Mw. HENRY zegt dat het OCMW reeds de subsidietoezegging heeft ontvangen en het bestek voor het architectencontract heeft gelanceerd en dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn binnenkort de 5 ontvangen kandidaturen voor het architectenproject zal onderzoeken. Zij wijst erop dat er een verplichting is om het pand in 2017 in gebruik te nemen (oorspronkelijk was dat 2016, maar er is uitstel gevraagd vanwege Covid).

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of het om een verbouwing gaat.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het om een sloop-heropbouw gaat.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt hoe oud dit gebouw is.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het gaat om een gebouw uit de jaren zeventig dat vanaf het begin een aantal gebreken vertoont en dat de kosten van renovatie hoger zouden zijn dan die van sloop-heropbouw. Hij voegt eraan toe dat het niet erg functioneel is en dat met de subsidiërende overheid besloten is dat het beter is een gebouw te heropbouwen, dat aan de huidige normen voldoet.

Michèle Nahum entre en séance / treedt in zitting.

Philippe Jacquemyns entre en séance / treedt in zitting.

Michaël Loriaux entre en séance / treedt in zitting.

30.01.2023/A/0054 **Quel est l'impact de la suppression des repas à domicile pour les seniors ? (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant l'impact de la suppression des repas à domicile pour les seniors :

« Notre commune s'est distinguée depuis des années par la mise en place de services d'aide au maintien à domicile des seniors dont l'autonomie s'est réduite. Un de ces services était la distribution de repas à domicile, froids ou chauds selon leur choix. En avril dernier, la convention arrivait à échéance et le Collège avait choisi de confier le service à Wolu-Facilities. Cette ASBL prenait en charge l'élaboration des repas des seniors dans les cuisines du CPAS. Ecolo a bien sûr soutenu cette initiative. Malheureusement ce partenariat n'a duré que quelques mois. Lors du Conseil communal de novembre, j'ai interpellé le Collège sur la poursuite de cette convention

alors que celle-ci semblait remise en cause par le CPAS. Dans ses réponses, le Collège s'est voulu rassurant, indiquant que des « solutions » étaient en vue. En décembre, lors de l'examen du budget du CPAS, Madame la présidente du CPAS nous a répondu que la suppression du service allait procurer une économie de 219.000 EUR au CPAS. Nous sommes à présent en janvier et le service est déjà supprimé ! Dans une interview donnée par la présidente à BX1, nous avons entendu ce qui est finalement l'expression d'une politique assumée : ce ne serait pas le rôle d'un service public d'apporter des repas à domicile. Nous ne partageons bien entendu pas cette vision quand il s'agit de personnes vulnérables qui souhaitent et ont besoin d'assistance dans leur maintien à domicile. Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. Dans vos réponses en novembre, le chiffre de 3.400 repas mensuels avait été cité. Pouvez-vous nous préciser le nombre de personnes impactées par votre décision ?
2. Si le coût des repas était un obstacle, pourquoi ne pas avoir proposé une légère augmentation ?
3. Avez-vous réalisé une étude comparative de l'augmentation moyenne du prix unitaire que ces personnes allaient devoir supporter à présent pour la livraison de leurs repas à domicile?
4. Si l'économie au CPAS est de 219.000 EUR, à combien se monte l'économie pour le budget communal et quels en sont les différents postes : véhicules, personnel... ?
5. Comment avez-vous prévu d'identifier et d'aider concrètement les personnes qui seront en vraies difficultés suite à votre décision (difficultés à choisir un prestataire, augmentation de prix trop importante...) ? Comment allez-vous les aider ?
6. Quelles sont les autres économies que vous avez prévu de mettre en œuvre dans le domaine social et qui sont susceptibles d'impacter les mêmes personnes (service transport, autres...) ? »

M. MAINGAIN remercie Mme BORDES CASTELLS pour ses questions qui vont lui permettre de préciser certains éléments et de rectifier des informations erronées. Il répond que ce service, au départ novateur, a été conçu à une époque (1990) où il n'y avait pas d'offre équivalente sur le marché. Il explique que, pendant longtemps, cette livraison de repas se faisait par une ASBL mais que celle-ci n'assumait pas tous les coûts, les coûts de personnel étant pris en charge par la commune et que le bénéficiaire n'assumait pas non plus la totalité du coût mais seulement le coût de production du repas. Il ajoute que l'activité a été reprise par la commune à la dissolution de cette ASBL et qu'un contrat a été conclu avec le CPAS. Il précise que l'estimation du coût d'un repas par le CPAS s'élève à 18 EUR et que le même exercice réalisé par l'administration communale aboutit ± au même montant. Il en déduit que l'on a, pendant des années, subsidié le coût des repas à domicile. Il signale que le CPAS a accepté d'assumer la jonction jusqu'à la fin de l'année civile mais qu'un avis juridique a mis en évidence que la TVA s'applique à ce type de service, ce qui implique que d'autres services assurés par le CPAS allaient également devoir être soumis au régime de la TVA parce qu'on ne peut pas appliquer le régime de la TVA partiellement. Il fait remarquer que c'était très pénalisant pour les bénéficiaires d'autres services du CPAS et que celui-ci a donc décidé d'arrêter la production des repas à domicile car il ne souhaitait pas entrer dans le régime de la TVA. Il ajoute qu'après une réflexion sur le principe, dans une optique de bonne gestion financière, la livraison par d'autres opérateurs a été envisagée. Il reconnaît que c'est toujours très délicat sur le plan humain de changer les habitudes des personnes. Il assure néanmoins que tout a été mis en œuvre pour que ce type de service soit poursuivi par d'autres

prestataires. Ainsi, des traiteurs proposent ce type de service, à un coût certes plus élevé mais souvent abordable. Contact a également été pris avec un prestataire de service, l'ASBL CSD, qui assure, tous frais compris, un service de repas à domicile pour 7,50 EUR. Il explique ces coûts moindres par le nombre de repas produits par jour et des barèmes différents pour le personnel. Quant à la piste des Cuisines Bruxelloises, il fait remarquer qu'elle n'a pas été suivie car il faudrait que la commune et le CPAS y adhèrent tous les deux avec comme exigence que 90 % des repas dans les cantines scolaires soient fournis par les Cuisines Bruxelloises. Il souligne que le Collège a décidé de ne pas continuer à assumer une dépense excessive alors qu'il y avait une offre de service satisfaisante des secteurs privé et associatif. Il précise que 157 personnes étaient desservies par le service communal des repas à domicile et que le service a accompagné ces personnes dans leur recherche d'un autre prestataire : un courrier a été envoyé et les assistantes sociales ont téléphoné à tous les bénéficiaires pour les informer. Il ajoute que les personnes peuvent bénéficier d'une aide sociale du CPAS si elles ont des revenus insuffisants pour assumer les 7,50 EUR/repas mais qu'il y avait aussi des personnes avec de très bons revenus qui bénéficiaient de ce service. Il estime que les missions sociales d'une commune ou d'un CPAS consistent à assumer des services qui n'existent pas ailleurs. Il cite l'exemple du centre de court séjour comme mission qui revient bien au CPAS car on ne trouve pas d'équivalent dans le secteur privé à un prix raisonnable. Il soutient que quand il y a une offre suffisante émanant du secteur associatif ou privé, il n'y a pas de raison d'assumer le service au niveau communal. Il constate que le profil des résidents évolue dans les maisons de repos, la dépendance apparaissant chez des personnes de plus en plus âgées, avec l'exigence d'avoir un autre encadrement car les besoins deviennent plus spécifiques. Il considère que le rôle de la commune est de devenir le bon conseiller pour que les personnes trouvent le bon service correspondant à leur profil et non d'assumer elle-même tous les services. Il affirme que c'est une réflexion qui se poursuivra dans les années à venir.

Mme BORDES CASTELLS demande si les personnes qui ne s'en sortent pas avec ce changement doivent demander de l'aide.

M. MAINGAIN répond que les assistantes sociales sont en contact avec ces personnes, qu'elles les accompagnent dans leurs démarches et les orientent vers le CPAS pour une aide financière si nécessaire.

**Wat is het gevolg van de afschaffing van de maaltijden aan huis voor senioren?
(Mw. BORDES CASTELLS)**

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de gevolgen van de afschaffing van de maaltijden aan huis voor senioren:

"Onze gemeente onderscheidt zich al jaren door diensten op te zetten om senioren die minder zelfstandig zijn geworden te helpen thuis te blijven wonen. Een van deze diensten was de verstrekking van maaltijden aan huis, koud of warm, naar keuze. Afgelopen april liep de overeenkomst af en koos het College ervoor de dienst toe te vertrouwen aan Wolu-Facilities. Deze vzw was belast met het bereiden van maaltijden voor senioren in de OCMW-keukens. Ecolo steunde dit initiatief uiteraard. Helaas duurde dit partnerschap maar een paar maanden. Tijdens de Gemeenteraadszitting van november heb ik het College geïnterpelleerd over de voortzetting van deze overeenkomst, aangezien deze door het OCMW in twijfel leek te worden getrokken. In zijn antwoorden was het College geruststellend en gaf het aan dat "oplossingen" in zicht waren. In december, tijdens de behandeling van de begroting van het OCMW, antwoordde de voorzitter van het OCMW dat de afschaffing van de dienst een

besparing van 219.000 EUR voor het OCMW zou opleveren. Het is nu januari en de dienst is al afgeschaft! In een interview dat de voorzitter aan BX1 gaf, hoorden we wat uiteindelijk de uitdrukking is van een verondersteld beleid: het zou niet de rol van een openbare dienst zijn om maaltijden aan huis te verstrekken. Wij delen deze mening natuurlijk niet als het gaat om kwetsbare mensen die hulp willen en nodig hebben bij het thuis blijven wonen. Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. In uw antwoorden van november werd het cijfer van 3.400 maandelijks maaltijden genoemd. Kunt u ons vertellen hoeveel mensen door uw besluit worden getroffen?
2. Als de kosten van de maaltijden een obstakel waren, waarom stelde u dan geen kleine verhoging voor?
3. Hebt u een vergelijkende studie gemaakt van de gemiddelde verhoging van de eenheidsprijs die deze mensen nu zouden moeten betalen voor de levering van hun maaltijden aan huis?
4. Als de besparing voor het OCMW 219.000 EUR bedraagt, hoeveel is dan de besparing voor de gemeentebegroting en wat zijn de verschillende posten: voertuigen, personeel, enz.?
5. Hoe denkt u concrete hulp te bieden aan mensen die als gevolg van uw besluit in reële moeilijkheden komen (moeilijkheden bij het kiezen van een dienstverlener, buitensporige prijsverhogingen, enz.)? Hoe gaat u hen helpen?
6. Welke andere besparingen denkt u op sociaal gebied door te voeren die waarschijnlijk dezelfde mensen treffen (vervoersdienst, anderen, enz.)?"

Dhr. MAINGAIN dankt mw. BORDES CASTELLS voor haar vragen, die hem in staat stellen bepaalde punten te verduidelijken en foutieve informatie te corrigeren. Hij antwoordt dat deze dienst, die aanvankelijk vernieuwend was, werd ontworpen op een moment (1990) dat er geen gelijkwaardig aanbod op de markt was. Hij legt uit dat deze maaltijdbezorging lange tijd door een vzw werd verzorgd, maar dat de vzw niet alle kosten op zich nam, aangezien de personeelskosten door de gemeente werden gedekt, en dat de begunstigde ook niet alle kosten op zich nam, maar alleen de kosten voor het bereiden van de maaltijd. Hij voegt eraan toe dat de activiteit door de gemeente werd overgenomen toen de vzw werd ontbonden en dat een overeenkomst werd gesloten met het OCMW. Hij preciseert dat de raming van de kosten van een maaltijd door het OCMW 18 EUR bedraagt en dat dezelfde oefening van het gemeentebestuur ± hetzelfde bedrag oplevert. Hij concludeert dat de kosten van de maaltijden aan huis jarenlang werden gesubsidieerd. Hij wijst erop dat het OCMW had ingestemd met de overname van de aansluiting tot het einde van het kalenderjaar, maar dat uit een juridisch advies was gebleken dat op dit soort dienst btw van toepassing is, wat ook betekent dat op andere door het OCMW geleverde diensten btw moet worden geheven omdat het btw-stelsel niet gedeeltelijk kan worden toegepast. Hij wijst erop dat dit zeer nadelig is voor de begunstigten van andere OCMW-diensten en dat het OCMW daarom heeft besloten de productie van "maaltijden aan huis" stop te zetten omdat het niet in de btw-stelsel wil stappen. Hij voegt eraan toe dat na beraad over het beginsel, in het belang van een goed financieel beheer, levering door andere exploitanten werd overwogen. Hij erkent dat het op menselijk niveau altijd zeer delicaat is om de gewoonten van mensen te veranderen. Toch verzekert hij dat alles in het werk is gesteld om ervoor te zorgen dat dit soort dienst door andere leveranciers wordt voortgezet. Zo bieden cateraars dit soort diensten aan, tegen een weliswaar hogere maar vaak betaalbare prijs. Contact is ook gelegd met een dienstverlener, de vzw CSD, die een volledige thuismaaltijd aanbiedt voor 7,50 EUR. Hij legt uit dat de lagere kosten het gevolg zijn van het aantal maaltijden dat per dag wordt geproduceerd en de verschillende barema's voor het personeel. Wat de

"Cuisines Bruxelloises" betreft, wijst hij erop dat daaraan geen gevolg is gegeven omdat zowel de gemeente als het OCMW zouden moeten toetreden onder de voorwaarde dat 90 % van de maaltijden in de schoolkantines door de "Cuisines Bruxelloises" zouden worden geleverd. Hij benadrukt dat het College heeft besloten geen buitensporige kosten te blijven maken wanneer er een bevredigend dienstenaanbod van de particuliere en verenigingssector bestaat. Hij preciseert dat 157 mensen werden bediend door de gemeentelijke dienst voor maaltijden aan huis en dat de dienst deze mensen begeleidde in hun zoektocht naar een nieuwe leverancier: er werd een brief gestuurd en de maatschappelijk werkers belden alle begunstigden om hen te informeren. Hij voegt eraan toe dat mensen sociale bijstand van het OCMW kunnen krijgen als hun inkomen ontoereikend is om de 7,50 EUR per maaltijd te betalen, maar dat er ook mensen zijn met zeer goede inkomens die van deze dienst gebruik maken. Volgens hem bestaan de sociale opdrachten van een gemeente of een OCMW uit het verlenen van diensten die elders niet bestaan. Hij noemt het voorbeeld van het centrum voor kort verblijf als een taak die aan het OCMW toekomt omdat er in de particuliere sector geen equivalent bestaat tegen een redelijke prijs. Hij stelt dat wanneer er voldoende aanbod is vanuit de particuliere of verenigingssector, er geen reden is om de dienst op gemeentelijk niveau over te nemen. Hij merkt op dat het profiel van de bewoners in rusthuizen verandert, waarbij afhankelijkheid zich voordoet bij steeds oudere mensen, met de behoefte aan ander toezicht naarmate de behoeften specifiekere worden. Hij vindt dat de rol van de gemeente erin bestaat de goede adviseur te worden, zodat de mensen de juiste dienst vinden die overeenstemt met hun profiel, en niet om alle diensten zelf op zich te nemen. Hij zegt dat dit een reflectie is die de komende jaren zal worden voortgezet.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt of mensen die deze verandering niet aankunnen, hulp moeten vragen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de maatschappelijk werkers in contact staan met deze mensen, dat zij hen begeleiden in hun stappen en hen eventueel doorverwijzen naar het OCMW voor financiële hulp.

Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.

30.01.2023/A/0055 **Begraafplaats Laatste Rustlaan. (Dhr. DE SMUL)**

Dhr. DE SMUL interpelleert het College als volgt in verband met de begraafplaats Laatste Rustlaan:

"In 1971 schakelde een nationale wet de eeuwige concessies gelijk aan vijftigjarige concessies. Het was een manier om plaats te creëren op begraafplaatsen die neigden vol te raken. Nu zijn er op de begraafplaats van de Laatste Rustlaan bordjes geplaatst bij een aantal graven dat de concessie verloopt. Indien niemand een verlenging aanvraagt, kan de gemeente deze graven ruimen. Bij de bedreigde zerken zijn er stille getuigen van lokale persoonlijkheden die veel betekend hebben voor de gemeente en er ook een straatnaam hebben maar ook, en niet het minst bedroevend, concessies van oud-strijders of gesneuvelden uit WO I en WO II. Deze bedreigde zerken worden aangenomen een deel te zijn van ons lokale patrimonium waarover het Brussels Gewest in 2018 blijkbaar een richtlijn decreeteerde waarin de gemeenten verplicht zijn om "graven met een plaatselijk historisch belang" te inventariseren. Kan u mij zeggen wat het uiteindelijke doel is van de ontruiming van een gedeelte van de begraafplaats. Vol raken kan de begraafplaats van de Laatste Rustlaan toch niet meer vermits er reeds een vijftigtal jaren niet meer begraven wordt. Zou het niet beter zijn:

1. de gesneuvelden en oud-strijders te eren door hun zerken te onderhouden in plaats van ze te ruimen?
2. de zerken van lokale persoonlijkheden te inventariseren als lokaal patrimonium en ze te beschermen?"

Mw. DESTREE-LAURENT geeft het volgende antwoord:

"Voor bepaalde concessies die vóór 1971 zijn verleend onder de eeuwigdurende regeling (die is afgeschaft) en die nu zijn afgelopen, is een affiche aangebracht zodat iedere belangstellende een gratis verlenging voor vijftig jaar kan aanvragen. Onder belanghebbende wordt verstaan de familie, maar ook niet-verwanten, of zelfs overheden of verenigingen zoals de Commissie voor Monumenten en Landschappen, een bureau voor toerisme of een archeologische kring. Twee categorieën vallen niet onder de ontmanteling:

1. opmerkelijke graven: in 2015 liet de gemeente een onafhankelijk studie bureau de graven op het oude kerkhof inventariseren. Hierbij werden de erfgoedaspecten van elk graf beoordeeld, rekening houdend met esthetische, historische en technische criteria om tot een classificatie te komen. De graven kregen het equivalent van een cijfer tussen 1 en 8, afhankelijk van hun belang voor het erfgoed. In het in 2022 door de dienst beheer van de groene ruimtes voorgestelde inrichtingsplan voor het park werden de graven van 8/8 tot 6/8 gehandhaafd, d.w.z. 30 graven. De dienst promotie van het patrimonium had toen in haar advies geadviseerd om een aantal graven die de net lagere waardering van 5/8 hadden gekregen te behouden, waardoor het aantal behouden graven op 44 kwam.
De ordonnantie van 29 november 2018 voorziet in een verplichting om een lijst van graven van lokaal historisch belang op te stellen. Een toekomstig Regeringsbesluit zal de details vastleggen. Volgens dezelfde ordonnantie moet de gemeente deze graven gedurende dertig jaar bewaren en onderhouden als de families dat niet doen.
2. De ereperken van de oud-strijders blijven behouden en zullen door de gemeente worden gerenoveerd en onderhouden.

De huidige ontmanteling heeft tot doel de eeuwige concessies die niet in deze twee categorieën vallen, kosteloos en volgens de wensen van de families te vernieuwen en biedt tevens de gelegenheid hen op de hoogte te stellen van de staat van het monument. Als het monument in slechte staat blijkt te zijn, zal het gemeentebestuur de verlenging van de concessie niet weigeren, maar de rechthebbenden verzoeken er bijzondere zorg aan te besteden of het zelfs te herstellen. Bij gebrek aan onderhoud kan de gemeente besluiten de concessie te beëindigen.

Welk project voor de oude begraafplaats? Ik baseer me hier op een nota van mijn collega Philippe JAQUEMYS.

De gemeente heeft een project om de oude begraafplaats te renoveren door een evolutionaire ontwikkeling naar een begraafplaats/park dat toegankelijk is vanaf de Dapperenlaan en de Laatste Rustlaan. Dit project begraafplaats/park is voorgesteld en goedgekeurd door de omwonenden. Voor de geplande werkzaamheden is een stedenbouwkundige vergunning nodig. In de komende maanden zal een stedenbouwkundig attest worden aangevraagd bij urban.brussels voor de goedkeuring van het richtplan van aanleg. Dit plan is in juli 2022 door het College goedgekeurd."

Dhr. DE SMUL vraagt of de graven van de veteranen en slachtoffers van de Eerste en Tweede Wereldoorlog worden bewaard.

Mw. DESTREE-LAURENT antwoordt dat dit inderdaad het geval is, dat zij niet door

de ontmanteling worden getroffen.

Cimetière avenue du Dernier Repos. (M. DE SMUL)

M. DE SMUL interpelle le Collège comme suit concernant le cimetière avenue du Dernier Repos :

« En 1971, une loi nationale a transformé les concessions à perpétuité en concessions de 50 ans. C'était une manière de créer de la place dans les cimetières qui avaient tendance à se remplir. Maintenant, des petits panneaux ont été placés près de certaines sépultures au cimetière de l'avenue du Dernier Repos, annonçant que la concession vient à expiration. Si personne ne demande une prolongation, la commune peut enlever ces tombes. Parmi les tombes menacées, il y a des témoins silencieux de personnalités locales qui ont représenté beaucoup pour la commune et qui y ont aussi un nom de rue mais aussi, et ce n'est pas le moins regrettable, des concessions d'anciens combattants ou victimes des Première et Seconde Guerres Mondiales. Ces tombes menacées sont admises comme étant une partie de notre patrimoine local au sujet duquel la Région bruxelloise a apparemment édicté une directive en 2018 selon laquelle les communes sont tenues d'inventorier les « sépultures d'importance historique locale ». Pouvez-vous me dire quel est le but final de l'évacuation d'une partie du cimetière. Le cimetière de l'avenue du Dernier Repos ne peut tout de même pas se remplir puisqu'on n'y a plus enterré depuis une cinquantaine d'années déjà. Ne serait-il pas mieux :

1. d'honorer les victimes et anciens combattants en entretenant leurs tombes au lieu de les enlever ?
2. de répertorier les tombes des personnalités locales comme patrimoine local et de les protéger ? »

Mme DESTREE-LAURENT donne la réponse suivante :

« Un affichage a été apposé devant certaines concessions qui avaient été accordées avant 1971 sous le régime de la perpétuité (qui a été abrogé) et sont actuellement échues, afin de permettre à toute personne intéressée de demander une reconduction gratuite pour cinquante ans. On entend par toute personne intéressée la famille mais également des non-apparentés, voire des administrations ou des associations tels la Commission des Monuments et Sites, un syndicat d'initiative ou un cercle d'archéologie. Deux catégories ne sont pas visées par la désaffectation :

1. Les tombes remarquables : la commune a fait réaliser en 2015 l'inventaire des tombes de l'ancien cimetière par un bureau d'études indépendant. Il s'agit d'une évaluation des aspects patrimoniaux de chaque sépulture en prenant en compte des critères esthétiques, historiques et techniques afin d'établir une classification. Les tombes ont reçu l'équivalent d'une cote entre 1 et 8 en fonction de leur intérêt patrimonial. Dans le plan d'aménagement directeur du parc proposé en 2022 par le service de gestion des espaces verts, les tombes de 8/8 à 6/8 étaient conservées, c'est-à-dire 30 tombes. Le service de la promotion du patrimoine avait alors conseillé dans son avis d'en conserver certaines qui avaient obtenu la cote juste inférieure de 5/8, faisant monter le nombre de tombes conservées à 44.

L'ordonnance du 29 novembre 2018 prévoit l'obligation d'établir une liste des sépultures d'importance historique locale. Un futur arrêté du Gouvernement en fixera les modalités. Selon cette même ordonnance, la commune doit conserver et entretenir ces sépultures pendant trente ans si les familles font défaut.

2. Les pelouses d'honneur des anciens combattants sont conservées et seront renouvelées et entretenues par la commune.

Les désaffectations actuelles visent à renouveler gratuitement les concessions à perpétuité qui ne rentrent pas dans ces deux catégories selon le souhait des familles tout en permettant également de les informer sur l'état du monument. Si le monument s'avère en mauvais état, l'administration communale ne refusera pas de prolonger la concession mais elle demandera aux ayants droit qu'une vigilance particulière, voire une réparation lui soit apportée. A défaut d'entretien, la commune peut décider de mettre fin à la concession.

Quel projet pour l'ancien cimetière ? Je me base ici sur une note de mon collègue Philippe JAQUEMYNS.

La commune a le projet de rénover l'ancien cimetière en prévoyant un aménagement évolutif vers un cimetière/parc accessible depuis l'avenue des Vaillants et l'avenue du Dernier Repos. Ce projet de cimetière/parc a été présenté et approuvé par les riverains. Les travaux prévus sont soumis à permis d'urbanisme. Un certificat d'urbanisme sera demandé à urban.brussels dans les prochains mois pour approbation du schéma directeur d'aménagement. Ce schéma a été approuvé par le Collège en juillet 2022. »

M. DE SMUL demande si les tombes des anciens combattants et victimes des Première et Seconde Guerres Mondiales seront conservées.

Mme DESTREE-LAURENT répond que c'est effectivement le cas, qu'elles ne sont pas visées par la désaffectation.

Jean-François Thayer entre en séance / treedt in zitting.

Isabelle Molenberg quitte la séance / verlaat de zitting.

Adelaïde de Patoul quitte la séance / verlaat de zitting.

Elsa Boonen quitte la séance / verlaat de zitting.

Chantal Dransart quitte la séance / verlaat de zitting.

30.01.2023/A/0056 **Hoe staat het met ons gemeentegebouw "Het Slot"? (Dhr. DE SMUL)**

Dhr. DE SMUL interpelleert het College in verband met de situatie van het gemeentegebouw "Het Slot" als volgt:

"Ik kreeg vragen van inwoners: hoe staat het met het Slot? Zijn er huurders of plannen voor verbouwingen of andere plannen in de toekomst? Ik stelde deze vraag reeds een aantal maanden geleden."

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat sinds 1 februari vorig jaar een huurovereenkomst is gesloten (die door de Gemeenteraad is goedgekeurd) met een bedrijf dat van plan is biologische producten van een boerderij in Bossut te verkopen en een kleine snackbar te openen tijdens de lunchpauze. Hij zegt dat de bezetters een unieke vergunning voor stedenbouw en erfgoed hebben verkregen (aangezien het om een beschermd goed gaat) en dat de werkzaamheden bijna afgerond zijn, maar dat ze wachten op meer betaalbare energieprijzen en van plan zijn volgend voorjaar open te gaan.

Où en est-on avec notre bâtiment communal « Het Slot » ? (M. DE SMUL)

M. DE SMUL interpelle le Collège comme suit concernant la situation du bâtiment communal « Het Slot » :

« J'ai reçu des questions d'habitants par rapport à la situation du Slot. Y a-t-il des locataires ou des projets de rénovation ou d'autres projets dans le futur ? J'ai déjà posé cette question il y a quelques mois. »

M. MAINGAIN répond que depuis le 1^{er} février de l'année passée, il y a un bail conclu (qui a d'ailleurs été approuvé en Conseil communal) avec une société qui a pour projet de vendre des produits bio provenant d'une ferme à Bossut et d'ouvrir un coin de petite restauration sur le temps de midi. Il précise que les occupants ont obtenu un permis unique urbanisme et patrimoine (car c'est un bien classé) et que les travaux sont en cours d'achèvement mais qu'ils attendent des prix de l'énergie plus abordables et comptent ouvrir au printemps prochain.

Isabelle Molenberg entre en séance / treedt in zitting.

Adelaïde de Patoul entre en séance / treedt in zitting.

Elsa Boonen entre en séance / treedt in zitting.

Chantal Dransart entre en séance / treedt in zitting.

30.01.2023/A/0057 **Extension du Woluwe Shopping Center : suivi du dossier. (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit concernant le suivi du dossier de l'extension du Woluwe Shopping Center :

« Lors du dernier Conseil communal de décembre 2022, l'avis du Collège n'avait pas encore été rendu en ce qui concerne le nouveau projet d'extension du Woluwe Shopping Center. La discussion entamée par mes collègues, MM. Steve DETRY et Jean-Claude VAN der AUWERA, a donc tourné court. C'est désormais chose faite : l'avis est connu et à nouveau négatif, comme le laissaient largement présager les quelques éléments de réponse fournis précédemment.

- Pouvez-vous informer le Conseil de l'ensemble des points qui ont motivé l'avis négatif du Collège et, pour chacun de ceux-ci, expliquer les attentes du Collège, autrement dit ce qu'il aurait été nécessaire de proposer dans le projet pour obtenir un avis positif ?
- Quelles sont les prochaines étapes après ce refus, avec quel calendrier ?
- Quelles sont les chances que la Région bruxelloise octroie malgré tout le permis ? Que fera le Collège si c'est le cas ?
- Est-ce que des contacts ont été entrepris avec les responsables du centre commercial depuis cet avis négatif pour tenter de trouver une solution satisfaisante pour chaque partie ? De qui vient cette initiative, si elle existe ? »

Mme DE VALKENEER donne la réponse suivante :

« Je vous remercie pour vos différentes questions. Je vais commencer par un bref historique du dossier. En 2019, la société EUROCOMMERCIAL, propriétaire du Woluwe Shopping Center, a introduit auprès de la Région bruxelloise une demande de permis d'urbanisme en vue de construire une extension à l'angle du cours Paul-Henri Spaak et de la rue Saint-Lambert et de créer 95 logements au-dessus des commerces. Appelé à émettre un avis dans le cadre de la procédure d'instruction du dossier, le Collège de Woluwe-Saint-Lambert avait émis un premier avis défavorable sur ce premier projet d'extension. La Région, quant à elle, avait émis un avis favorable conditionnel. Suite à ces avis, la société EUROCOMMERCIAL a introduit des plans modifiés auprès de la Région bruxelloise. Une nouvelle enquête

publique portant sur ces plans modifiés a été organisée et une commission de concertation également. La commission de concertation s'est tenue le 23 décembre dernier et le Collège a émis à nouveau un avis défavorable sur le projet modifié d'extension du Woluwe Shopping Center. Le Collège estime que les modifications proposées par le demandeur de permis sont insuffisantes et ne rencontrent pas les objectifs de l'éco-quartier Saint-Lambert en phase d'élaboration. Cet avis défavorable se fonde sur les motifs suivants :

1. Le projet d'extension présente encore un gabarit trop important.
La diminution de gabarit d'un étage proposée par EUROCOMMERCIAL est insuffisante. Le Collège estime que le projet, de par son gabarit, sa volumétrie et son esthétique, demeure trop massif et ne tient pas compte du contexte bâti environnant. Il présente d'énormes façades de plusieurs centaines de mètres et très hautes qui ne s'intègrent pas dans le bâti environnant, à savoir d'une part le centre culturel Wolubilis et les logements situés cours Paul-Henri Spaak et d'autre part les immeubles situés le long de l'avenue Paul Hymans. Il conviendrait de diminuer encore le gabarit proposé et de prévoir des variations de gabarits pour casser ce côté rectiligne. L'architecture devrait également être revue pour mieux s'intégrer dans le quartier.
2. L'extension projetée présente un recul trop faible par rapport à l'espace public.
Le projet modifié présente un recul supplémentaire de 2 mètres du côté du cours Paul-Henri Spaak mais ce recul est encore trop faible pour aménager un espace public de qualité. La largeur du trottoir, telle qu'elle est projetée, ne permet pas d'aménager une piste cyclable correcte et un cheminement piéton suffisant ainsi qu'un espace destiné à la plantation d'un nouvel alignement d'arbres. Or, il est nécessaire de créer des liens en termes de verdurisation le long du cours Paul-Henri Spaak entre le boulevard de la Woluwe et les avenues Paul Hymans et Vandervelde. Du côté de la rue Saint-Lambert, le recul prévu est également trop faible (50 cm) et met à mal le projet de réaménagement de la rue Saint-Lambert qui vise notamment à la végétaliser et à favoriser les cheminements piétons entre la place Saint-Lambert et le cours Paul-Henri Spaak. Selon nous, il faut prévoir un recul plus important du côté du cours Paul-Henri Spaak et du côté de la rue Saint-Lambert.
3. La construction d'un nouveau parking en sous-sol sur 2 niveaux risque d'entraver l'écoulement naturel des eaux.
Le projet d'extension se trouve dans une zone d'aléa d'inondation moyen à élevé. Le boulevard de la Woluwe et le complexe du Shopping ont déjà fait l'objet d'inondations par le passé, notamment en septembre 2005, juillet 2006 et juin 2016. En outre, la commune a déjà pu constater par le passé une accumulation d'eau dans le sol et en surface du parc Saint-Lambert situé au sud du complexe commercial, et ce, en raison notamment de l'effet barrage provoqué par la construction d'un étage de parking souterrain (niveau -1) en 2005 au sud du complexe commercial. Dès lors, la construction d'un nouveau parking de 2 étages en sous-sol (niveaux -1 et -2) au nord du complexe commercial risque de perturber fortement la gestion des eaux souterraines dans le quartier et de provoquer des inondations.

Concernant la suite de la procédure, il s'agit de rappeler que c'est la Région bruxelloise et plus précisément URBAN (l'administration régionale de l'urbansime) qui va statuer sur la délivrance du permis d'urbanisme. Au terme de la dernière commission de concertation, URBAN, suivie par Bruxelles Environnement, a émis un avis favorable conditionnel sur le projet modifié. Cet avis impose à EUROCOMMERCIAL des petites adaptations dont notamment l'amélioration des cheminements et accès vélos (adaptations relativement mineures). Il est également

demandé à EUROCOMMERCIAL de compléter son rapport hydrogéologique. Si EUROCOMMERCIAL répond à ces différentes impositions, URBAN délivrera plus que probablement le permis d'urbanisme. Nous ne pouvons évaluer dans quel délai le permis pourrait être délivré dans la mesure où cela dépend de la vitesse à laquelle EUROCOMMERCIAL déposera les compléments demandés. Une fois le permis délivré, la commune dispose d'un droit de recours devant le Gouvernement bruxellois et ensuite, le cas échéant, d'un droit de recours devant le Conseil d'Etat. Enfin, il s'agit de préciser que le Collège a dès le début, dès la présentation de l'avant-projet d'extension du Woluwe Shopping Center, notifié à EUROCOMMERCIAL que les gabarits et l'architecture proposés ne répondaient pas aux exigences, aux attentes du Collège. Nous les avons mis en garde en amont de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme mais EUROCOMMERCIAL n'a pas pris en compte les exigences posées par le Collège. Nous avons réitéré nos remarques dans le cadre de la première commission de concertation mais de nouveau EUROCOMMERCIAL n'en a pas suffisamment tenu compte lors de l'élaboration du projet modifié. Nous avons, dans le deuxième avis émis en décembre dernier, donné un certain nombre de pistes mais nous n'allons pas revenir sur les exigences que nous avons émises dès le début de la procédure. »

Uitbreiding van het Woluwe Shopping Center: opvolging van het dossier. (Mw. PANS)

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over de opvolging van het dossier in verband met de uitbreiding van het Woluwe Shopping Center:

"Tijdens de laatste Gemeenteraad van december 2022 was het advies van het College nog niet gegeven over het uitbreidingsproject van het Woluwe Shopping Center. De door mijn collega's Steve DETRY en Jean-Claude VAN der AUWERA geïnitieerde discussie werd derhalve ingekort. Het is nu afgerond: het advies is bekend en opnieuw negatief, zoals de weinige reacties die eerder werden gegeven grotendeels suggereerden.

- Kunt u de Raad informeren over alle punten die het negatieve advies van het College hebben gemotiveerd en voor elk daarvan de verwachtingen van het College toelichten, met andere woorden wat er in het project had moeten worden voorgesteld om een positief advies te krijgen?
- Wat zijn de volgende stappen na deze afwijzing, met welk tijdschema?
- Hoe groot is de kans dat het Brussels Gewest de vergunning toch zal verlenen? Wat gaat het College doen als dat het geval is?
- Zijn er sinds dit negatieve advies contacten gelegd met de beheerders van het winkelcentrum om te proberen een voor beide partijen bevredigende oplossing te vinden? Zo ja, van wie kwam dit initiatief?

Mw. DE VALKENEER geeft het volgende antwoord:

"Dank u voor uw verschillende vragen. Ik begin met een korte geschiedenis van het dossier. In 2019 diende de maatschappij EUROCOMMERCIAL, eigenaar van het Woluwe Shopping Center, bij het Brussels Gewest een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning in om een uitbreiding te bouwen op de hoek van de Paul-Henri Spaakpromenade en de Sint-Lambertusstraat en om 95 appartementen te creëren boven de winkels. In het kader van de onderzoeksprocedure van het dossier had het College van Sint-Lambrechts-Woluwe een eerste negatief advies uitgebracht over dit eerste uitbreidingsproject. Het Gewest van zijn kant bracht een

voorwaardelijk gunstig advies uit. Naar aanleiding van deze adviezen heeft EUROCOMMERCIAL gewijzigde plannen bij het Brussels Gewest ingediend. Over deze gewijzigde plannen werd een nieuw openbaar onderzoek georganiseerd, evenals een overlegcommissie. De overlegcommissie heeft op 23 december plaatsgevonden en het College heeft opnieuw een negatief advies uitgebracht over het gewijzigde project voor de uitbreiding van het Woluwe Shopping Center. Het College is van mening dat de door de aanvrager van de vergunning voorgestelde wijzigingen onvoldoende zijn en niet beantwoorden aan de doelstellingen van de ecowijk Sint-Lambertus in de ontwikkelingsfase. Dit ongunstige advies is gebaseerd op de volgende redenen:

1. Het uitbreidingsproject heeft nog steeds een te groot volume.

De door EUROCOMMERCIAL voorgestelde inkrimping met één verdieping is onvoldoende. Het College is van mening dat het project qua omvang, volumetrie en esthetiek nog steeds te massaal is en geen rekening houdt met de omringende bouwcontext. Het presenteert enorme gevels van enkele honderden meters en zeer hoog die niet passen bij de omliggende gebouwen, namelijk enerzijds het cultureel centrum van Wolubilis en de woningen aan de Paul-Henri Spaakpromenade en anderzijds de gebouwen aan de Paul Hymanslaan. Het zou raadzaam zijn het voorgestelde profiel verder te beperken en te voorzien in variaties in het profiel om het rechtlijnige aspect te doorbreken. De architectuur moet ook worden herzien om zich beter in de wijk te integreren.

2. De achteruitbouwzone van de voorgestelde uitbreiding ligt te dicht bij de openbare ruimte.

Het gewijzigde project presenteert een extra achteruitbouwzone van 2 meter aan de kant van de Paul-Henri Spaakpromenade, maar dit is nog steeds te klein om een kwalitatieve openbare ruimte te creëren. De breedte van het trottoir, zoals gepland, laat geen goed fietspad en onvoldoende voetpad toe, noch ruimte voor de aanplant van een nieuwe bomenrij. Het is echter noodzakelijk om groenverbindingen tot stand te brengen langs de Paul-Henri Spaakpromenade tussen het Woluwedal en de lanen Paul Hymans en Vandervelde. Aan de kant van de Sint-Lambertusstraat is de geplande achteruitbouw ook te klein (50 cm) en ondermijnt deze het herinrichtingsproject voor de Sint-Lambertusstraat, dat met name tot doel heeft de straat groener te maken en voetgangerspaden tussen het Sint-Lambertusplein en de Paul-Henri Spaakpromenade aan te moedigen. Wij zijn van mening dat een grotere achteruitbouw nodig is aan de kant van de Paul-Henri Spaakpromenade en aan de kant van de Sint-Lambertusstraat.

3. De aanleg van een nieuwe ondergrondse parkeergarage op twee niveaus dreigt de natuurlijke waterstroom te belemmeren.

Het uitbreidingsproject is gelegen in een gemiddeld tot hoog overstromingsgebied. Het Woluwedal en het winkelcentrum zijn in het verleden al eerder getroffen door overstromingen, met name in september 2005, juli 2006 en juni 2016. Bovendien heeft de gemeente reeds een ophoping van water in de grond en op de oppervlakte van het Sint-Lambertuspark ten zuiden van het winkelcomplex geconstateerd, met name als gevolg van het stuweffect dat is veroorzaakt door de bouw van een ondergrondse parkeergarage (niveau -1) in 2005 ten zuiden van het winkelcomplex. Bijgevolg zal de bouw van een nieuwe ondergrondse parkeergarage van twee verdiepingen (niveaus -1 en -2) ten noorden van het winkelcomplex de grondwaterhuishouding in het gebied waarschijnlijk ernstig verstoren en overstromingen veroorzaken.

Wat de rest van de procedure betreft, zij eraan herinnerd dat het Brussels Gewest, en

meer bepaald URBAN (de gewestelijke stedenbouwkundige administratie), beslist over de afgifte van de stedenbouwkundige vergunning. Aan het einde van de laatste overlegcommissie heeft URBAN, gevolgd door Leefmilieu Brussel, een voorwaardelijk gunstig advies uitgebracht over het gewijzigde project. Dit advies verplicht EUROCOMMERCIAL tot enkele kleine aanpassingen, waaronder de verbetering van de fietspaden en -toegang (relatief kleine aanpassingen). EUROCOMMERCIAL wordt tevens verzocht zijn hydro-geologisch verslag te voltooien. Als EUROCOMMERCIAL aan deze verschillende eisen voldoet, zal URBAN hoogstwaarschijnlijk de bouwvergunning afgeven. Wij kunnen niet inschatten hoe snel de vergunning kan worden afgegeven, aangezien dit afhangt van de snelheid waarmee EUROCOMMERCIAL de gevraagde aanvullingen indient. Zodra de vergunning is afgegeven, kan de gemeente in beroep gaan bij de Brusselse Regering en vervolgens, indien nodig, bij de Raad van State. Ten slotte zij erop gewezen dat het College EUROCOMMERCIAL van meet af aan, zodra het voorlopige project voor de uitbreiding van het Woluwe Shopping Center werd voorgesteld, heeft laten weten dat de voorgestelde afmetingen en architectuur niet aan de eisen en verwachtingen van het College voldeden. Wij hebben hen gewaarschuwd voordat de aanvraag voor een bouwvergunning werd ingediend, maar EUROCOMMERCIAL heeft geen rekening gehouden met de door het College gestelde eisen. Wij hebben onze opmerkingen in de eerste overlegcommissie herhaald, maar EUROCOMMERCIAL heeft er opnieuw onvoldoende rekening mee gehouden bij de opstelling van het gewijzigde project. In het tweede advies van afgelopen december hebben wij een aantal suggesties gedaan, maar wij komen niet terug op de eisen die wij aan het begin van de procedure hebben gesteld.”

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Patrick Lambert

Ariane Calmeyn